

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 03/09/2018

N° : 2018/94

SOMMAIRE

 **Arrêtés**

Page 3/110

 **Décisions**

Page 111/346

ARRÊTÉS

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/129/CM

Approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot 12 situé dans la ZAC des Molières, sur la commune de Miramas.

Abroge et remplace le Cahier des Charges de Cession de Terrain approuvé le 26 juillet 2007 par arrêté n° 90/07.

VU

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté, dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral de création de la ZAC des Molières à Miramas du 9 mars 1972 à l'initiative de la commune ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le dossier de réalisation de la ZAC des Molières du 27 juin 1980 ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le Plan d'Aménagement de Zone modificatif de la ZAC des Molières du 7 mars 1994 ;
- L'arrêté n° 90/07 du 26 juillet 2007 approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot 12 de la ZAC des Molières à Miramas ;
- La décision institutive du SAN annexée à l'arrêté préfectoral du 12 juillet 1984 en vertu de laquelle le SAN s'est substitué à la commune pour assurer l'aménagement de la ZAC des Molières ;
- La délibération du Conseil Municipal n° 121/13 du 26 juin 2013 approuvant le PLU de la commune de Miramas ;
- La délibération du Conseil Municipal n° 137/17 du 5 juillet 2017 approuvant la révision n° 2 du PLU de la commune de Miramas ;
- La délibération du Comité Syndical de Ouest Provence n° 520/14 du 18 décembre 2014 approuvant la modification du PEP de la ZAC des Molières sur la commune de Miramas ;

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Juillet 2018

- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 17/322/CM du 27 septembre 2017 pris par le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Monsieur Domnin Rauscher, chargé de la Direction Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie.

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC des Molières a pour vocation essentielle d'accueillir des activités tertiaires, commerciales et artisanales ;
- Que le Cahier des Charges de Cession de Terrain approuvé par arrêté n° 90/07 du 26 juillet 2007 établi au regard d'un projet de cession qui n'a pas été réalisé et qui ne correspond pas au projet d'aménagement actuel doit être en conséquence abrogé ;
- Que les dispositions particulières du Cahier des Charges de Cession de Terrain de cette opération sont compatibles avec le PLU ;
- Que le bénéficiaire a fait part à l'EPAD de sa volonté de réaliser sur les terrains cédés un bâtiment destiné à des activités artisanales.

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé le Cahier des Charges de Cession de Terrain ci-annexé concernant le lot 12, situé dans la ZAC des Molières sur la commune de Miramas, qui abroge et remplace le CCCT approuvé le 26 juillet 2007 par arrêté n° 90/07.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



**ETABLISSEMENT PUBLIC D'AMENAGEMENT
ET DE DEVELOPPEMENT OUEST PROVENCE**

**ZAC DES MOLIERES
COMMUNE DE MIRAMAS**

**Cahier des Charges de Cession de Terrain
établi en application de l'article L 311-6
du Code de l'Urbanisme**

LOT 12

SANS LOGEMENT DE FONCTION

**ABROGE ET REMPLACE LE CCCT APPROUVE PAR
ARRETE N° 90/07 DU 26/07/2007**

SOMMAIRE

PREAMBULE

I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

II - DROITS ET OBLIGATIONS DE L'AMENAGEUR ET DE L'ACQUEREUR

III - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES, ARCHITECTURALES ET PAYSAGERES

IV - GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS

V - DOCUMENT GRAPHIQUE

PREAMBULE

La création de la ZAC des MOLIERES sur la commune de MIRAMAS est intervenue par arrêté préfectoral en date du 9/03/72 à l'initiative de la Commune.

En vertu de la décision institutive du Syndicat d'Agglomération Nouvelle annexée à l'arrêté préfectoral du 12/07/84, ledit SAN s'est substitué à la Commune pour assurer l'aménagement de la ZAC.

Le dossier de réalisation de la ZAC des MOLIERES a été approuvé par arrêté préfectoral du 27/06/80.

Le Plan d'Aménagement de Zone modificatif de la ZAC des MOLIERES a été approuvé par arrêté préfectoral en date du 7/03/94.

Par délibération en date du 5 novembre 2002, le SAN a décidé, en application des dispositions des articles L.300-4 et R 311.6 du Code de l'Urbanisme de confier à l'épad, la poursuite de la réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté des MOLIERES dans le cadre d'une convention publique d'aménagement.

Par délibération N°225/13 en date du 20 juin 2013, le SAN Ouest Provence a donné un avis favorable sur la révision générale du Plan d'Occupation des Sols de Miramas.

Par délibération N° 121-2013 en date du 26 juin 2013, la ville de Miramas a approuvé la révision générale du POS de Miramas valant élaboration du PLU, intégrant de fait les dispositions d'urbanisme de la ZAC des Molières dans le Plan Local d'Urbanisme de Miramas (zone UE, secteur UEm).

Par délibération N° 520/14 du Comité Syndical de Ouest Provence du 18 décembre 2014, le Programme des Equipements publics de la zone a été modifié.

Par délibération n°205/2016 du 23/11/2016 du Conseil Municipal, la ville a approuvé la modification simplifiée n°1 du PLU.

Par délibération n°137/2017 du 05/07/2017, la ville de MIRAMAS a approuvé la révision générale n°2 du PLU.

La ZAC des Molières a pour vocations essentielles d'accueillir des activités artisanales, tertiaires (bureaux, services) et commerciales.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016. Elle exerce depuis lors les compétences exercées antérieurement par le SAN Ouest Provence, notamment en matière de ZAC, conformément à l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le présent Cahier des Charges est établi en application de l'article L 311-6 du Code de l'Urbanisme, détermine les droits et obligations entre les différentes parties concernées lors de la cession de terrain dans le cadre de l'opération de la ZAC DES MOLIERES, à savoir :

ENTRE

L'EPAD en qualité d'aménageur de la ZAC,

ET

L'ACQUEREUR c'est-à-dire toute personne physique ou morale faisant l'acquisition d'un terrain situé dans le périmètre de la ZAC DES MOLIERES

Les prescriptions du présent cahier des charges et de ses annexes seront intégrées intégralement par les soins du notaire ou de la partie la plus diligente dans tout acte translatif de propriété ou locatif des terrains ou des constructions qu'il s'agisse d'une première cession ou location, soit des cessions ou de locations successives par reproduction du texte complet, ou dans les baux qu'il pourrait consentir, tant en ce qui concerne les terrains cédés et/ou loués qu'en ce qui concerne les constructions édifiées sur lesdits terrains.

Mention expresse sera en outre portée aux actes de cession ou de location que le nouvel acquéreur, locataire, sous-locataire devra avoir préalablement pris connaissance des droits et obligations résultant du présent cahier des charges de cession de terrain et qu'il s'engage à en respecter les termes.

En outre, tout nouvel acquéreur qui entend modifier les termes du cahier des charges de cession de terrain et notamment modifier l'affectation, la consistance du terrain, devra solliciter une convention de mise en œuvre ou d'association conformément à l'article L 311-5 du Code de l'Urbanisme auprès de l'aménageur.

Elle pourra préciser, actualiser, restreindre les dispositions prévues au cahier des charges initial.

Elle constatera l'adhésion de ce nouvel acquéreur, d'un terrain dans le périmètre de la ZAC.

I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

1) Désignation du vendeur et de l'acquéreur

La présente cession est consentie par l'épad Ouest Provence, à la Société Civile Immobilière DEL MICKAEL ANTHONY représentée par les gérants, à savoir : Madame Christine BRAU épouse PELLEGRIN et Monsieur Patrick PELLEGRIN, dont le siège social est à ISTRES 13800, ZAC du Tubé, 22 Rue Joseph Thoret, immatriculée au Registre du Commerce de Salon-de-Provence sous le numéro 499 354 769, ci-après désigné "l'acquéreur" ou à toute personne morale ou privée qu'il se substituerait avec l'accord de l'épad Ouest Provence.

2) Désignation des terrains

Sur la commune de MIRAMAS.

La parcelle figurant au cadastre sous la section AH n°0183 d'une contenance de 15a 30ca ainsi qu'il résulte d'un plan de bornage établi le 20/03/2008 par Monsieur Daniel RENARD géomètre expert et qui demeurera annexé aux présentes.

Cette parcelle formant le lot n° 12, est située en secteur UEm au PLU de la commune de MIRAMAS.

3) Conditions de Cession

L'utilisation des terrains cédés doit être conforme aux dispositions du PLU de Miramas et aux prescriptions techniques, urbanistiques, architecturales, paysagères et environnementales énoncées au titre III, pendant la durée de la réalisation de la Zone.

4) Utilisation des terrains

Le terrain susvisé est cédé en vue de la réalisation de locaux à vocation d'activités artisanales uniquement, pour de la location.

Aucun logement de fonction n'est autorisé sur le terrain cédé.

La surface de plancher maximale autorisée est de 765 m².

II - DROITS ET OBLIGATIONS DE L'EPAD OUEST PROVENCE ET DE L'ACQUEREUR

1) *Obligations de l'épad Ouest Provence*

L'épad Ouest Provence, s'engage à mettre à la disposition de l'acquéreur l'ensemble des équipements nécessaires au bon fonctionnement des terrains cédés.

2) *Délais d'exécution*

L'acquéreur s'engage à :

- 2.1. Avoir présenté au plus tard son projet à l'épad Ouest Provence, dans les **2** mois suivants la signature du protocole de réservation.
- 2.2. Avoir déposé au plus tard sa demande de permis de construire dans les **3** mois suivants l'approbation du présent Cahier des Charges de Cession de Terrain.
- 2.3. Entreprendre les travaux de construction dans un délai de **6** mois à compter de la signature de l'acte authentique.
- 2.4. Transmettre à l'épad Ouest Provence, une copie de la déclaration d'ouverture de chantier (DOC) et ce au plus tard 3 semaines après le début effectif des travaux.
- 2.5. Avoir terminé les travaux, déclaré leur achèvement et leur conformité, et obtenu un certificat de non opposition à cette déclaration, dans un délai maximum de **16** mois à compter de la date de début des travaux. Une copie de la déclaration attestant l'achèvement des travaux (DAACT) devra être transmise à l'épad, dans ce délai.

L'acquéreur a la possibilité de réaliser son programme par tranches. Il devra en informer l'aménageur avant la fin du délai indiqué au 2.2 et identifier clairement ce phasage dans son dossier de demande de permis de construire. Le délai mentionné au 2.5 concerne la durée totale de réalisation de l'ensemble des tranches de travaux, dans leur intégralité.

3) *Prolongation éventuelle des délais*

Les délais d'exécution prévus ci-dessus seront, si leur inobservation est due à un cas de force majeure, prolongés d'une durée égale à celle durant laquelle l'acquéreur a été dans l'impossibilité de réaliser ses obligations. La preuve de la force majeure et de la durée de l'empêchement est à la charge de ce dernier.

Les difficultés de financement ne sont pas considérées comme constituant des cas de force majeure.

Les recours contentieux sur les autorisations de construire constituent un cas de force majeure.

4) *Sanctions à l'égard de l'acquéreur*

En cas d'inobservation de l'une des obligations du Cahier des Charges, de l'acte de cession, l'épad Ouest Provence, pourra, selon la nature de l'infraction commise, soit obtenir des dommages et intérêts, soit demander la résolution de la vente, dans les conditions suivantes :

4.1. Dommages et intérêts

Si l'acquéreur ne respecte pas les délais prévus à l'article II.2) Délais d'exécution, l'épad Ouest Provence, le mettra en demeure de satisfaire à ses obligations dans un délai de 15 jours en ce qui concerne les délais des paragraphes 2.1., 2.2 et 2.3., ou dans un délai de trois mois en ce qui concerne celui du paragraphe 2.5.

Si passé ce nouveau délai, l'acquéreur n'a pas donné suite aux prescriptions de la mise en demeure, l'épad Ouest Provence, pourra prétendre à une indemnité fixée à 1/1000^e du prix de cession hors taxes par jour de retard.

Lorsque cette pénalité aura atteint 10 %, l'épad Ouest Provence peut demander la résolution du contrat dans les conditions ci-après.

4.2. Résolution de la vente

La résolution de la vente pourra être demandée par décision de l'épad Ouest Provence, notifiée par acte d'huissier, en cas d'inobservation d'un des délais de l'article II.2) Délais d'exécution.

La cession pourra également être résolue de plein droit par décision de l'épad Ouest Provence, notifiée par acte d'huissier, en cas de non-paiement de l'une quelconque des fractions de prix à son échéance, et ce, un mois après une mise en demeure de payer restée sans effet, et plus généralement en cas d'inexécution de l'une des obligations du cahier des charges, de l'acte de cession ou de location.

Enfin, la cession pourra être résolue de plein droit à la demande de l'acquéreur en cas d'empêchement d'exécution de ses obligations dans les délais contractuels, consécutif à un recours sur les autorisations d'urbanisme.

L'acquéreur aura droit en contrepartie à une indemnité de résolution qui sera calculée comme suit :

- a) Si la résolution intervient avant le commencement de tous travaux, l'indemnité sera égale au prix de cession, ou, le cas échéant, à la partie du prix payée, déduction faite du montant du préjudice subi par l'épad Ouest Provence, lequel sera réputé ne pas être inférieur à 10 % du prix de cession HT, indexation comprise.
- b) Si la résolution intervient après le commencement des travaux, l'indemnité ci-dessus pourra être augmentée d'une somme égale au montant de la plus-value

apportée au terrain par les travaux régulièrement réalisés sans que cette somme puisse dépasser la valeur des matériaux et le prix de la main d'œuvre utilisée.

Dans certains cas, une moins-value sera appliquée aux travaux exécutés.

Cette plus-value ou moins-value sera fixée par voie d'expertise contradictoire, l'expert de l'épad Ouest Provence étant l'Administration des Domaines, celui de l'acquéreur pouvant, si celui-ci ne pourvoit pas à sa désignation, être désigné d'office par le Président du Tribunal de Grande Instance, sur la requête de l'épad Ouest Provence.

Tous les frais seront à la charge de l'acquéreur.

Les privilèges et hypothèques ayant grevé l'immeuble ou le bail du chef du concessionnaire défaillant ou de ses ayants-droit, seront reportés sur l'indemnité de résolution et de résiliation dans les conditions fixées à l'article L 21-3 du décret n° 77-392 du 28 mars 1977.

5) *Mise à disposition du terrain*

La mise à disposition des terrains qui aura lieu, sauf dérogation, après signature de l'acte authentique de vente, ne pourra faire obstacle à la mission de l'épad, concernant la poursuite des travaux d'aménagement de la ZAC.

6) *Vente - Location - Division des terrains cédés ou loués*

Il est interdit à l'acquéreur de mettre en vente ou de louer les terrains qui lui sont cédés avant l'achèvement de la totalité des travaux prévus, sans en avoir, au moins quatre mois à l'avance, avisé l'EPAD Ouest Provence

Toute division des terrains cédés par l'aménageur est interdite, même après réalisation des travaux prévus sans l'accord exprès de l'épad Ouest Provence

En cas de non respect des obligations relatives à la vente, la location ou la division, l'EPAD peut exiger que les terrains lui soient rétrocédés ou soient cédés à un acquéreur désigné ou agréé par lui .

En cas de rétrocession, le prix de rétrocession est calculé dans les conditions prévues pour l'indemnité de résolution, sans qu'il y ait lieu à une réduction de 10 %. En cas de vente à un acquéreur désigné ou agréé par l'épad Ouest Provence, de la totalité des terrains ou d'une partie non encore entièrement aménagée, l'épad Ouest Provence, pourra exiger que le prix de cession soit fixé dans les mêmes conditions.

En cas de cessions successives, les acquéreurs successifs sont tenus par les dispositions du présent article.

7) Nullité

Les actes de vente, de partage, de location ou de concession d'usage, qui seraient consentis par l'acquéreur ou ses ayants-cause en méconnaissance des interdictions ou obligations stipulées dans le Cahier des Charges, seraient nuls et de nul effet, conformément aux dispositions de l'article L 411-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Cette nullité pourra être invoquée pendant un délai de 5 ans à compter de l'acte de l'épad Ouest Provence ou, à défaut, par le Préfet, sans préjudice, le cas échéant, des réparations civiles.

8) Obligation de maintenir l'affectation prévue après réalisation des travaux

Après achèvement des travaux, l'acquéreur sera tenu de ne pas modifier l'affectation des terrains aménagés sans en avoir avisé l'épad Ouest Provence, au moins deux mois à l'avance.

L'épad Ouest Provence, pourra jusqu'à l'expiration de ce délai, exiger que le changement d'affectation soit différé pour une durée de six mois et ne soit effectué que si, durant ce dernier délai, il n'a pu être trouvé un acquéreur ou un utilisateur pour l'ensemble du fonds, s'engageant à maintenir l'affectation, le prix d'acquisition étant fixé, à défaut d'accord amiable, par voie d'expertise contradictoire.

III - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES, ARCHITECTURALES, PAYSAGERES ET ENVIRONNEMENTALES

1) Dispositions générales

La demande de permis de construire devra se conformer aux règles énoncées dans le PLU de Miramas ainsi qu'au présent Cahier des Charges de Cession de Terrain élaboré en liaison étroite avec l'Aménageur afin d'aboutir à un projet de qualité visant à bien s'insérer dans le cadre général de Zone d'Activités ; les articles ci-dessous définissent les obligations architecturales, techniques, urbanistiques, paysagères et environnementales applicables au lot.

L'acquéreur fera son affaire du levé topographique détaillé du terrain concerné, à fournir dans le cadre de la demande de permis de construire en fonction des nécessités du terrain et du projet de construction.

Toutes les pièces administratives liées à cette autorisation devront répondre aux prescriptions ci-après.

Par ailleurs, l'acquéreur s'engage à respecter les dispositions du Plan Local d'Urbanisme dans l'ensemble de ses documents constitutifs et toutes les modifications qui seraient apportées à celui-ci après enquête publique et approbation.

En aucun cas, la responsabilité de l'EPAD ne pourra être engagée en raison de ces dispositions ou des modifications que l'administration apporterait à ces dernières, qu'elle que soit leur date.

2) Aspect architectural, urbanistique et paysager

2.1. Unité architecturale et urbanistique

L'ensemble des bâtiments implantés sur une même parcelle devra assurer une unité architecturale et urbanistique au niveau de la volumétrie, du traitement des façades et des toitures (cohérence dans le type de matériaux mis en œuvre et dans le choix des couleurs).

La parcelle devra être plantée sur au moins 15% de sa surface globale. Des préconisations sur la palette végétale sont présentées dans le cahier des préconisations paysagères annexé.

Ces données sont indiquées afin d'assurer :

- l'implantation durable des espaces verts,
- l'adéquation des plantes avec les lieux, les usages de l'activité et le climat,
- la réduction maximale des coûts et contraintes d'entretien,
- la réduction maximale des apports en eau,
- l'intégration optimale du bâti dans son environnement immédiat et lointain,
- la création de co-visibilités qualitatives faisant l'objet d'une véritable vitrine pour l'entreprise et la commune depuis les axes viaires et voies douces alentours.

Les aires extérieures de stockage et de présentation de matériels devront respecter un recul minimum de 3 mètres de la limite de propriété et recevoir un

traitement paysager adapté, afin de masquer leur présence et de s'intégrer au projet paysager.

Sont interdits :

- Les matériaux laissés bruts (parpaings non enduits, ...) y compris sur les différentes faces des clôtures maçonnées.
- Les bardages métalliques verticaux sans recouvrement.

Peuvent être autorisés :

- Les revêtements de façades à caissons.
- Les matériaux recevant un enduit ou les bétons architecturés.
- Les bardages métalliques horizontaux à clins.
- Les parements végétalisés de type panneaux de lierres précultivés.

Sont attendus :

- Le traitement des limites avec les axes viaires, piétonniers ainsi que les limites séparatives avec les autres lots, par des plantations d'arbres et d'arbustes ou plantes tapissantes, dans la mesure du possible telles que préconisées dans le cahier paysagers annexé.
- La plantation sur une bande de 5m sur le pourtour de la parcelle (sauf exceptions aux vues des contraintes de la surface parcellaire et des zones de stockages qui pourront ponctuellement réduire les espaces plantés). Il est possible de proposer des plantes grimpantes ou tapissantes, et/ou des alternatives qui devront être validées par l'aménageur.
- La plantation sur bâche avec y compris paillage afin de réduire les frais d'entretien et de gestion du futur espace végétalisé.
- Le choix d'une gamme végétale qui s'oriente vers des arbres en cépées ou tige au port colonnaire ou fastigié n'imposant aucune taille d'entretien, des essences adaptées au climat local, terrain sec, forte chaleur en été, hiver gélif, vents violents (mistral et tramontane).

Ces éléments permettront de créer un écrin de verdure particulièrement qualitatif pour l'image de la future activité et un cadre de travail plus agréable pour les salariés.

Par ailleurs, seront indiquées dans la demande de Permis de Construire les différentes natures de revêtement de sols extérieurs, notamment celles rendant imperméables ces surfaces.

2.2. Retrait par rapport aux voiries, emprises publiques et limites séparatives

Le retrait par rapport aux voiries, emprises publiques et limites séparatives, se conformera au règlement du PLU.

Ce retrait devra être traité de manière paysagère, donc planté à minima d'une haie végétale composée d'arbustes champêtres et/ou méditerranéens, plantes grimpantes et/ou d'arbres de haute tige méditerranéens.

Si les contraintes imposées par le positionnement du bâtiment et des places de stationnement ne permettent pas d'inclure des haies végétalisées sur l'ensemble du périmètre de la parcelle, il est permis à l'acquéreur de traiter de façon paysagère et qualitative les côtés les plus étroits du terrain par des plantes grimpantes et arbustes de petites tailles.

2.3. Hauteur des constructions

La hauteur des constructions ne dépassera pas 9 mètres mesurés au faîtage de la toiture.

Dans le cas de toitures terrasses, les façades des bâtiments devront présenter des acrotères horizontaux sur l'ensemble des façades et jusqu'à l'arase du faîtage.

2.4. Façades des bâtiments et éléments techniques

L'impact visuel de l'enveloppe des éléments techniques doit être limité et s'inscrire dans le volume autorisé. Ils se porteront sur des parties de constructions masquées ou invisibles depuis l'espace public et en particulier depuis la déviation de Miramas.

Toutes les fonctions de ventilation, climatisation ou autres dispositifs techniques seront installés à l'intérieur de la construction.

Le traitement de l'ensemble des façades doit être homogène dans le choix des couleurs et type de revêtement. Une attention particulière doit être apportée aux façades Sud et Ouest offrant une visibilité directe depuis la voie publique de la zone des Molières et surtout depuis la déviation de Miramas. Ces façades pourront notamment afficher les enseignes de la société, en application de l'article suivant.

2.5. Enseignes – Panonceaux

Il est interdit de procéder à un affichage ou une publicité sur les terrains, clôtures et constructions, à l'exception :

- de l'affichage réglementaire lié au permis de construire et au chantier.
- de la raison sociale et du sigle de la société.

Sur le(s) bâtiment(s) :

Sont interdits les enseignes en toiture ou en drapeau, ainsi que les caissons lumineux et les enseignes clignotantes.

Sont autorisées : - Les enseignes de type bandeau,
 - L'affichage de la raison sociale ou commerciale en façade(s) du bâtiment, sans encadrement.

Dans la parcelle :

Sont autorisées les enseignes uniquement à proximité de l'entrée principale, sous forme :

- soit d'un totem qui n'excédera pas deux mètres (2,00) de haut.
- soit d'une enseigne intégrée à la clôture.

Les projets d'enseignes devront figurer dans la demande de permis de construire.

2.6. Clôtures

La hauteur totale des clôtures ne pourra excéder 2,00 mètres et se conformer en tout point au PLU. Elles devront être indiquées dans la demande de permis de construire et se conformer au PLU quant à leur aspect.

Un portillon dédié exclusivement aux piétons pourra être créé par l'acquéreur à ses frais, dès lors qu'il débouche sur un trottoir praticable et aux normes d'accessibilité PMR.

2.7. Stationnement des véhicules

Seront créées dans l'enceinte de la parcelle, les places de stationnements nécessaires au bon fonctionnement du programme d'activités mentionné au 3) du titre I du présent cahier de charges, selon les prescriptions du PLU.

Les surfaces destinées au stationnement doivent présenter la délimitation des places, en distinguant les véhicules légers des engins, camions et poids lourds.

Les aires de stationnement pour les véhicules seront réalisées dans l'emprise du terrain. Elles devront être aménagées et facilement accessibles. Les zones de manœuvre doivent être indépendantes des voies publiques.

Les surfaces de stationnement dédiées aux engins, camions et, poids lourds, devront dans la mesure du possible ne pas être visibles depuis la voie publique.

A moins d'être déclarés à la demande de permis de construire apportant la preuve du traitement conforme des rejets, les stations de lavage de véhicules sont interdites.

Chacune de ces dispositions sera soumise à l'approbation de l'aménageur et devront figurer à la demande de permis de construire.

2.8. Espaces libres - Plantations

Les surfaces du lot non affectées au bâti, aux aires de stationnement et de circulation doivent être aménagées en espaces verts paysagers et convenablement entretenues.

La surface des espaces perméables et végétalisés devra représenter au minimum 15% de l'unité foncière.

Les plantations des arbres de haute tige devront être effectuées dans des conditions permettant leur bon développement. A cette fin, ils devront être éloignés d'au moins deux mètres par rapport aux limites séparatives et aux bâtiments, et l'espace de plantation (bande plantée ou fosse individuelle pour

chaque arbre) devra offrir un volume de terre libre d'au moins 1, 5m x 1, 5m x 1,5 m pour favoriser le développement racinaire.

La mise en place d'un arrosage goutte à goutte est à prévoir afin de gérer de façon raisonnée l'apport en eau.

Les plans de plantations et type de végétation, le descriptif des fosses d'arbres et le système d'arrosage devront figurer dans la demande de permis de construire et seront soumis à l'approbation de l'aménageur.

Des conseils et prescriptions pour la palette végétale sont précisés en annexe.

2.9. VRD - Desserte et réseaux

Le terrain est desservi par un accès créé par l'épad Ouest Provence depuis la voirie publique existante. L'acquéreur pourra prévoir la création, à ses frais, d'un second accès au terrain donnant sur une voirie carrossable et en service, accès à mentionner dans sa demande de permis de construire.

Un seul accès et un seul point de raccordement aux réseaux existants en limite de propriété (électricité tarif jaune, eaux usées, eaux pluviales, eau potable, gaz et génie civil du réseau télécom) ont été réalisés par l'épad Ouest Provence pour desservir le lot. Ils sont représentés sur le plan de bornage annexé au présent CCCT. Il sera possible de déplacer ou modifier l'accès et le point de desserte voire d'en créer de supplémentaires, en accord avec l'épad Ouest Provence, et aux frais de l'acquéreur.

Dans le cas où les besoins de l'acquéreur nécessiteraient de recourir à un raccordement en « Tarif Vert » (pose d'un poste de transformation privatif), le raccordement du poste sur le réseau HTA sera réalisé directement par ENEDIS et à la charge de l'acquéreur.

2.10. Gestion des eaux pluviales

L'acquéreur est dans l'obligation de récolter et traiter ses eaux pluviales avant tout rejet dans les réseaux public, en conformité avec le PLU de Miramas en vigueur et de son zonage d'assainissement.

Les dispositions générales applicables à la ZAC des Molières, relèvent du zonage N°3 dit « Bardin », où des mesures de maîtrise des eaux de pluie doivent être mises en œuvre, afin de compenser l'imperméabilisation des opérations d'aménagement et de construction.

Les caractéristiques imposées de cette compensation sont les suivantes :

- volume utile de 1 200m³ par hectare de surface imperméabilisée,
- et
- débit de fuite de 15/l/s maximum par hectare de projet (surfaces imperméabilisées et surfaces naturelles), pour la première moitié du volume (orifice inférieur)

Ainsi, concernant le lot 12, les dispositifs suivants de traitement des eaux pluviales pourront être prévus par l'acquéreur :

- infiltration, uniquement des eaux de ruissellement des toitures de bâtiments,
- collecte et rétention avant rejet dans le réseau public, des eaux de pluie ruisselant sur les surfaces imperméabilisées autres que les bâtiments, soit les voiries, parkings, ..., par des ouvrages dédiés et/ou mixtes, répondant aux caractéristiques ci-dessus énoncées.
- l'épad Ouest Provence ayant réalisé sur site un bassin public de rétention des eaux pluviales d'un volume utile de 1 500m³ et dimensionné pour 6,5 hectares de bassin amont (dont le présent lot), une compensation à hauteur de 230m³ en volume utile, par hectare de surface imperméabilisée, pourra être prise en compte pour le traitement des eaux pluviales du présent lot.

L'acquéreur devra préciser dans sa demande de permis de construire, le(s) dispositif(s) de rétention qu'il prévoit de mettre en œuvre pour compenser l'imperméabilisation du lot, dans le cadre de ceux proposés ci-dessus et en application des dispositions du PLU en vigueur et de son zonage d'assainissement.

2.11. Logement de fonction assurant le fonctionnement de l'activité

Aucun logement de fonction n'est autorisé sur le terrain cédé.

Cette disposition s'applique à tous les acquéreurs.

IV - GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS

1) Gestion

La gestion du domaine public, des ouvrages, réseaux et équipements connexes publics sera assurée par la collectivité compétente.

2) Tenue générale

Les parcelles, les constructions, les espaces libres et les voies doivent être tenus en excellent état de propreté et d'entretien.

Les prescriptions suivantes doivent en particulier être respectées :

- Les fouilles sont interdites, si ce n'est pour la construction elle-même, et à condition de remettre le sol en l'état et d'évacuer les matériaux en surplus.
- Tous les terrassements, exhaussements ou décaissements seront soumis à la législation en vigueur.
- Les décharges, (ordures, déchets, matériaux), sont proscrites sur les voies, les parcelles et terrains voisins, les espaces libres, les parkings y compris pendant les travaux de construction.
- L'entreposage de conteneurs et bennes disgracieux est formellement interdit.
- Les acquéreurs assureront l'évacuation de leurs déchets professionnels en un lieu adapté pour les recevoir.

3) Déchets ménagers

Les déchets industriels et artisanaux provenant de l'établissement, comme le prévoit la législation, devront être évacués et traités dans des centres spécialisés, sous la responsabilité de leur producteur.

Les ordures ménagères produites par le personnel (dans la limite de 5 litres par jour et par employés), ou par le logement de fonction s'il y a lieu (dans la limite de 30 litres par logement et par jour) seront collectées par la collectivité.

Les agents et les véhicules du service de collecte n'étant pas autorisés à pénétrer dans le domaine privé, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires afin de permettre le ramassage des déchets ménagers dans de bonnes conditions.

Le container de collecte des ordures ménagères est à la charge de l'exploitant. Il est rappelé qu'entre 2 collectes, les containers ne doivent pas rester sur le domaine public.

4) Respect de l'environnement, pollution

Les nuisances pouvant être générées par l'exécution des travaux ou par l'activité de l'acquéreur devront être traitées par ce dernier de manière à ce qu'aucune gêne ne soit occasionnée au voisinage.

En cas de dépôts sauvages, enfouissements de déblais, nettoyage de matériel, etc..., sur les parcelles mitoyennes ou voisines, dégradation des emprises publiques, réalisés par des entreprises travaillant pour le compte des propriétaires de parcelles dans la zone d'activité, ou par les propriétaires eux-mêmes, et dûment constatés par l'EPAD Ouest Provence, des poursuites seront immédiatement engagées, sans préavis, à l'encontre des contrevenants.

Ils seront tenus de remettre les lieux en état à leurs frais exclusifs.

5) Subrogation

Les dispositions contenues dans le titre III et IV du présent cahier des charges de cession de terrain font loi entre l'EPAD et chaque constructeur qu'entre les différents autres acquéreurs.

L'EPAD subroge, en tant que de besoin, chaque acquéreur dans tous ses droits et actions, de façon que tout acquéreur puisse exiger des autres l'exécution des dispositions en cause.

V - DOCUMENT GRAPHIQUE

Plan de bornage, ci-joint annexé

VI – CAHIER DES PRECONISATIONS PAYSAGERES

Ci-joint annexé



ZAC DES MOLIERES

Commune de Miramas

**(ANNEXE AU CAHIER DES CHARGES
DE CESSION DE TERRAIN DU LOT 12)**

VI - CAHIER DES PRECONISATIONS PAYSAGERES

PALETTES VEGETALES ET RECOMMANDATIONS

CONSEILS POUR LA PLANTATION

Tuteurs et plantations

Les arbres seront tuteurés, avec des tripodes pour les arbres de taille 16/18 ou plus, avec des bipodes pour les autres tailles d'arbres.

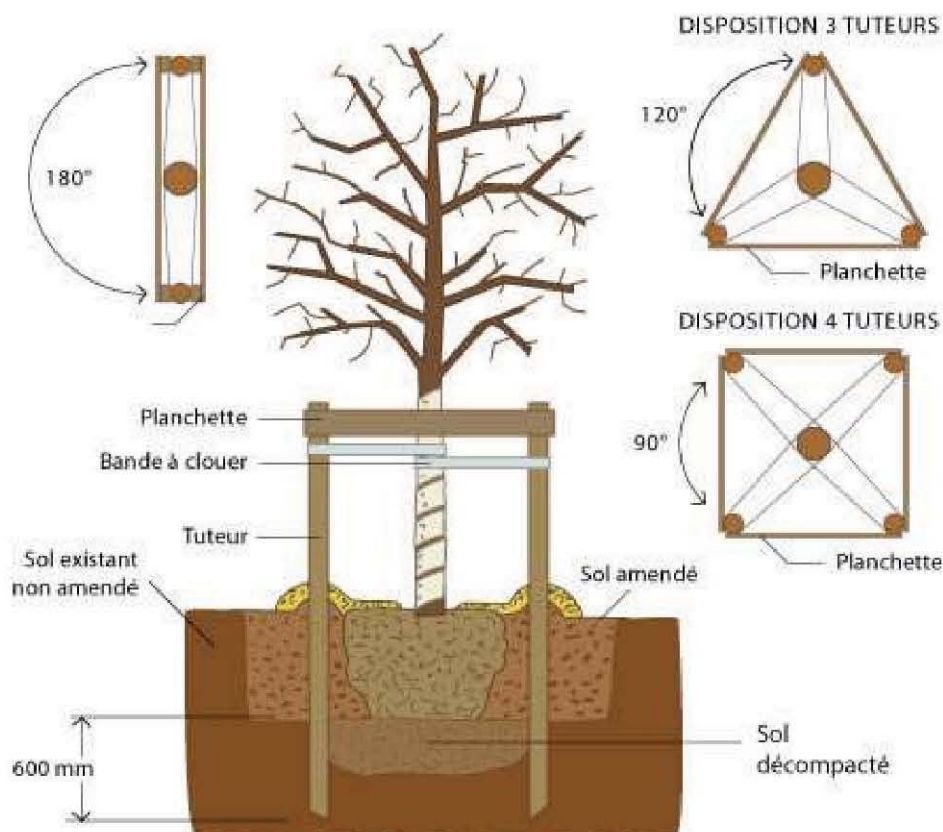


Schéma de principe du tuteurage des arbres / Référence pépinière Thuilleaux

Paillage

Toutes les plantations (arbres, arbustes, haies, massifs) seront pourvues au moment de la plantation, à leur pied, d'un paillage en écorce de bois d'une épaisseur minimum de 20cm. Sur les talus, une toile non tissée en fibre végétale sera installée avant plantation. Cette mesure permet de minimiser l'entretien en réduisant les arrosages et en empêchant les mauvaises herbes de pousser.

Photo de référence d'un paillage :



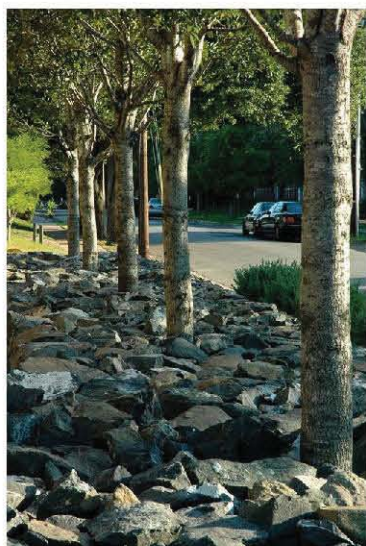
Alternative de paillages avec d'autres matériaux :

Il est possible d'envisager d'autres types de paillages aux pieds des arbres et massifs plantés : pierres concassées, galets ou autre minéral.

Il faut cependant penser à positionner un geotextile non tissé anti-contaminant sous le ou les matériaux mis en place afin de limiter au maximum la pousse des mauvaises herbes et donc l'entretien des espaces plantés.

Les diamètres choisis pourront être variables selon la situation et le choix du rendu esthétique.

Photos de références présentant divers types de matériaux accompagnés de plantations:



Entretien

Une gestion différenciée est conseillée pour l'entretien des espaces verts.

Ce mode de gestion consiste à pratiquer un entretien adapté des espaces verts selon leurs caractéristiques et leurs usages. Il s'agit de faire le bon entretien au bon endroit.

Par exemple, les bandes enherbées bénéficieront d'une fauche tardive au lieu d'une tonte régulière afin de favoriser la biodiversité (2 fauches : 1 avant le 1er mai si besoin et 1 fauche tardive après le 1er septembre). Les bandes enherbées pourront également être remplacées par des prairies fleuries, qui demandent très peu d'entretien et embellissent les espaces verts.

La taille des arbres et arbustes se fera à la fin de l'hiver, ce qui permet de conserver le plus longtemps possible les baies des arbustes. La taille sera réalisée avant la nidification des oiseaux. La taille d'hiver sera réalisée pendant la période de dormance de l'arbre et en dehors des périodes de gel. Les produits phytosanitaires (herbicides, pesticides) sont proscrits.

Le désherbage sera mécanique ou thermique. Si des engrais doivent être utilisés, ils seront de nature organique et non chimique.

La mise en place d'un système d'arrosage automatique est obligatoire afin d'assurer l'implantation durable des essences. Une programmation adéquate des horaires et fréquences d'arrosages est préconisée et générera des économies au futur acquéreur.

Le choix des essences à mettre en place (gazons, arbres, arbustes, graminées, vivaces) s'orientera vers des végétaux adaptés au lieu : risque de sécheresse, fort ensoleillement, vents violents, gels. Les arbres et plants morts seront remplacés.

COMPOSITION D'UNE HAIE CHAMPÊTRE

Une haie champêtre est composée de plusieurs espèces de végétaux d'essences indigènes adaptées au terrain, au climat et donc plus résistantes aux attaques parasitaires.

Elles sont plus faciles d'entretien et offrent de nombreux avantages :

- Embellissement du cadre de vie et de travail.
- Maîtrise du ruissellement pluvial et conservation des sols : favorise l'infiltration de l'eau grâce aux racines, et l'évapotranspiration grâce à leur feuillage, les haies contribuent à diminuer et freiner les ruissellements.
- Brise-vent : les haies protègent contre les bourrasques (bâtiments, aires de stockage & stationnements,...).
- Confinement des pollutions : les haies captent et contribuent à dégrader les polluants véhiculés par les eaux de ruissellement.

Elles forment des "corridors écologiques" permettant les déplacements des espèces et le brassage génétique des populations. Les haies champêtres sont le refuge d'une multitude d'animaux. Elles jouent un rôle important dans la nidification des oiseaux.

Pour qu'une haie soit efficace en termes esthétiques et écologiques, elle doit satisfaire à certains critères :

- haie diversifiée (l'idéal : une quinzaine d'espèces) avec une base d'essences autochtones (adaptées au sol et au climat) pour permettre une intégration dans l'écosystème environnant,
- largeur suffisante (si possible plus de 3 mètres),
- densité élevée (1 arbuste/mètre linéaire),
- base garnie de plantes herbacées,
- connexion avec d'autres sources de biodiversité : autre haie, bois, bosquet, zone humide, friche,...
- entretien adapté : pas de désherbage au pied d'une haie développée, maîtrise des essences envahissantes au moyen de la taille,
- planter de manière aléatoire ou par îlot d'une même espèce, plutôt qu'en alternant régulièrement les espèces,
- laisser se développer les drageons et les semis naturels de la haie.

Exemple de composition d'une haie avec des espèces choisies dans la palette végétale :

- Amélanchier (Amelanchier canadensis)
- Aubépine blanche (Crataegus laevigata)
- Charme commun (Carpinus betulus)
- Chêne pédonculé (Quercus robur)
- Cornouiller sanguin (Cornus sanguinea)
- Eglantier (Rosa canina) · Epine noire (Prunus spinosa)
- Erable champêtre (Acer campestre)
- Frêne commun (Fraxinus excelsior)
- Fusain d'Europe (Euonymus europaeus)
- Merisier (Prunus avium)
- Sureau noir (Sambucus nigra)
- Troëne (Ligustrum)
- Viorne cotonneuse (Viburnum lantana)

Exemple d'une autre palette végétale envisageable avec espèces méditerranéennes :

- Nerium oleander
- Punica granatum
- Abelia grandiflora
- Laurus Nobilis
- Feijoa sellowiana
- Phlomis (taille moyenne)
- Perovskia atriplicifolia (taille moyenne)



COMPOSITION DE GRAMINEES RUSTIQUES

- Stipa tenuissima
- Stipa calamagrostis
- Stipa tenacissima
- Miscanthus sinensis 'Gracillimus'
- Carex halleriana
- Pennisetum orientale
- Festuca valesiaca 'Glaucantha'



COMPOSITION D'ARBUSTES BAS MEDITERRANEENS :

- Rosmarinus officinalis
- Rosmarinus officinalis 'Boule'
- Rosmarinus officinalis 'Miss Jessop's Upright'
- Salvia officinalis 'Berggarten'
- Salvia 'Montagne de l'Hortus'
- Lavandula angustifolia
- Salvia officinalis 'Nazareth'
- Cistus monspeliensis
- Cistus x argenteus 'Blushing Peggy Sammons'
- Cistus x florentinus
- Cistus x pulverulentus

COMPOSITION DE PLANTES GRIMPANTES

Un mélange de végétaux caducs ou persistants est possible et sera installé sur des parterres ou le long de clôtures en limite de parcelles.

Exemple des essences possibles :

- Rosier de Banks
- Bignone
- Lierre
- Chèvrefeuille
- Jasmin étoilé

COMPOSITION DES PLANTATIONS D'ARBRES

Il est recommandé au sein de la ZAC des Molières des espèces de types colonnaires ou fastigiés, résistants, rustiques afin de limiter au maximum les contraintes de tailles.

Exemple d'espèces d'arbres préconisées :

- *Carpinus betulus* 'Fastigiata' Charme fastigié,
- *Cercis siliquastrum*
- *Celtis australis* (ombrage aucun entretien)
- *Amelanchier alnifolia* 'Obelisk' (1)
- *Acer campestre* 'Baronne' (2)
- *Ginkgo biloba* 'Fastigiata' (5)
- Peuplier blanc pyramidal, *Populus pyramidalis*
- Sorbier hybride pyramidal, *Sorbus hybrida pyramidalis*
- *Crataegus monogyna* 'Stricta'
- Chêne pédonculé *Quercus robur* 'Fastigiata' (4)
- *Quercus* 'Columna'
- Charme houblon *Ostrya carpinifolia*
- Cyprès *Cupressus sempervirens* 'Stricta' ou 'Totem'
- Savonnier *Koelreuteria paniculata* 'Fastigiata' (3)

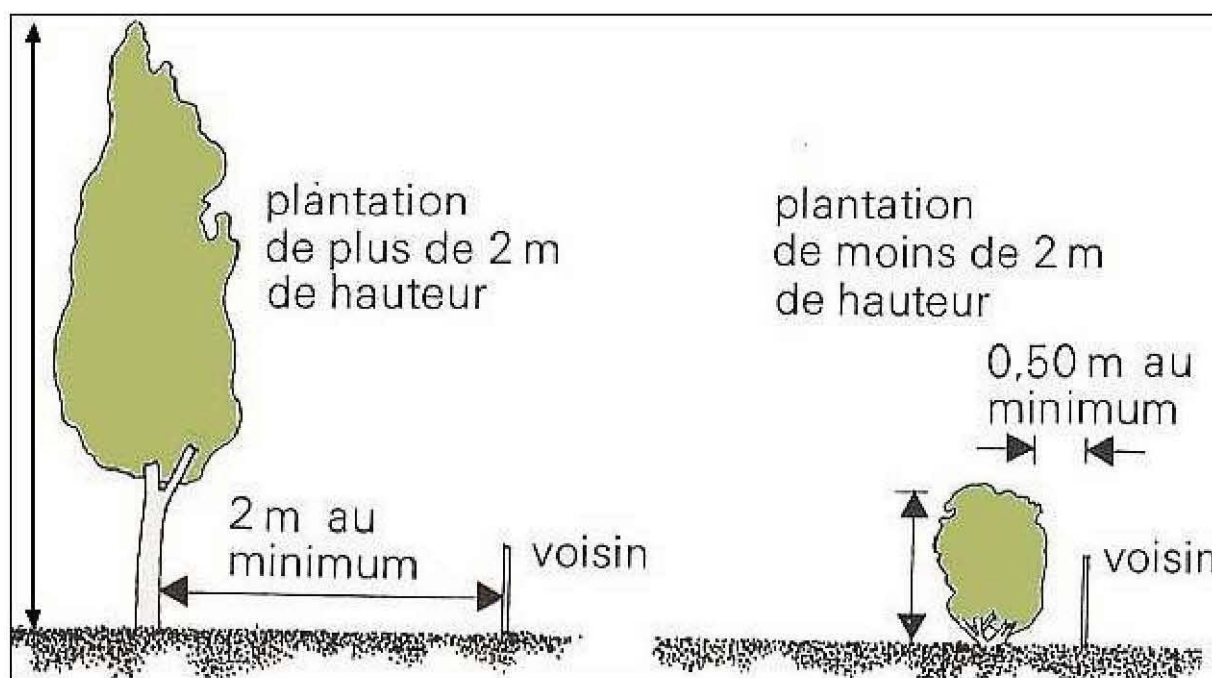


LES HAIES ET LA LOI

En France, les plantations de voisinage sont soumises à une réglementation définie par le code civil :

D'après l'article 671 du code civil : « Il n'est permis d'avoir des arbres, arbrisseaux et arbustes près de la limite de la propriété voisine qu'à la distance prescrite par les règlements particuliers actuellement existants, ou par des usages constants et reconnus et, à défaut de règlements et usages, qu'à la distance de deux mètres de la ligne séparative des deux héritages pour les plantations dont la hauteur dépasse deux mètres, et à la distance d'un demi-mètre pour les autres plantations. »

D'après l'article 672 du code civil : « Le voisin peut exiger que les arbres, arbrisseaux et arbustes, plantés à une distance moindre que la distance légale, soient arrachés ou réduits à la hauteur déterminée dans l'article précédent, à moins qu'il n'y ait titre, destination du père de famille ou prescription trentenaire. Si les arbres meurent ou s'ils sont coupés ou arrachés, le voisin ne peut les remplacer qu'en observant les distances légales. »



DEPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHONE

COMMUNE DE MIRAMAS

QUARTIER : LES TERRES DE MOLIERES

Section AH N° 25-130

COMMUNE DE MIRAMAS

ZAC des MOLIERES

LOT 12

PLAN DE BORNAGE

Daniel RENARD - Géomètre-Expert - ENSAIS

Espace J.P. BELEY 13140 MIRAMAS Tél. 04.90.58.21.43

Fax. 04.90.58.19.13 - geotop.ing@wanadoo.fr



DMPC 1928S du 21-03-2006

DMPC 1929M du 21-03-2006

Plan dressé le 10-11-2006

Lot borné le 20-03-2008

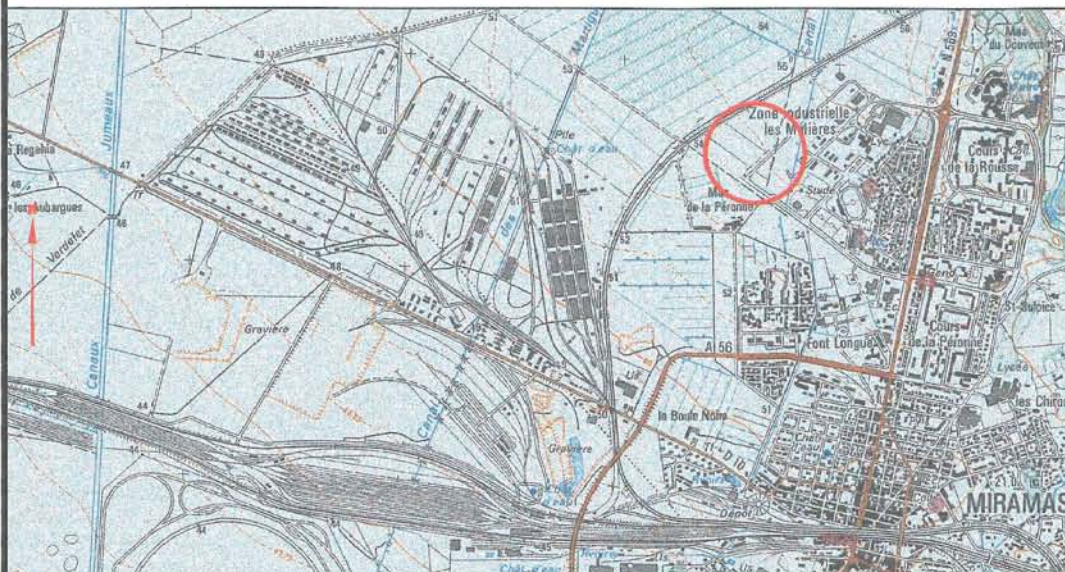
Ref: 4711

Echelle : 1/500 ou au Contrôle de légalité le 23 Juillet 2018

Ref: 4530L12

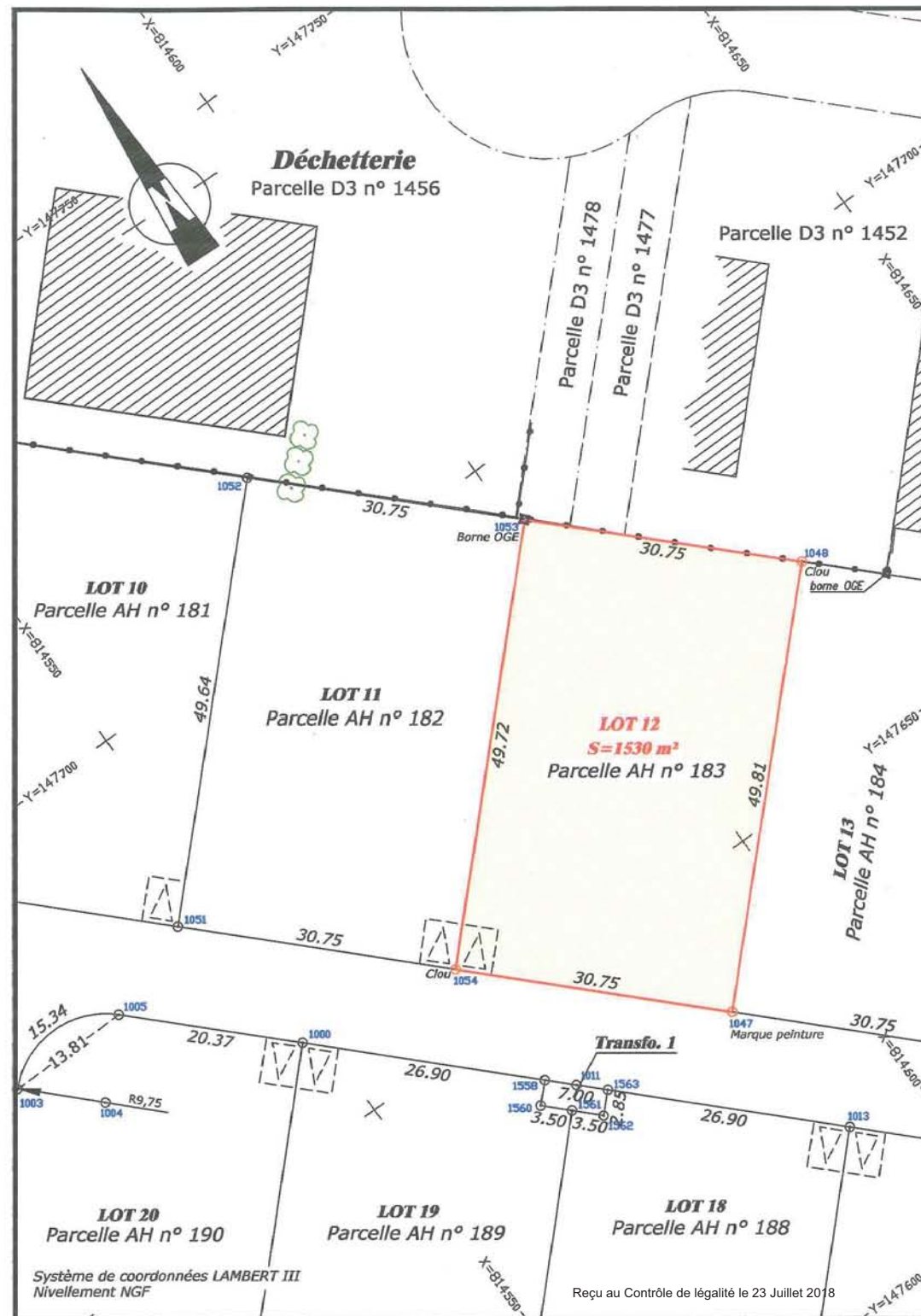
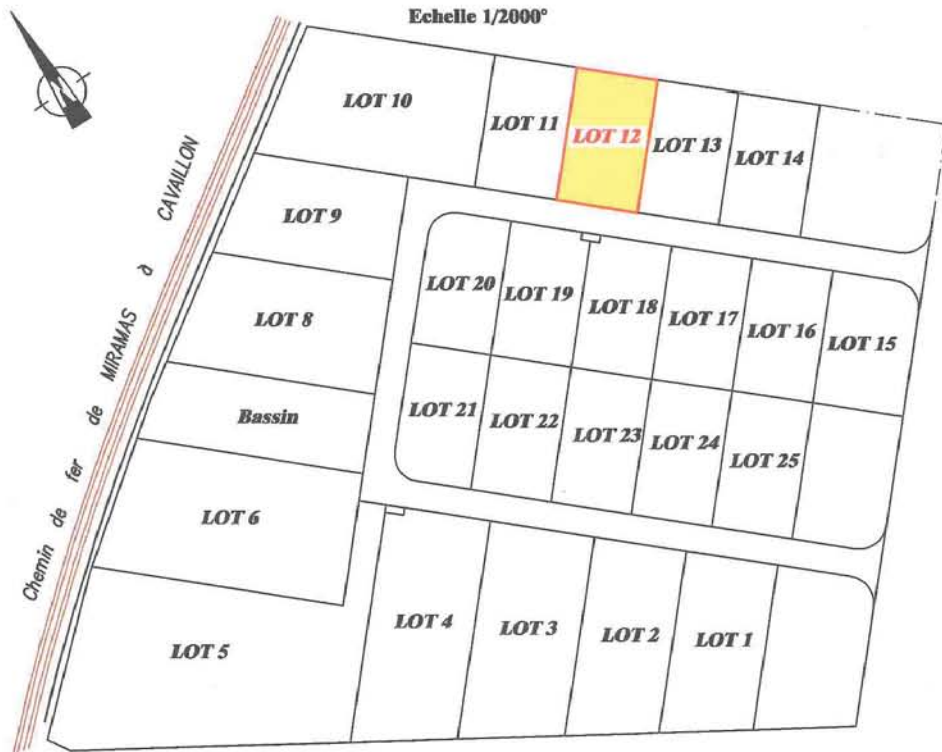
PLAN DE SITUATION

Echelle 1/25000°



PLAN DE COMPOSITION

Echelle 1/2000°



Le Président
Ancien Ministre
Vice-Président honoraire du Sénat
Maire de Marseille

Arrêté n° 18/130/CM

Arrêté d'engagement - Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Fare les Oliviers - Procédure de modification simplifiée numero 6

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE)
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de La Fare Les Oliviers du 20 avril 2018 saisissant le Conseil de Territoire du Pays Salonais afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification simplifiée ;

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Juillet 2018

- La délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 25 juin 2018 demandant au Conseil de la Métropole de solliciter du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°6 du Plan Local d'Urbanisme de La Fare Les Oliviers et définissant les modalités de la mise à disposition du dossier au public ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 sollicitant du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°6 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Fare Les Oliviers ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Fare Les Oliviers en vigueur.

CONSIDÉRANT

- La nécessité :
 - D'intégrer le porter à connaissance (PAC) de l'étude d'aléa inondation de l'Arc en application de l'article R121-2 du Code de l'Urbanisme ;
 - De modifier le zonage entre la zone UC et la zone UP sous les terrains du tennis club quartier Sainte Rosalie ;
 - D'augmenter le pourcentage de logements sociaux à créer pour les opérations comportant 5 logements et plus ;
 - De mettre à jour le règlement du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) ;
 - De réactualiser les emplacements réservés.
- Qu'il apparaît en conséquence utile d'adapter le PLU sur ces points
- Que la modification simplifiée n° 6 envisagée aura dès lors pour effet de modifier les pièces suivantes :
 - Règlement
 - Zonage Centre
 - Zonage Est
 - Zonage Sud
 - Liste des Emplacements Réservés
- Que les modifications du document d'urbanisme projetées relèvent du champ d'application de la procédure de modification simplifiée conformément au Code de l'Urbanisme ;
- Qu'à la suite du courrier de la commune de La Fare Les Oliviers en date du 20 avril 2018, le Conseil de Territoire du Pays Salonais a saisi le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite du Président l'engagement de la procédure de modification simplifiée n° 6 ;
- Que le Conseil de la Métropole sollicite du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°6 du Plan local d'Urbanisme de la commune de la Fare Les Oliviers.

ARRETE

Article 1 :

Il est prescrit une procédure de modification simplifiée n°6 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Fare Les Oliviers.

Article 2 :

La modification simplifiée n°6 du PLU de la commune de La Fare Les Oliviers concerne :

- L'intégration du Porter A Connaissance (PAC) de l'étude d'aléa inondation de l'Arc en application de l'article R121-2 du Code de l'urbanisme ;

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Juillet 2018

- La modification du zonage entre la zone UC et la zone UP sous les terrains du tennis club quartier Sainte Rosalie ;
- L'augmentation du pourcentage de logements sociaux à créer pour les opérations comportant 5 logements et plus ;
- La mise à jour du règlement du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) ;
- La réactualisation des emplacements réservés.

Conformément à l'article L 153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de la modification simplifiée sera notifié aux Personnes Publiques Associées.

Les modalités de la mise à disposition telles que définies par la délibération du 25 juin 2018 du Conseil de Territoire du Pays Salonais seront précisées par arrêté du Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/131/CM

Désignation du représentant du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du Conseil d'Administration de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Education ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret du Ministère de la Culture n°2018-109 du 15 février 2018 relatif aux écoles nationales supérieures d'architecture ;
- Le courrier du 9 mai 2018 par lequel le directeur de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Marseille, sollicite le Président de la Métropole à siéger au Conseil d'Administration ou à désigner un représentant.

CONSIDÉRANT

- Qu'il convient de procéder à la désignation du représentant du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du Conseil d'Administration de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Marseille.

ARRETE

Article 1 :

Madame Laure-Agnès Caradec, Conseillère de la Métropole, Vice-présidente du Conseil de Territoire de Marseille Provence, est désignée pour représenter le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du Conseil d'Administration de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Marseille.

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Juillet 2018

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 26 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/132/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour la terrasse de la Samaritaine, située 2 quai du Port 13002 Marseille, à la SAS Les brasseries MCA, représentée par Eric Descous

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des Terrasses du Vieux Port.

CONSIDÉRANT

- L'arrêté d'occupation temporaire n°17/301/CM, délivré le 15 septembre 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAS Les Brasseries MCA, représentée par Eric Descous, Président.
- L'erreur matérielle relative aux surfaces sur l'arrêté d'occupation temporaire n°17/301/CM.

ARRETE

Article 1 :

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Juillet 2018

L'arrêté d'occupation temporaire n°17/301/CM, délivré le 15 septembre 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAS Les Brasseries MCA, représentée par Eric Descous, est abrogé.

Article 2 :

La SAS Les Brasseries MCA, représentée par Eric Descous, Président, enregistrée au registre du commerce sous le numéro 42159730300013, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé La Samaritaine, sis 2 Quai Du Port 13002 Marseille et d'y installer :

- Une terrasse permanente délimitée sans scellement de 100 m²
- Et une terrasse fermée en matériaux solides de 38 m²

Soit une surface totale de 138 m².

sur laquelle sont implantés :

12 parasols
2 menus

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 3 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 4 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 5 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 6 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 7 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 8 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 9 :

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Juillet 2018

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 10 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 11 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 13 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 14 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 15 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Juillet 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/133/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour la terrasse de l'établissement "Paulette", situé 184 quai du Port 13002 Marseille, à la SAS la Brasserie de Paulette, représentée par Marc Espinos

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des Terrasses du Vieux Port.

CONSIDÉRANT

La demande de la SAS la Brasserie de Paulette, représentée par Marc Espinos, domiciliée 184 quai du Port 13002 Marseille, en vue d'occuper un emplacement public au :

184 quai du Port 13002 Marseille

RCS : 832 721 757 00017

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Juillet 2018

ARRETE

Article 1 :

La SAS la Brasserie de Paulette, représentée par Marc Espinos, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé La Brasserie de Paulette, sis 184 quai du Port 13002 Marseille et d'y installer :

- Une terrasse, sous velum, détachée du commerce, dont la surface est de 33 m²
- Et une terrasse permanente délimitée sans scellement de 37 m²

Soit une surface totale de 70 m².

sur laquelle sont implantés :

deux parasols
Un menu

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Juillet 2018

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/134/CM

**Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque alimentaire situé
1 rue Raymond Teisseire 13008 à Marseille, à la SAS La Famille, représentée par
David Lanzi**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 08 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui réglemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989.

CONSIDÉRANT

La demande déposée le 29 avril 2018 par la SASU La Famille, représentée par Monsieur David Lanzi, né le 4 novembre 1976 à Marseille, domiciliée 78 rue des Polytres-le parc du Château 3 - Villa 7, 13013 à Marseille, en vue d'exploiter un kiosque alimentaire sur le domaine public à l'adresse suivante :

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Juillet 2018

1 rue Raymond Teisseire 13008 à Marseille
RCS GAP n°824 422 471

ARRETE

Article 1 :

La SAS La Famille, représentée par Monsieur David Lanzi, est autorisée à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de treize mètres carrés, sur le domaine public, sis 1 rue Raymond Teisseire 13008 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 2

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 3 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 5 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 6 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Juillet 2018

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 7 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 8 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 9 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 10 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

Article 11 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce ;

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la

perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 13 :

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

Article 14 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 15 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/135/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque situé 22, cours Joseph Thierry 13001 à Marseille à Didier Porcher

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement général des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du conseil de territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;

CONSIDÉRANT

La demande présentée le 2 mai 2018 par Monsieur Didier Porcher, domicilié 18 rue Archimède 13004 à Marseille, enregistré au SIREN n° 443 539 085 00011, en vue d'exploiter un kiosque sur le domaine public.

ARRETE

Article 1 :

Monsieur Didier Porcher est autorisé à exploiter un kiosque d'une dimension de douze mètres carrés, sur le domaine public, sis 22 cours Joseph Thierry 13001 à Marseille, en vue d'y exercer une activité d'artiste peintre.

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Juillet 2018

Article 2 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous-location entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 3 :

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée d'un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

Article 5 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, voté par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 6 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente autorisation, il devra immédiatement en avvertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente autorisation.

Article 7 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 8 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité publique et au règlement de voirie.

Article 9 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 10 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le Règlement Général des Emplacements de la Ville de Marseille visé ci-dessus.

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Juillet 2018

Article 11 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 12 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 13 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/136/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour la terrasse de l'établissement " Le Marseiller" sis 56 Quai du Port 13002 Marseille, à la SARL Noupén, représentée par Françoise Pennaneach

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des Terrasses du Vieux Port.

CONSIDÉRANT

La demande de la SARL Noupén, représentée par Françoise Pennaneach, domiciliée 156 Quai du Port 13002 Marseille, en vue d'occuper un emplacement public au :

56 Quai du Port 13002 Marseille

RCS : 840 947 196 00019

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Juillet 2018

ARRETE

Article 1 :

La SARL Noupén, représentée par Françoise Pennaneach, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé The Marseiller, sis 56 Quai du Port 13002 Marseille et d'y installer :

- Une terrasse simple de 21 m²

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Juillet 2018

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Juillet 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/137/CM

Délégation de signature à Monsieur Thierry Pennec, Chargé de l'administration métropolitaine pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.5210-1-1 A, L.5211-9, L.5211-1 et L.2122-23, L.5217-1 et suivants, L.5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° DRH 2018-22-CT2 en date du 11 mai 2018 portant détachement de Monsieur Thierry Pennec sur l'emploi fonctionnel de Directeur Général des Services du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 18/128/CM du 11 juillet 2018 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, et pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix composé des communes d'Aix-en-Provence, Beaurecueil, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Eguilles, Fuveau, Gardanne, Gréasque, Jouques, Lambesc, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Le Tholonet, Les Pennes-Mirabeau, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Pertuis, Peynier, Peyrolles-en-Provence, Puyloubier, Rognes, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Cannat, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lès-Durance, Simiane-Collongue, Trets, Vauvenargues, Venelles, Ventabren, Vitrolles, à Monsieur Thierry Pennec, à l'effet de signer les documents concernant

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Août 2018

exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Ressources humaines
Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de compétences déléguées

Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage :

Libellé de l'acte	Thierry Pennec	Alain Trabuc	Denis Alcazar
Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs)	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité)	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B.	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers...)	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc

Formation des agents :

Libellé de l'acte	Thierry Pennec	Alain Trabuc	Denis Alcazar
Congé individuel de formation des agents sans incidence financière	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Courrier de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un CPF	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry	En cas d'absence ou empêchement de Thierry

		Pennec	Pennec et Alain Trabuc
Bulletins d'inscriptions aux stages et formations CNFPT sans incidence financière	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, ...)	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Les états de service pour inscription à un concours	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc

Accueil de stagiaires :

Libellé de l'acte	Thierry Pennec	Alain Trabuc	Denis Alcazar
Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi)	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc

Evaluation des agents :

Libellé de l'acte	Thierry Pennec	Alain Trabuc	Denis Alcazar	Chaque Directeur de Pôle pour les agents relevant exclusivement de son Pôle *
Signature des comptes rendus des entretiens professionnels	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc	En cas d'absence ou empêchement de Messieurs Pennec, Trabuc et Alcazar

Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc	En cas d'absence ou empêchement de Messieurs Pennec, Trabuc et Alcazar
--	---	---	---	--

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Août 2018

Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation)	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc	En cas d'absence ou empêchement de Messieurs Pennec, Trabuc et Alcazar
---	---	---	---	--

*

- Directeur du Pôle 1 – Culture et Sport, Alain Bez
- Directeur du Pôle 2 – Déplacements et Espaces Publics, Jean-Louis Dalmasso
- Directeur du Pôle 4 – Environnement, Vincent Séname
- Directeur du Pôle 5 – Urbanisme et Aménagement, Hélène Sparta
- Directeur du Pôle 6 – Dév. Economique, Emploi et Innovation, Thierry Delafontaine

Maladie, accident :

Libellé de l'acte	Thierry Pennec	Alain Trabuc	Denis Alcazar
Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêts de travail, etc.)	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude)	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc

Congés / Aménagements d'horaires :

Libellé de l'acte	Thierry Pennec	Alain Trabuc	Denis Alcazar	Chaque Directeur de Pôle pour les agents relevant exclusivement de son Pôle *
Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.)	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc	

Courriers et arrêtés de congé parental	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc	
Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc.	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc	En cas d'absence ou empêchement de Messieurs Pennec, Trabuc et Alcazar
Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires)	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc	

*

- Directeur du Pôle 1 – Culture et Sport, Alain Bez
- Directeur du Pôle 2 – Déplacements et Espaces Publics, Jean-Louis Dalmasso
- Directeur du Pôle 4 – Environnement, Vincent Séname
- Directeur du Pôle 5 – Urbanisme et Aménagement, Hélène Sparta
- Directeur du Pôle 6 – Dév. Economique, Emploi et Innovation, Thierry Delafontaine

Carrière :

Libellé de l'acte	Thierry Pennec	Alain Trabuc	Denis Alcazar
Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet)	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires)	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc

Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique)	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever enfants)	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique)	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry	En cas d'absence ou empêchement de Thierry

		Pennec	Pennec et Alain Trabuc
Les courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc

Paie :

Libellé de l'acte	Thierry Pennec	Alain Trabuc	Denis Alcazar
Courriers et arrêtés d'attribution, de fin d'attribution et de refus d'attribution de NBI	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Bordereaux de paiement	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Déclarations de versement de contribution de solidarité 1 %	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Divers états liquidatifs et avis de paiement	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Etats d'heures supplémentaires des agents	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc

Etats d'astreintes des agents	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Etats de vacances des agents	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Etats d'indemnités horaires des agents	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Allocation enfant handicapé	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc

Procédure disciplinaire :

Libellé de l'acte	Thierry Pennec	Alain Trabuc	Denis Alcazar
Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1er groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc

Retraite :

Libellé de l'acte	Thierry Pennec	Alain Trabuc	Denis Alcazar
Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M.	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension)	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Courriers et dossiers de validation de services	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc

Protection sociale et santé :

Libellé de l'acte	Thierry Pennec	Alain Trabuc	Denis Alcazar
Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry	En cas d'absence ou empêchement de Thierry

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Août 2018

		Pennec	Pennec et Alain Trabuc
Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Déclarations d'accidents de travail	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc.	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité)	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc.)	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc

Frais de déplacement :

Libellé de l'acte	Thierry Pennec	Alain Trabuc	Denis Alcazar	Chaque Directeur de Pôle pour les agents relevant exclusivement de son Pôle *
Ordre de mission permanent avec utilisation du véhicule de service ou de fonction sans frais supplémentaire	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc	
Ordre de mission ponctuel sans remboursement de frais	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc	En cas d'absence ou empêchement de Messieurs Pennec, Trabuc et Alcazar
Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc	En cas d'absence ou empêchement de Messieurs Pennec, Trabuc et Alcazar
Abonnement de travail	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc	

- Directeur du Pôle 1 – Culture et Sport, Alain Bez
- Directeur du Pôle 2 – Déplacements et Espaces Publics, Jean-Louis Dalmasso
- Directeur du Pôle 4 – Environnement, Vincent Séname
- Directeur du Pôle 5 – Urbanisme et Aménagement, Hélène Sparta
- Directeur du Pôle 6 – Dév. Economique, Emploi et Innovation, Thierry Delafontaine

Divers :

Libellé de l'acte	Thierry Pennec	Alain Trabuc	Denis Alcazar
Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc

		Pennec	
Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain exerçant ses missions sur le périmètre du Conseil de Territoire	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc

**Exécution des Marchés publics de seuils métropolitains
pour l'exercice des compétences déléguées au Conseil de Territoire**

Libellé de l'acte	Thierry Pennec	Alain Trabuc	Denis Alcazar	Chaque Directeur de Pôle pour les agents relevant exclusivement de son Pôle *
Bon de commande inférieur à 90 000 € H.T. y compris ceux issus d'un marché subséquent, d'un accord-cadre, UGAP et autres centrales d'achat	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc	En cas d'absence ou empêchement de Messieurs Pennec, Trabuc et Alcazar
Les ordres de service de démarrage des travaux, d'affermissement de tranche optionnelle ou de création de prix nouveaux pour les seuls marchés inférieurs à 90 000 € H.T.	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc	En cas d'absence ou empêchement de Messieurs Pennec, Trabuc et Alcazar
Autres ordres de service sans limitation de montant	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc	En cas d'absence ou empêchement de Messieurs Pennec, Trabuc et Alcazar
Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc	En cas d'absence ou empêchement de Messieurs Pennec, Trabuc et Alcazar
Certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc	En cas d'absence ou empêchement de Messieurs Pennec, Trabuc et Alcazar
Les actes courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification de service fait et courriers de rejet de facture	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc	En cas d'absence ou empêchement de Messieurs Pennec, Trabuc et Alcazar

Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de la cession de créance	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc	En cas d'absence ou empêchement de Messieurs Pennec, Trabuc et Alcazar
Les décisions d'admission, d'ajournement, ou rejet de fournitures et services	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc	En cas d'absence ou empêchement de Messieurs Pennec, Trabuc et Alcazar
Les décisions afférentes à la réception des travaux	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc	En cas d'absence ou empêchement de Messieurs Pennec, Trabuc et Alcazar
Les actes à caractère coercitif pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc	En cas d'absence ou empêchement de Messieurs Pennec, Trabuc et Alcazar

*

- Directeur du Pôle 1 – Culture et Sport, Alain Bez
- Directeur du Pôle 2 – Déplacements et Espaces Publics, Jean-Louis Dalmasso
- Directeur du Pôle 4 – Environnement, Vincent Séname
- Directeur du Pôle 5 – Urbanisme et Aménagement, Hélène Sparta
- Directeur du Pôle 6 – Dév. Economique, Emploi et Innovation, Thierry Delafontaine

Finances			
Libellé de l'acte	Thierry Pennec	Alain Trabuc	Denis Alcazar
Garantie à première demande	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Mainlevée (retenue de garantie)	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Certificat administratif relatif à une régularisation d'ordre d'exécution budgétaire	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc

Divers – PLIE antérieur au 01/01/2018

Libellé de l'acte	Thierry Pennec	Alain Trabuc	Denis Alcazar
Courriers de notification des conclusions provisoires CSF PLIE (PLIE antérieur au 01/01/2018)	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Courriers de notification des conclusions définitives CSF PLIE (PLIE antérieur au 01/01/2018)	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Courriers d'acceptation des reports de bilan (PLIE antérieur au 01/01/2018)	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc
Attestations de versement des dépenses d'assistance technique (PLIE antérieur au 01/01/2018)	X	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec	En cas d'absence ou empêchement de Thierry Pennec et Alain Trabuc

Article 2 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 3 :

A titre exceptionnel, pour permettre le fonctionnement des services durant le mois d'août, est donnée délégation de signature à Monsieur Vincent Sename, directeur du pôle environnement qui remplacera le Directeur Général des Services du territoire du 10 au 17 août 2018, puis Monsieur Jean-Louis Dalmasso, directeur du pôle déplacements et espaces publics, qui assurera la même fonction, du 20 au 24 août 2018.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 3 août 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Août 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/138/CM

Approbation de l'avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot 292 situé dans la Zone d'Aménagement Concerté du Ranquet à Istres

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté ;
- La loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001 portant dissolution de l'Epareb ;
- Le décret n° 55-216 du 3 février 1955 en application duquel le Cahier des Charges de Cession de Terrain comporte également des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation ;
- L'arrêté préfectoral de création de la ZAC du Ranquet du 27 novembre 1985 ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 déclarant l'opération d'utilité publique ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le PAZ et le programme d'équipements publics de la zone du 23 novembre 1987 ;
- L'arrêté préfectoral approuvant les modifications de ce PAZ du 8 octobre 1990 ;
- L'arrêté préfectoral du 6 novembre 2003 modifiant la dénomination juridique du SAN en SAN Ouest Provence ;
- La délibération n° 276/87 du 12 octobre 1987 du Comité Syndical du SAN donnant délégation de maîtrise d'ouvrage à l'Epareb ;
- La délibération n° 54/04 du 22 avril 2004 du Président du SAN Ouest Provence approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 292 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Août 2018

- La délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence approuvant la 2^{ème} modification de la ZAC du Ranquet ;
- La délibération n° 222/13 du 20 juin 2013, du Comité Syndical du SAN Ouest Provence approuvant le zonage d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres ;
- La délibération n° 231/13 du 26 juin 2013, du Conseil Municipal d'Istres approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 18/127/CM du 11 juillet 2018, pris par le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Monsieur Domnin Rauscher chargé de la Direction Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

CONSIDÉRANT

- Que la Zone d'Aménagement Concerté du Ranquet a pour objet l'amélioration des conditions du sol par un équipement de la zone ;
- Le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 292 approuvé par arrêté du Président du SAN Ouest Provence du 22 avril 2004 ;
- Que les droits à construire de chaque lot ont été modifiés lors de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres et qu'en conséquence, il convient d'adapter le préambule et les articles I et III du Cahier des Charges de Cession de Terrain précité ;

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1 du Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 292, tel qu'il est annexé au présent arrêté, abrogeant et remplaçant le préambule et les points 2 et 3 (2/ Désignation du ou des terrains, 3/ Utilisation des terrains) de l'article I ainsi que l'avant dernier alinéa de l'article III (prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales) du Cahier des Charges de Cession de Terrain de ce même lot.

Article 2 :

Les autres articles du Cahier des Charges de Cession de Terrain demeurent inchangés.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 août 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Août 2018

COMMUNE D'ISTRES

ZAC DU RANQUET

Avenant N° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain

Etabli en application de

L'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme

Lot 292

Le présent avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain est établi en application de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme. Il abroge et remplace le préambule et les points 2 et 3 (2/ Désignation du ou des terrains, 3/ Utilisation des terrains) de l'article I et modifie l'avant dernier alinéa de l'article III (prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales) du Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° **292** (section **DH n° 0129 et n° 0291**) approuvé par l'arrêté du Président du SAN Ouest Provence du 22 avril 2004.

Le préambule est modifié comme suit :

Préambule

La Z.A.C du Ranquet à ISTRES a été créée par arrêté préfectoral en date du 27 novembre 1985.

Le Plan d'Aménagement de Zone (P.A.Z) et le programme des équipements publics ont été approuvés le 23 novembre 1987 par arrêté préfectoral.

L'opération a été déclarée d'Utilité Publique suivant arrêté de même date.

Le 8 octobre 1990 un nouvel arrêté préfectoral a été pris approuvant les modifications intervenues sur ce P.A.Z.

L'objet de la Z.A.C. est l'amélioration des conditions d'occupation du sol par un équipement de la zone.

Une délibération du Comité du Syndicat d'Agglomération Nouvelle en date du 12 octobre 1987, a donné délégation de maîtrise d'ouvrage à l'Eparèb.

L'Eparèb a été dissout suivant décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001, et a cédé les terrains restant lui appartenir dans le périmètre de la Z.A.C au SAN au terme d'un acte notarié en l'étude de Maître CEAGLIO en date du 24 octobre 2002.

Une modification du dossier de réalisation de la Z.A.C a été approuvée par délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du comité syndical de Ouest Provence.

Par délibération n° 222/13 du 20 juin 2013, le SAN Ouest Provence a approuvé le schéma d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres.

Par délibération n°231/13 du 26 juin 2013, la commune d'Istres a approuvé son Plan Local d'Urbanisme.

Le présent Cahier des Charges de Cession de Terrain est établi en application de l'article L 311-6 du Code de l'Urbanisme. Il comporte également en application du décret n° 55-216 du 3 février 1955 des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation.

Les articles I et III sont modifiés comme suit :

Article I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

2/ Désignation du ou des terrains

Les parcelles cédées d'une superficie totale **de 124 m²**, figurent au cadastre sous la section **DH n° 0129 et n° 0291**. Elles sont situées en zone UDran du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres et constituent **le lot n° 322** à usage privatif.

3/ Utilisation des terrains

Les terrains susvisés se voient attribuer un droit à bâtir **de 72,40 m² de surface de plancher** affectés à l'habitat.

Il ne pourra être réalisé sur ce lot **qu'un seul logement**.

La ZAC du Ranquet fait l'objet d'une étude géotechnique figurant dans l'annexe 5.1.8 du document d'urbanisme qui caractérise les risques de mouvements de terrains affectant ce secteur.

Dans le cas où des ouvrages de soutènement ont été édifiés sur le lot, objet des présentes, leur conservation en parfait état est obligatoire. En aucun cas, ils ne doivent être surélevés ou surchargés et ne doivent servir d'appui ou de soubassement à une quelconque construction.

La ZAC du Ranquet est concernée par 3 aléas 1a, 1b, 1c au zonage d'assainissement pluvial du document d'urbanisme. Le pétitionnaire devra respecter les prescriptions afférentes à ces zones d'aléas dans le cadre de l'élaboration de son projet.

Les points 1 et 4 de l'article I (1/ Désignation du vendeur et de l'acquéreur, 4/ Conditions de cession) demeurent inchangés.

Article III – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES

L'avant dernier alinéa de l'article III, ayant trait aux couvertures et pentes de toiture, est complété comme suit :

Les toits terrasse sont également autorisés.

L'avant dernier alinéa de l'article III, ayant trait aux couvertures et pentes de toiture, est supprimé.

Les autres articles du Cahier des Charges de Cession de Terrain demeurent inchangés.

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/139/CM

**Approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot 52B
situé dans la Zone d'Aménagement Concerté de Lavalduc sur la commune de Fos-
sur-Mer**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté ;
- L'arrêté préfectoral de création de la Zone d'Aménagement Concerté de Fos-Lavalduc à Fos-sur-Mer du 22 juin 1990 ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme des équipements publics du 11 octobre 1991 ;
- La convention publique d'aménagement du 19 juillet 2002, conclue entre le SAN et l'EPAD ;
- L'avenant n° 4 du 22 décembre 2015, approuvant le transfert de la convention publique d'aménagement à la SPL ADOP ;
- L'avenant n° 5 du 13 juillet 2017 modifiant la limite globale des emprunts contractés par l'aménageur ;
- L'avenant n° 6 du 11 avril 2018 modifiant la date de clôture de la convention publique d'aménagement ;
- La loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Août 2018

- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 18/127/CM du 11 juillet 2018 pris par le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Monsieur Domnin Rauscher, chargé de la Direction Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

CONSIDÉRANT

- Que la zone d'aménagement concerté de Lavalduc a pour vocation principale d'accueillir des activités tertiaires ;
- Que les dispositions particulières du Cahier des Charges de Cession de Terrain de cette opération sont compatibles avec le dossier de réalisation de la ZAC .

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé le Cahier des Charges de Cession de Terrain ci-annexé concernant le lot 52B, situé dans la zone d'aménagement concerté de Lavalduc - sur la commune de Fos-sur-Mer.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 août 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Août 2018

**SOCIETE PUBLIQUE LOCALE AMENAGEMENT
DEVELOPPEMENT OUEST PROVENCE**

**ZAC DE LAVALDUC
COMMUNE DE FOS SUR MER**

**Cahier des Charges de Cession de Terrain
établi en application de l'article L 311-6
du Code de l'Urbanisme**

APPROUVE PAR LA METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE LE
PAR

SOMMAIRE

PREAMBULE

I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

II - DROITS ET OBLIGATIONS DE L'AMENAGEUR ET DE L'ACQUEREUR

III - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES

IV - GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS

P.J. : PLAN DE DECOUPAGE ET PROMESSE DE VENTE

PREAMBULE

La ZAC de FOS-LAVALDUC à FOS SUR MER a été créée par arrêté de Monsieur le Commissaire de la République, Préfet des Bouches-du-Rhône, en date du 22 juin 1990.

Le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme des équipements publics ont été approuvés le 11 octobre 1991 par Monsieur le Commissaire de la République, Préfet des Bouches-du-Rhône.

La ZAC de FOS-LAVALDUC a pour vocation d'accueillir des activités commerciales, artisanales, de bureaux et de services.

Suivant la Convention Publique d'Aménagement en date du 19 juillet 2002, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle du Nord Ouest de l'Etang de Berre a confié à l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence la poursuite de la réalisation de ladite ZAC.

La Convention publique d'aménagement a été transférée à la SPL Aménagement Développement Ouest Provence le 1er janvier 2016.

Le présent cahier des charges est établi en application de l'article L311.6 du code de l'urbanisme, et de l'article 11 de la Convention Publique d'Aménagement, liant la SPL ADOP, concessionnaire, à Aix Marseille Provence METROPOLE, concédant.

Il sera soumis à l'approbation du concédant de l'opération, à savoir Aix Marseille Provence METROPOLE, après signature de la promesse de vente entre les parties désignées au I.1. la cession étant soumis à cet accord préalable.

Le présent CCCT et ses obligations, ne se substituent pas au CCCT du lot 52 arrêté.

I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

1) Désignation du vendeur et de l'acquéreur

La présente cession est consentie par la SPL ADOP à **Hervé GRANIE**, domicilié à Fos-sur-Mer (13270) 330 chemin de Méry, ci-après désigné "l'acquéreur" ou à toute personne morale ou privée qu'il se substituerait avec l'accord de la SPL ADOP.

2) Désignation des terrains

Le terrain à ceder correspond à une section de voie, situé en bordure du lot 52, et à usage de stationnement ; il est classé en secteur UE au PAZ de la ZAC de Lavalduc et porte partiellement sur la **parcelle n° 2885** au Cadastre de la Commune de FOS SUR MER.

La superficie du lot est d'environ **77 m²**. Il n'y a pas de droit à construire attribué au regard de l'usage de la parcelle.

Le plan ci-annexé est le plan de vente provisoire ; le plan d'arpentage est en cours de réalisation.

3) **Utilisation des terrains**

Le terrain susvisé est cédé pour conserver la destination de stationnement, à titre privatif, en lien avec les fonctions du bâtiment d'activité du lot 52 et à usage exclusif du lot 52. Par conséquent il n'y a pas de Surface de Plancher attribuée.

4) **Conditions de Cession**

L'utilisation des terrains cédés doit être conforme aux dispositions du PAZ, du règlement de la ZAC et aux prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales énoncées au titre III, pendant la durée de la réalisation de la zone.

Par ailleurs, la cession du terrain sera obligatoirement concomitante à l'acquisition par le même preneur du lot 52. Cette condition est stipulée dans la promesse de vente.

II - **DROITS ET OBLIGATIONS DE LA SPL ADOP ET DE L'ACQUEREUR**

1) **Obligations de la SPL ADOP**

La SPL ADOP s'engage à maintenir en bon état l'accès à ce terrain.

2) **Délais d'exécution**

SANS OBJET

3) **Prolongation éventuelle des délais**

SANS OBJET

4) **Sanctions à l'égard de l'acquéreur**

SANS OBJET

5) **Mise à disposition des terrains**

SANS OBJET

6) **Vente - Location - Partage des terrains cédés**

SANS OBJET

7) **Nullité**

Les actes de vente, de partage, de location ou de concession d'usage, qui seraient consentis par l'acquéreur ou ses ayants-cause en méconnaissance des interdictions ou obligations stipulées dans le Cahier des Charges, seraient nuls

et de nul effet, conformément aux dispositions de l'article L 21-3 du décret n° 77-392 du 28 mars 1977.

Cette nullité pourra être invoquée pendant un délai de 5 ans à compter de l'acte de la SPL ADOP ou, à défaut, par le Préfet, sans préjudice, le cas échéant, des réparations civiles.

8) *Obligation de maintenir l'affectation prévue après réalisation des travaux*

Après acquisition, l'acquéreur sera tenu de ne pas modifier l'affectation des terrains à usage de stationnement sans en avoir avisé la SPL ADOP au moins deux mois à l'avance.

A ce titre, il devra soumettre à l'agrément de la SPL ADOP tout projet de construction et/ou aménagement du terrain cédé qui surviendrait postérieurement à l'acquisition.

III - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES

1) *Dispositions générales*

SANS OBJET.

2) *Aspect architectural*

SANS OBJET

3) *Clôtures*

La hauteur totale des clôtures ne pourra excéder 2,00 m ; elles seront conformes au R.A.Z.

4) *Enseignes - Panonceaux*

Il est interdit de procéder à un affichage ou une publicité sur les terrains, clôtures et constructions, à l'exception :

- de la raison sociale et du sigle de la société.

Les projets d'enseignes devront faire l'objet d'autorisation.

5) *Desserte*

Le terrain est desservi à partir de la voirie publique réalisée par l'aménageur. Seul le lot 52 bénéficie de la viabilisation de la ZAC ; le terrain, objet du présent CCCT, ne sera pas viabilisé.

Toutefois, il est précisé que l'acquéreur fera son affaire de la collecte des eaux pluviales : les eaux de ruissellement sur voirie seront rejetées dans le réseau public au droit du terrain. Le débit rejeté au réseau public ne devra pas excéder 5litres/sec/ha du terrain imperméabilisé. Si ce débit maximal ne peut être

respecté, l'acquéreur devra écrêter le débit d'eaux pluviales avant rejet au réseau au moyen d'un bassin de rétention étanche.

6) Logements de fonction ou de gardiennage

SANS OBJET

IV - GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS

1) Gestion

La gestion du domaine public sera assuré par la collectivité.

2) Tenue générale

Les parcelles, les constructions, les espaces libres et les voies doivent être tenus en excellent état de propreté et d'entretien.

Les prescriptions suivantes doivent en particulier être respectées :

- Les fouilles sont interdites, si ce n'est pour la construction elle-même, et à condition de remettre le sol en l'état et d'évacuer les matériaux en surplus.
- Tous les terrassements, exhaussements ou décaissements seront soumis à la législation en vigueur.
- Les décharges, (ordures, déchets, matériaux), sont prosrites sur les voies, les parcelles et terrains voisins, les espaces libres, les parkings y compris pendant les travaux de construction.
- Les acquéreurs assureront l'évacuation de leurs déchets professionnels en un lieu adapté pour les recevoir.

3) Respect de l'environnement, pollution

Les nuisances pouvant être générées par l'exécution des travaux ou par l'activité de l'acquéreur devront être traitées par ce dernier de manière à ce qu'aucune gêne ne soit occasionnée au voisinage.

En cas de dépôts sauvages, enfouissements de déblais, nettoyage de matériel, etc..., sur les parcelles mitoyennes ou voisines, dégradation des emprises publiques, réalisés par des entreprises travaillant pour le compte des propriétaires de parcelles dans la zone d'activité, ou par les propriétaires eux-mêmes, et dûment constatés par la SPL ADOP, des poursuites seront immédiatement engagées, sans préavis, à l'encontre des contrevenants.

Ils seront tenus de remettre les lieux en état à leurs frais exclusifs.

V- DOCUMENTS GRAPHIQUES

Sont joints au présent Cahier des Charges de Cession du Terrain, le plan de découpage prévisionnel du terrain à céder, ainsi que la promesse de vente signée le 31 mai 2018.

COMMUNE DE FOS-SUR-MER

QUARTIER LAVALDUC

COPIE

Z.A.C. DE LAVALDUC

Cadastre : Section B n° 2885 (503m²)



Parcelle à détacher

Superficie mesurée = 77m²

Cadastre : Section B n° 2885p1

PLAN DE DIVISION

TIRAGE PROVISOIRE

Echelle : 1/500e

La valeur juridique de ce document n'est acquise que s'il a été joint en l'état à un acte authentique
L'authenticité de ce document est exclusivement assurée par la signature originale du Géomètre-Expert D.P.L.G. REPRODUCTION STRICTEMENT RESERVEE

SARL Cabinet MICHELETTI Géomètre-expert D.P.L.G.

10 Bd Jean-Marie L'Huillier - 13800 ISTRES - Tél: 04.42.55.00.83 - Fax: 04.42.56.92.37 - E.mail: jc.micheletti@wanadoo.fr

REFERENCE DOSSIER

11707

Dressé le

04 JUIN 2018

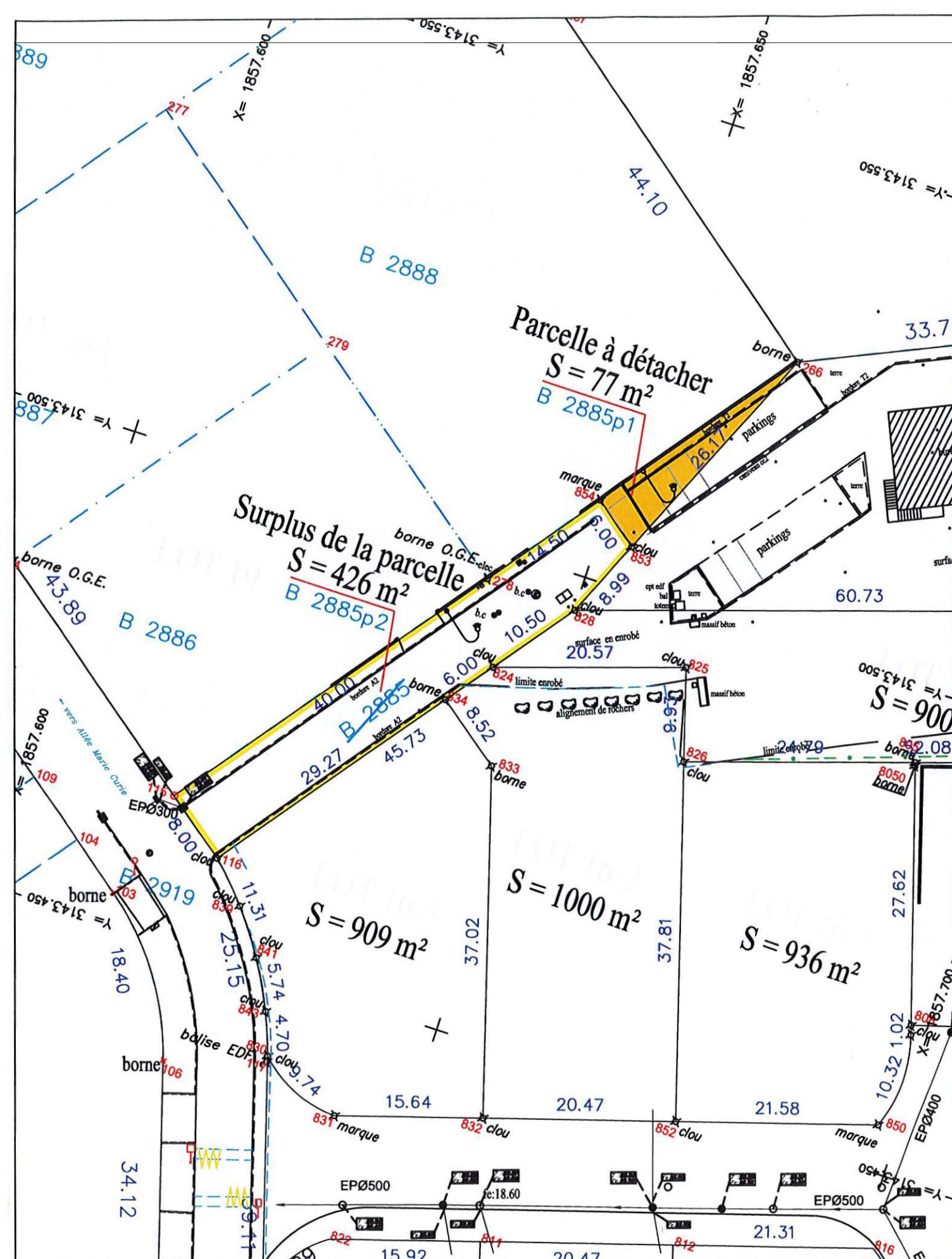
REFERENCE FICHIER

11707

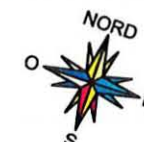
BUREAU: F. T.

TERRAIN: F. T.

Modifié le	Indice	Objet de la modification



NOTA : Système de coordonnées RGF 93 CC44
Rattachement via Réseau TERIA
Nivellement rattaché au NGF
Application cadastrale :



Reçu au Contrôle de légalité le 31 Août 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/141/CM

Approbation de l'avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot n° 174 situé dans la Zone d'Aménagement Concerté du Ranquet à Istres

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001 portant dissolution de l'Epareb ;
- Le décret n° 55-216 du 03 février 1955 en application duquel le Cahier des Charges de Cession de Terrain comporte également des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation ;
- L'arrêté préfectoral de création de la Zone d'Aménagement Concerté du Ranquet du 27 novembre 1985 ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 déclarant l'opération d'utilité publique ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le PAZ et le programme d'équipements publics de la zone du 23 novembre 1987 ;
- L'arrêté préfectoral approuvant les modifications de ce PAZ du 8 octobre 1990 ;
- L'arrêté préfectoral du 6 novembre 2003 modifiant la dénomination juridique du SAN en SAN Ouest Provence ;
- La délibération n° 276/87 du 12 octobre 1987 du Comité Syndical du SAN donnant délégation de maîtrise d'ouvrage à l'Epareb ;
- La délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence approuvant la 2^{ème} modification de la Zone d'Aménagement Concerté du Ranquet ;

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Août 2018

- La délibération n° 222/13 du 20 juin 2013, du Comité Syndical du SAN Ouest Provence approuvant le zonage d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres ;
- La délibération n° 231/13 du 26 juin 2013, du Conseil Municipal d'Istres approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres ;
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 18/127/CM du 11 juillet 2018, pris par le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Monsieur Domnin Rauscher chargé de la Direction Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

CONSIDÉRANT

- Que la zone d'aménagement concerté du Ranquet a pour objet l'amélioration des conditions du sol par un équipement de la zone ;
- Le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 174 approuvé arrêté préfectoral du 30 novembre 1990 ;
- Que les droits à construire de chaque lot ont été modifiés lors de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres et qu'en conséquence, il convient d'adapter le préambule et l'article I du Cahier des Charges de Cession de Terrain précité.

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1 du Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 174, tel qu'il est annexé au présent arrêté, abrogeant et remplaçant le préambule et les points 2 et 3 (2 / Désignation du ou des terrains, 3 / Utilisation des terrains) de l'article I du Cahier des Charges de Cession de Terrain de ce même lot.

Article 2 :

Les points 1 et 4 de l'article I (1 / Désignation du vendeur et de l'acquéreur ; 4 / Conditions de cession) ainsi que les autres articles du Cahier des Charges de Cession de Terrain demeurent inchangés.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 août 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Août 2018

COMMUNE D'ISTRES

ZAC DU RANQUET

Avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain

Etabli en application de

L'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme

Lot 174

Le présent avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain est établi en application de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme. Il abroge et remplace le préambule et les points 2 et 3 (2/ Désignation du ou des terrains, 3 / Utilisation des terrains) de l'article I du Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° **174** (sections **DE n° 0148, n° 0219 et n° 0221**) approuvé par l'arrêté préfectoral du 30 novembre 1990.

Le préambule est modifié comme suit :

Préambule

La Z.A.C du Ranquet à Istres a été créée par arrêté préfectoral du 27 novembre 1985.

Le Plan d'Aménagement de Zone (P.A.Z) et le programme des équipements publics ont été approuvés le 23 novembre 1987 par arrêté préfectoral.

L'opération a été déclarée d'Utilité Publique suivant arrêté de même date.

Le 8 octobre 1990 un nouvel arrêté préfectoral a été pris approuvant les modifications intervenues sur ce P.A.Z.

L'objet de la Z.A.C. est l'amélioration des conditions d'occupation du sol par un équipement de la zone.

Une délibération du Comité du Syndicat d'Agglomération Nouvelle en date du 12 octobre 1987, a donné délégation de maîtrise d'ouvrage à l'Eparèb.

L'Eparèb a été dissout suivant décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001, et a cédé les terrains restant lui appartenir dans le périmètre de la Z.A.C au SAN au terme d'un acte notarié en l'étude de Maître CEAGLIO en date du 24 octobre 2002.

Une modification du dossier de réalisation de la Z.A.C a été approuvée par délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du comité syndical de Ouest Provence.

Par délibération n° 222/13 du 20 juin 2013, le SAN Ouest Provence a approuvé le schéma d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres.

Par délibération n° 231/13 du 26 juin 2013, la commune d'Istres a approuvé son Plan Local d'Urbanisme.

Le présent Cahier des Charges de Cession de Terrain est établi en application de l'article L 311-6 du Code de l'Urbanisme. Il comporte également en application du décret n° 55-216 du 3 février 1955 des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation.

L'article I est modifié comme suit :

Article I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

2/ Désignation du ou des terrains

Les parcelles cédées d'une superficie totale **de 316 m²**, figurent au cadastre sous les sections **DE n° 0148, n° 0219 et n° 0221**. Elles sont situées en zone UDran du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres et constituent le **lot n° 174** à usage privatif.

3/ Utilisation des terrains

Les terrains susvisés se voient attribuer un droit à bâtir **de 91,60 m² de surface de plancher** affectés à l'habitat.

Il ne pourra être réalisé sur ce lot **qu'un seul logement**.

La ZAC du Ranquet fait l'objet d'une étude géotechnique figurant dans l'annexe 5.1.8 du document d'urbanisme qui caractérise les risques de mouvements de terrains affectant ce secteur.

Dans le cas où des ouvrages de soutènement ont été édifiés sur le lot, objet des présentes, leur conservation en parfait état est obligatoire. En aucun cas, ils ne doivent être surélevés ou surchargés et ne doivent servir d'appui ou de soubassement à une quelconque construction.

La ZAC du Ranquet est concernée par 3 aléas 1a, 1b, 1c au zonage d'assainissement pluvial du document d'urbanisme. Le pétitionnaire devra respecter les prescriptions afférentes à ces zones d'aléas dans le cadre de l'élaboration de son projet.

Les points 1 et 4 de l'article I (1 / Désignation du vendeur et de l'acquéreur, 4 / Conditions de cession) ainsi que les autres articles du Cahier des Charges de Cession de Terrain demeurent inchangés.

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/142/CM

**Approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot A3
situé dans la Zone d'Aménagement Concerté de Trigance à Istres.**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté ;
- L'arrêté préfectoral du 1^{er} juin 1989, portant création de la Zone d'Aménagement Concerté de Trigance à Istres ;
- L'arrêté préfectoral du 28 août 1991, approuvant le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme des équipements publics ;
- L'arrêté préfectoral du 24 décembre 2001, modifiant l'arrêté de création de la Zone d'Aménagement Concerté pour indiquer que son aménagement sera confié à une Société d'Economie Mixte ou à un établissement public par une convention publique d'aménagement ;
- La délibération n° 271/02 du 26 juin 2002, prise par Ouest Provence, approuvant la convention publique d'aménagement conclue entre Ouest Provence et l'EPAD, en vue de la poursuite de la réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté de Trigance à Istres ;
- La délibération n° 882/08 du 17 décembre 2008, prise par Ouest Provence, approuvant la cinquième modification de la Zone d'Aménagement Concerté ;
- La délibération du Conseil Municipal n° 231/13 du 26 juin 2013 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres ;
- La loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Août 2018

- L'arrêté n° 18/127/CM du 11 juillet 2018 pris par le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Monsieur Domnin Rauscher, chargé de la Direction Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

CONSIDÉRANT

- Que la Zone d'Aménagement Concerté de Trigance a pour vocation essentielle d'accueillir des logements, du commerce et des activités économiques ;
- Que les dispositions particulières du Cahier des Charges de Cession de Terrain de cette opération sont compatibles avec le PLU ;
- Que le bénéficiaire a fait part à l'EPAD de sa volonté de réaliser sur les terrains cédés un groupe scolaire et un multi-accueil collectif ;

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé le Cahier des Charges de Cession de Terrain ci-annexé concernant le lot A3, situé dans la Zone d'Aménagement Concerté de Trigance sur la commune d'Istres.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté

Fait à Marseille, le 31 août 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

**ETABLISSEMENT PUBLIC D'AMENAGEMENT
ET DE DEVELOPPEMENT OUEST PROVENCE**

**ZAC DE TRIGANCE
COMMUNE D'ISTRES**

**Cahier des Charges de Cession de Terrain
établi en application de l'article L 311-6
du Code de l'Urbanisme**

Lot A3

S O M M A I R E

PREAMBULE

I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

II - DROITS ET OBLIGATIONS DE L'AMENAGEUR ET DE L'ACQUEREUR

III - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES

IV - GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS

V - DOCUMENTS GRAPHIQUES

VI - CAHIER DES PRECONISATIONS PAYSAGERES

PREAMBULE

La création de la ZAC de TRIGANCE sur la Commune d'ISTRES est intervenue par arrêté préfectoral en date du 01/06/89.

Le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) de la ZAC de TRIGANCE a été approuvé par arrêté préfectoral en date du 28/08/91.

Un arrêté préfectoral en date du 24/12/01 a modifié l'arrêté de création de la ZAC pour indiquer que son aménagement sera confié à une SEM ou à un établissement public par une convention publique d'aménagement en application de l'article R.311.6 du Code de l'Urbanisme.

L'épad a été chargé par le SAN de poursuivre la réalisation de cette ZAC aux termes d'une Convention Publique d'Aménagement en date du 26 juillet 2002.

Par délibération en date du 26 juin 2013, la ville d'ISTRES a approuvé la révision générale du POS d'ISTRES valant élaboration du PLU.

La ZAC de TRIGANCE est destinée à accueillir des logements, des commerces et des activités économiques.

Le présent cahier des charges est établi en application de l'article L.311.6 du Code de l'Urbanisme.

I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

1) Désignation du vendeur et de l'acquéreur

La présente cession est consentie par l'épad Ouest Provence à la Mairie d'ISTRES, représentée par Monsieur François BERNARDINI en sa qualité de Maire, autorisé aux termes d'une délibération n° du Conseil Municipal en date du , domicilié Hôtel de Ville, 1 Esplanade Bernardin Laugier 13800 ISTRES, ci-après désigné "l'acquéreur".

2) Désignation des terrains

La parcelle cédée figure au cadastre sous la section K n°1524p, et a une contenance de 1ha28a58ca, ainsi qu'il résulte d'un document d'arpentage en cours de publicité par la société BILICKI-D'HOMBRES-OSMO-FUZERE-PELLORCE, géomètre-expert, à Montpellier et qui demeurera annexé aux présentes.

Cette parcelle formant le lot A3 est située en secteur UDtri au Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Istres.

Le vendeur remettra à l'acquéreur tous documents, plans ou fichiers informatiques, relatifs à ce bornage.

3) Utilisation des terrains

Le terrain susvisé est cédé en vue de la réalisation d'un groupe scolaire et d'un multi-accueil collectif.

La surface de plancher maximale autorisée sur ce lot est de 5 100 m².

4) Conditions de Cession

L'utilisation des terrains cédés doit être conforme aux dispositions du PLU d'Istres et aux prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales énoncées au titre III, pendant la durée de la réalisation de la zone.

II - DROITS ET OBLIGATIONS DE L'EPAD OUEST PROVENCE ET DE L'ACQUEREUR

1) *Obligations de l'épad Ouest Provence*

L'épad Ouest Provence s'engage à mettre à la disposition de l'acquéreur l'ensemble des équipements nécessaires au bon fonctionnement du terrain cédé.

Le terrain, est intégralement desservi en VRD via les réseaux accessibles sous le chemin de Capeau.

2) *Délais d'exécution*

Il est précisé que l'acquéreur a d'ores et déjà déposé un dossier de demande de permis de construire numéro PC 13 047 18 G 0031 le 5 juin 2018 auprès de la Mairie d'Istres et que ledit permis est actuellement en cours d'instruction.

L'acquéreur s'engage à :

- 2.1. Entreprendre les travaux de construction dans un délai de 12 mois à compter de la signature de l'acte authentique.
- 2.2. Transmettre à l'épad Ouest Provence la déclaration d'ouverture de chantier (DOC), et ce au plus tard 6 semaines après le début effectif des travaux.
- 2.3. Avoir terminé les travaux et obtenu leur conformité dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date de début des travaux matérialisé par la DOC (Déclaration d'Ouverture de Chantier).

3) *Prolongation éventuelle des délais*

Les délais d'exécution prévus ci-dessus seront, si leur inobservation est due à un cas de force majeure, prolongés d'une durée égale à celle durant laquelle l'acquéreur a été dans l'impossibilité de réaliser ses obligations. La preuve de la force majeure et de la durée de l'empêchement est à la charge de ce dernier.

Les recours contentieux sur les autorisations de construire constituent un cas de prorogation de l'avant-contrat.

4) *Sanctions à l'égard de l'acquéreur*

Sans objet

5) *Mise à disposition des terrains*

La mise à disposition du terrain interviendra avant la signature de l'acte authentique de vente. Elle ne pourra faire obstacle à la mission de l'épad concernant la poursuite des travaux d'aménagement de la ZAC.

6) Vente - Location - Partage des terrains cédés

Sans objet

7) Nullité

Sans objet

8) Obligation de maintenir l'affectation prévue après réalisation des travaux

Sans objet

III - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES

1) Dispositions générales

La demande de permis de construire devra se conformer aux règles énoncées dans le PLU d'Istres ainsi qu'au présent cahier des charges de cession de terrains.

Toutes les pièces administratives liées à cette autorisation devront répondre aux prescriptions suivantes.

2) Aspect architectural et définition du projet

La répartition spatiale du programme sur les emprises du terrain d'assiette devra trouver un équilibre entre le bâti des deux ensembles, qui pourra être composé de plusieurs unités distinctes : les espaces ouverts, les espaces de circulation, les cheminements sécurisés, les espaces verts et plantés.

Le bâti pourra s'organiser sur plusieurs niveaux afin d'optimiser l'espace.

Les orientations des bâtis et des différentes ouvertures devront tenir compte des expositions lumineuses et solaires, et la gestion des occultations devra permettre le meilleur rapport lumière/apport de chaleur.

Il en va de même de la nécessaire protection des espaces communs, et en particuliers de la/des cours, du plateau sportif, et du parvis d'accueil, au regard des vents dominants.

Cinquième façade :

La toiture peut être considérée comme une cinquième façade. En effet, les toitures de l'école et du MAC seront particulièrement exposées aux visibilités depuis le belvédère du parc paysager.

Aussi, une attention spécifique devra être apportée à cette dernière.

Les toitures de l'école en toit terrasses seront recouvertes d'une protection de type calcaire gravillon blanc, ou de tout autre dispositif adéquat.

Le multi accueil pourra également recevoir des toitures terrasses qui seront soumises à la même préconisation que l'école. Les toitures mono ou double pentes pourront être réalisées dans le même matériau que le bardage du MAC. Les palettes colorimétriques devront figurer à la demande d'autorisation de construire.

Les installations techniques en toiture seront dans la mesure du possible regroupées. Elles devront être masquées par un dispositif de type relevé d'acrotère et/ou mise en place d'une grille qualitative ou de tout autre dispositif visant à masquer ces installations techniques.

2.2. Retrait par rapport aux voiries, emprises publiques et limites séparatives

Le retrait par rapport aux voiries, emprises publiques et limites séparatives, se conformera au règlement du PLU.

Ce retrait devra être traité de manière paysagère, et à minima planté d'une haie végétale composée d'arbustes champêtres et/ou méditerranéens, plantes grimpantes et/ou d'arbres de haute tige ou en cepée.

Si les contraintes imposées par le positionnement du bâtiment et des places de stationnement ne permettent pas d'inclure des haies végétalisées sur l'ensemble du périmètre de la parcelle, il est permis à l'acquéreur de traiter de façon paysagère et qualitative les côtés les plus étroits du terrain par des plantes grimpantes et arbustes de petites tailles.

3) Clôtures

Le traitement des clôtures devra figurer dans la demande d'autorisation de construire.

Un portillon dédié exclusivement aux piétons pourra être créé par l'acquéreur à ses frais, dès lors qu'il débouche sur un trottoir praticable et aux normes d'accessibilité PMR

Les préconisations sont les suivantes :

-Limite avec le canal de Martigues : la clôture sur cette limite est obligatoire. Le dispositif qui devra être mis en place devra permettre la mise en sécurité de l'école au regard du canal et devra prévenir de tout risque de franchissement.
Une réunion avec la Ville de Martigues et les gestionnaires du canal sera organisée par la maîtrise d'ouvrage.

-Limite entre le parking personnel et le Parc paysager (Nord et Nord-Ouest) :
Cette limite devra être constituée ou ponctuée de haies ou plantes grimpantes afin de réduire l'impact de la séparation visuelle entre le parc paysager et le parking.

-Limite Ouest cour de récréation/parc paysager:
Cette limite devra également être constituée ou ponctuée de haies, graminées ou plantes grimpantes afin de répondre à plusieurs problématiques :

-réduire l'impact de la séparation visuelle créée par la clôture entre le parc et la cour de récréation.

-créer une séparation physique suffisante pour assurer une mise en sécurité optimale entre la cour de récréation et l'espace public.

-Intégrer la linéarité de la clôture par le végétal afin d'assurer une continuité visuelle et paysagère depuis le belvédère du parc.

-Limite Sud : parvis/LOT A2 : la clôture n'est pas obligatoire, mais pourra être également plantée

Accès sécurisé : l'accès au parking du personnel et l'accès aux espaces de livraison devra être sécurisé par un portail en serrurerie adapté.

4) Enseignes - Panonceaux

De manière générale, les enseignes, logos et inscriptions du groupe scolaire devront être intégrés dans la façade du bâti.

Il sera apporté un soin particulier à la mise en place des enseignes. Celles-ci seront harmonisées avec l'architecture du bâtiment au niveau de leur localisation, de leur taille et de leur couleur. En aucun cas, elles ne pourront dépasser l'acrotère des bâtiments.

5) Espaces verts et plantations

Le projet de plantations et d'aménagement des espaces extérieurs sera joint à la demande d'autorisation de construire.

Les plantations des arbres de haute tige répondant aux obligations du PLU doivent être effectuées dans des conditions permettant leur bon développement. A cette fin, ils devront être éloignés d'au moins deux mètres par rapport aux limites séparatives et aux bâtiments, et l'espace de plantation (bande plantée ou fosse individuelle pour chaque arbre) devra offrir un volume de terre libre d'au moins 1,5 m x 1,5 m x 1,5 m pour favoriser le développement racinaire.

Dans le but de garantir un cadre de vie agréable, les espèces végétales choisies devront être adaptées aux spécificités du sol et du climat.

Des préconisations sur la palette végétale sont présentées dans le cahier des préconisations paysagères annexé.

Ces données sont indiquées afin d'assurer :

- l'implantation durable des espaces verts,
- l'adéquation des plantes avec les lieux, les usages de l'activité et le climat,
- la réduction maximale des coûts et contraintes d'entretien,
- la réduction maximale des apports en eau,
- l'intégration optimale du bâti dans son environnement immédiat et lointain,
- la création de co-visibilités qualitatives vis-à-vis des habitations et du parc paysager de protection acoustique de la ZAC de Trigance.

Sont attendus :

- Le traitement des limites avec les axes viaires, piétonniers ainsi que les limites séparatives avec les autres lots et le parc par des plantations d'arbres et d'arbustes ou graminées, dans la mesure du possible telles que préconisées dans le cahier paysager annexé.
- La plantation sur bâche avec y compris paillage naturel ou minéral afin de réduire les frais d'entretien et de gestion du futur espace végétalisé.
- Le choix d'une gamme végétale qui s'oriente vers des arbres en cépées ou tige, des essences adaptées au climat local, terrain sec, forte chaleur en été, hiver gélif, vents violents (mistral et tramontane).

Ces éléments permettront de créer un écrin de verdure particulièrement qualitatif pour les deux futurs équipements (le groupe scolaire et le multi-accueil collectif) et un cadre de travail plus agréable pour les salariés.

Par ailleurs, il est préconisé d'indiquer dans la demande de Permis de Construire les différentes natures de revêtements de sols extérieurs, notamment celles rendant imperméables ces surfaces.

6) Desserte et réseaux VRD

Le terrain sera desservi à partir de la voirie publique, le Chemin de Capeau. L'épad a réalisé les réseaux sur lesquels l'acquéreur pourra raccorder ses installations au droit de la propriété, depuis le Chemin de Capeau : eaux usées, eau potable, réseau d'eaux pluviales pour ce qui concerne les réseaux humides, et génie civil du réseau télécom, gaz, électricité (HTA) pour ce qui relève des réseaux secs. Dans le cas où les besoins de l'acquéreur nécessiteraient de recourir à un raccordement en « Tarif Vert » (pose d'un poste de transformation privatif), le raccordement du poste sur le réseau HTA sera réalisé directement par ERDF, à la charge de l'acquéreur.

Les raccordements aux différents réseaux devront être exécutés suivant les prescriptions du présent cahier des charges et conformément aux règlements généraux et particuliers propres aux gestionnaires de réseaux.

7) Rétenion pluviale et rejet dans le réseau public

La gestion de l'hydraulique pluviale fera l'objet, le cas échéant, d'une étude hydraulique. Les eaux pluviales de toiture pourront être récoltées et rejetées dans un/des bassin(s) d'infiltration situé sur l'emprise du lot. Les dispositions techniques retenues seront conformes au PLU ainsi qu'au schéma directeur d'assainissement pluvial de la Ville d'Istres, et devront apparaître dans la demande de permis de construire (volumes et techniques de rétenion, débit de fuite, point(s) de raccordement). Le raccordement se fera sur le réseau de collecte des eaux pluviales existant sous le chemin de Capeau, au droit du lot.

Si des bassins d'infiltration à ciel ouvert sont prévus, ils devront être obligatoirement paysagés. Les dispositifs paysagers (essences choisies, disposition, plantations, arrosage, mobilier) seront précisés dans la notice paysagère de la demande d'autorisation de construire.

IV - GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS

1) Gestion

La gestion du domaine public sera assurée par la collectivité.

2) Déchets ménagers

Les ordures ménagères seront collectées par la collectivité, à l'intérieur du lot. Aucun dispositif de stockage des déchets ménagers ne pourra être admis en dehors de ce dernier.

3) Tenue générale/phase chantier

Les parcelles, les constructions, les espaces libres et les voies doivent être tenus en excellent état de propreté et d'entretien pendant la phase chantier.

Les prescriptions suivantes doivent en particulier être respectées :

- Les fouilles sont interdites, si ce n'est pour la construction elle-même, et à condition de remettre le sol en l'état et d'évacuer les matériaux en surplus.
- Tous les terrassements, exhaussements ou décaissements seront soumis à la législation en vigueur.
- Les décharges, (ordures, déchets, matériaux), sont prosrites sur les voies, les parcelles et terrains voisins, les espaces libres, les parkings y compris pendant les travaux de construction.

4) Respect de l'environnement, pollution

Les nuisances pouvant être générées par l'exécution des travaux ou par l'activité de l'acquéreur devront être traitées par ce dernier de manière à ce que la gêne occasionnée au voisinage soit limitée. Des dispositions de réduction des nuisances devront être adoptées par les entreprises tout au long du chantier.

En cas de dépôts sauvages, enfouissements de déblais, nettoyage de matériel, etc..., sur les parcelles mitoyennes ou voisines, dégradation des emprises publiques, réalisés par des entreprises travaillant pour le compte du maître d'ouvrage eux-mêmes, et dûment constatés par l'épad, des poursuites pourront être engagées, sans préavis, à l'encontre des contrevenants.

Ils seront tenus de remettre les lieux en état à leurs frais exclusifs.

V - DOCUMENTS GRAPHIQUES

Plan de division

VI – CAHIER DES PRECONISATIONS PAYSAGERES

INSERER ICI LE PLAN DE DIVISION



ZAC DE TRIGANCE

Commune d'Istres

**(ANNEXE AU CAHIER DES CHARGES
DE CESSION DE TERRAIN DU LOT A3)**

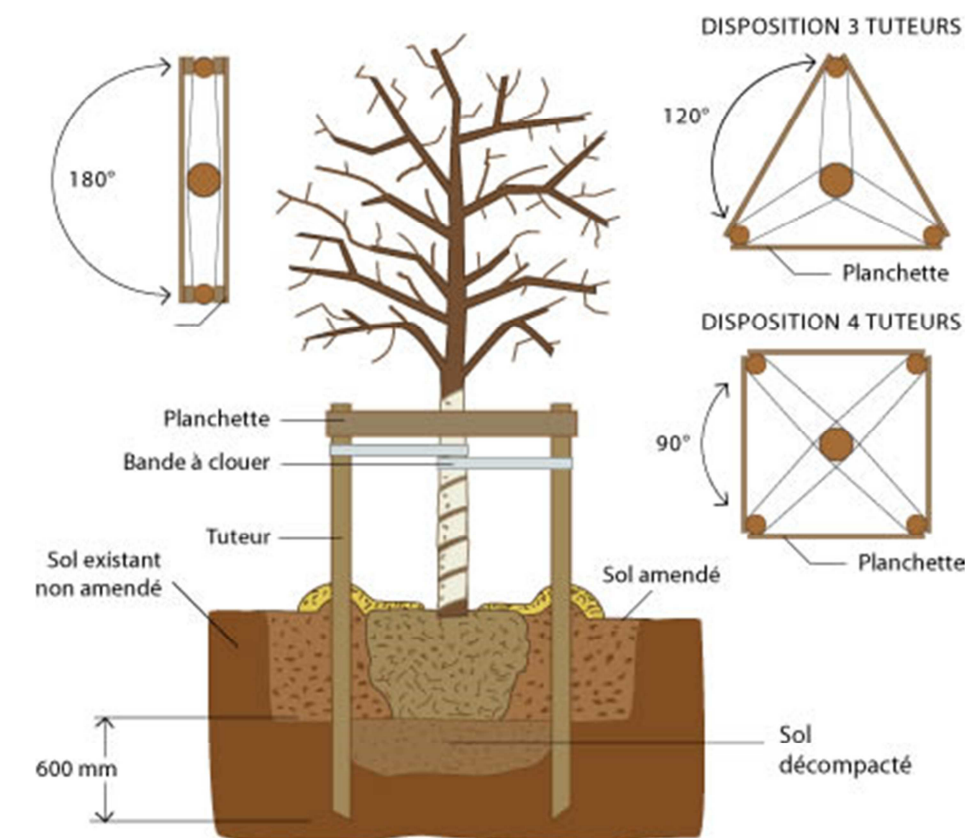
VI - CAHIER DES PRECONISATIONS PAYSAGERES

PALETTES VEGETALES ET RECOMMANDATIONS

CONSEILS POUR LA PLANTATION

Tuteurs et plantations

Les arbres seront tuteurés, avec des tripodes pour les arbres de taille 16/18 ou plus, avec des bipodes pour les autres tailles d'arbres.



Paillage

Toutes les plantations (arbres, arbustes, haies, massifs) seront pourvues au moment de la plantation, à leur pied, d'un paillage en écorce de bois d'une épaisseur minimum de 20cm. Sur les talus, une toile non tissée en fibre végétale sera installée avant plantation. Cette mesure permet de minimiser l'entretien en réduisant les arrosages et en empêchant les mauvaises herbes de pousser.

Photo de référence d'un paillage :



Reçu au Contrôle de légalité le 31 Août 2018

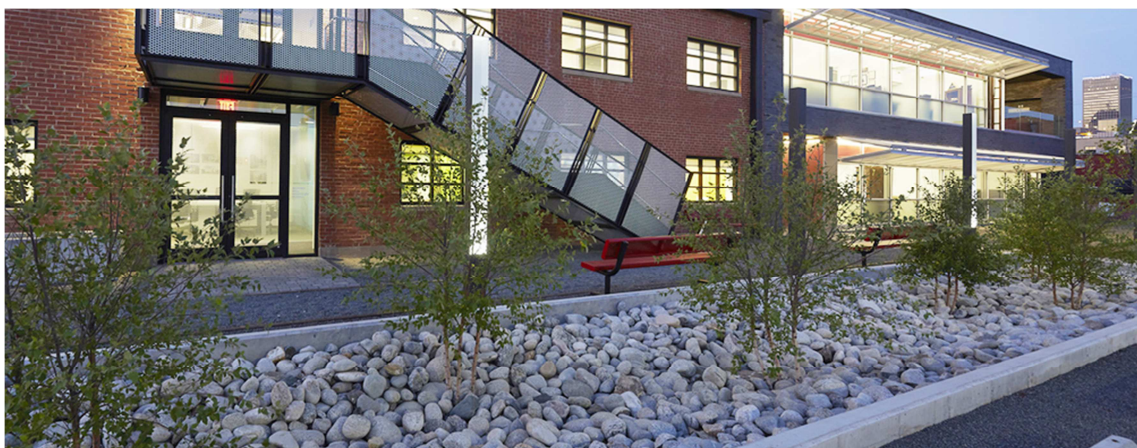
Alternative de paillages avec d'autres matériaux :

Il est possible d'envisager d'autres types de paillages aux pieds des arbres et massifs plantés : pierres concassées, galets ou autre minéral.

Il faut cependant penser à positionner un geotextile non tissé anti-contaminant sous le ou les matériaux mis en place afin de limiter au maximum la pousse des mauvaises herbes et donc l'entretien des espaces plantés.

Les diamètres choisis pourront être variables selon la situation et le choix du rendu esthétique.

Photos de références présentant divers types de matériaux accompagnés de plantations:





Entretien

Une gestion différenciée est conseillée pour l'entretien des espaces verts.

Ce mode de gestion consiste à pratiquer un entretien adapté des espaces verts selon leurs caractéristiques et leurs usages. Il s'agit de faire le bon entretien au bon endroit.

Par exemple, les bandes enherbées bénéficieront d'une fauche tardive au lieu d'une tonte régulière afin de favoriser la biodiversité (2 fauches : 1 avant le 1er mai

septembre). Les bandes enherbées pourront également être remplacées par des prairies fleuries, qui demandent très peu d'entretien et embellissent les espaces verts.

La taille des arbres et arbustes se fera à la fin de l'hiver, ce qui permet de conserver le plus longtemps possible les baies des arbustes. La taille sera réalisée avant la nidification des oiseaux. La taille d'hiver sera réalisée pendant la période de dormance de l'arbre et en dehors des périodes de gel. Les produits phytosanitaires (herbicides, pesticides) sont proscrits.



Le désherbage sera mécanique ou thermique. Si des engrais doivent être utilisés, ils seront de nature organique et non chimique.

La mise en place d'un système d'arrosage automatique est obligatoire afin d'assurer l'implantation durable des essences. Une programmation adéquate des horaires et fréquences d'arrosages est préconisée et générera des économies au futur acquéreur.

Le choix des essences à mettre en place (gazons, arbres, arbustes, graminées, vivaces) s'orientera vers des végétaux adaptés au lieu : risque de sécheresse, fort ensoleillement, vents violents, gels. Les arbres et plants morts seront remplacés.

COMPOSITION D'UNE HAIE CHAMPÊTRE

Une haie champêtre est composée de plusieurs espèces de végétaux d'essences indigènes adaptées au terrain, au climat et donc plus résistantes aux attaques parasitaires.

Elles sont plus faciles d'entretien et offrent de nombreux avantages :

- Embellissement du cadre de vie et de travail.
- Maîtrise du ruissellement pluvial et conservation des sols : favorise l'infiltration de l'eau grâce aux racines, et l'évapotranspiration grâce à leur feuillage, les haies contribuent à diminuer et freiner les ruissellements.
- Brise-vent : les haies protègent contre les bourrasques (bâtiments, aires de stockage & stationnements,...).
- Confinement des pollutions : les haies captent et contribuent à dégrader les polluants véhiculés par les eaux de ruissellement.

Elles forment des "corridors écologiques" permettant les déplacements des espèces et le brassage génétique des populations. Les haies champêtres sont le refuge d'une multitude d'animaux. Elles jouent un rôle important dans la nidification des oiseaux.

Pour qu'une haie soit efficace en termes esthétiques et écologiques, elle doit satisfaire à certains critères :

- haie diversifiée (l'idéal : une quinzaine d'espèces) avec une base d'essences autochtones (adaptées au sol et au climat) pour permettre une intégration dans l'écosystème environnant,
- largeur suffisante (si possible plus de 3 mètres),
- densité élevée (1 arbuste/mètre linéaire),
- base garnie de plantes herbacées,
- connexion avec d'autres sources de biodiversité : autre haie, bois, bosquet, zone humide, friche,...
- entretien adapté : pas de désherbage au pied d'une haie développée, maîtrise des essences envahissantes au moyen de la taille,
- planter de manière aléatoire ou par îlot d'une même espèce, plutôt qu'en alternant régulièrement les espèces,
- laisser se développer les drageons et les semis naturels de la haie.

Exemple de composition d'une haie avec des espèces choisies dans la palette végétale :

- Amélanchier (*Amelanchier canadensis*)
- Aubépine blanche (*Crataegus laevigata*)
- Charme commun (*Carpinus betulus*)
- Chêne pédonculé (*Quercus robur*)
- Cornouiller sanguin (*Cornus sanguinea*)
- Eglantier (*Rosa canina*) · Epine noire (*Prunus spinosa*)
- Erable champêtre (*Acer campestre*)
- Frêne commun (*Fraxinus excelsior*)
- Fusain d'Europe (*Euonymus europaeus*)
- Merisier (*Prunus avium*)
- Sureau noir (*Sambucus nigra*)
- Troëne (*Ligustrum*)
- Viorne cotonneuse (*Viburnum lantana*)

Alternative possible:

Exemple d'une autre palette végétale envisageable avec espèces méditerranéennes :

- *Nerium oleander*
- *Punica granatum*
- *Abelia grandiflora*
- *Laurus Nobilis*
- *Acca sellowiana*
- *Pistacia lentiscus*
- *Phillyrea angustifolia*
- *Viburnum tinus*
- *Phlomis* (taille moyenne)
- *Perovskia atriplicifolia* (taille moyenne)

COMPOSITION DE GRAMINEES RUSTIQUES



Reçu au Contrôle de légalité le 31 Août 2018

- *Stipa tenuissima*
- *Stipa calamagrostis*
- *Stipa tenacissima*
- *Miscanthus sinensis* 'Gracillimus'
- *Carex halleriana*
- *Pennisetum orientale*
- *Festuca valesiaca* 'Glaucantha'
- *Chionochloa rubra*

COMPOSITION D'ARBUSTES BAS MEDITERRANEENS :

- *Rosmarinus officinalis*
- *Rosmarinus officinalis* 'Boule'
- *Rosmarinus officinalis* 'Miss Jessop's Upright'
- *Salvia officinalis* 'Berggarten'
- *Salvia* 'Montagne de l'Hortus'
- *Lavandula angustifolia*
- *Salvia officinalis* 'Nazareth'
- *Cistus monspeliensis*
- *Cistus x argenteus* 'Blushing Peggy Sammons'
- *Cistus x florentinus*
- *Cistus x pulverulentus*

COMPOSITION DE PLANTES GRIMPANTES

Un mélange de végétaux caducs ou persistants est possible et sera installé sur des parterres ou le long de clôtures en limite de parcelles.

Exemple des essences possibles :

- Rosier de Banks
- Bignone
- Lierre
- Chèvrefeuille
- Jasmin étoilé

COMPOSITION DE PLANTES TAPISSANTES POUR GAZON RUSTIQUE

- *Zoysia japonica*
- *Thymus serpyllum*
- *Thymus hirsutus*
- *Trifolium fragiferum*
- *Armeria maritime*
- *Hieracium pilosella*

COMPOSITION DES PLANTATIONS D'ARBRES

Il est recommandé pour l'ensemble des sujets, qu'ils soient sélectionnés pour leurs caractères rustiques afin de limiter au maximum les contraintes de tailles et d'entretien.

Exemple d'espèces d'arbres préconisées :

- *Carpinus betulus* 'Fastigiata' Charme fastigié,
- *Cercis siliquastrum*
- *Pyrus calleryana*
- *Prunus amygdalus*
- *Mespilus germanica*
- *Celtis australis* (ombrage aucun entretien)
- *Amelanchier alnifolia* 'Obelisk' (1)
- *Acer campestre* 'Baronne' (2)
- *Acer monspessulanum*
- *Ginkgo biloba* 'Fastigiata' (5)
- Peuplier blanc pyramidal, *Populus pyramidalis*
- Sorbier hybride pyramidal, *Sorbus hybrida pyramidalis*
- *Crataegus monogyna* 'Stricta'
- Chêne pédonculé *Quercus robur* 'Fastigiata' (4)
- *Quercus* 'Columna'
- Charme houblon *Ostrya carpinifolia*
- Cyprès *Cupressus sempervirens* 'Stricta' ou 'Totem'
- Savonnier *Koelreuteria paniculata* 'Fastigiata' (3)

1



2



3



4



5



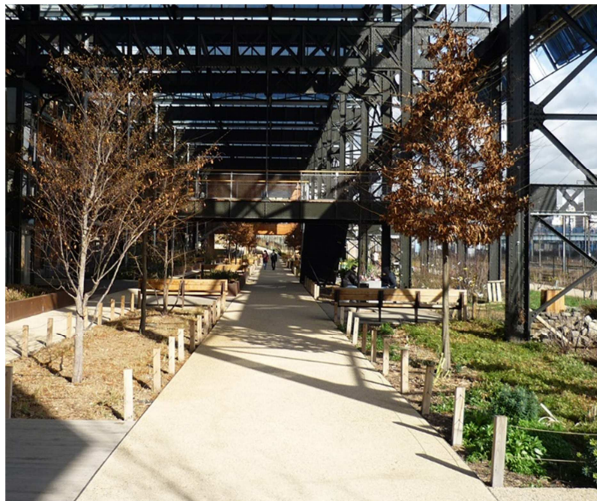
DEL

Afin d'assurer l'installation des essences mises en place au sein de chaque massif.

Il est préconisé d'installer un système de délimitation physique qui limitera l'intrusion au sein même des espaces plantés. Plusieurs solutions sont possible /

- Ganivelles
- Piquets bois perforés et câble métallique en acier
- garde-corps de mis hauteur
- Voliges

Voir photos de références ci-dessous :

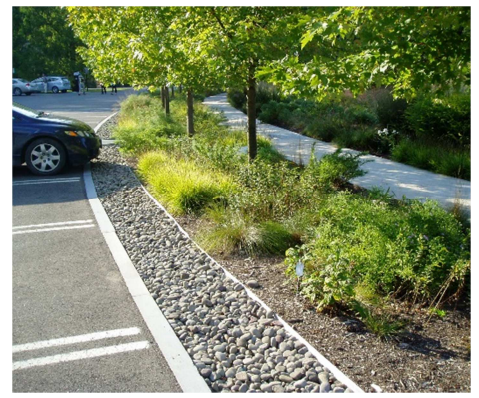


TRAITEMENT DES ESPACES PLANTES EN NOUES PAYSAGERES :

Les espaces plantés que ce soit le long des parkings ou sur des surfaces plus importantes de type plates-bandes ou espaces verts peuvent être nivelés pour accueillir des eaux de pluies et de ruissellement. Attention à prévoir dans l'aménagement les règles précisées dans le PLU concernant la gestion des eaux sur le lot concerné.

Ces aménagements peuvent devenir de vrais espaces paysagers associant intérêts techniques, esthétique et de biodiversité.

Quelques photos ci-dessous pour illustrer les propositions mentionnées:



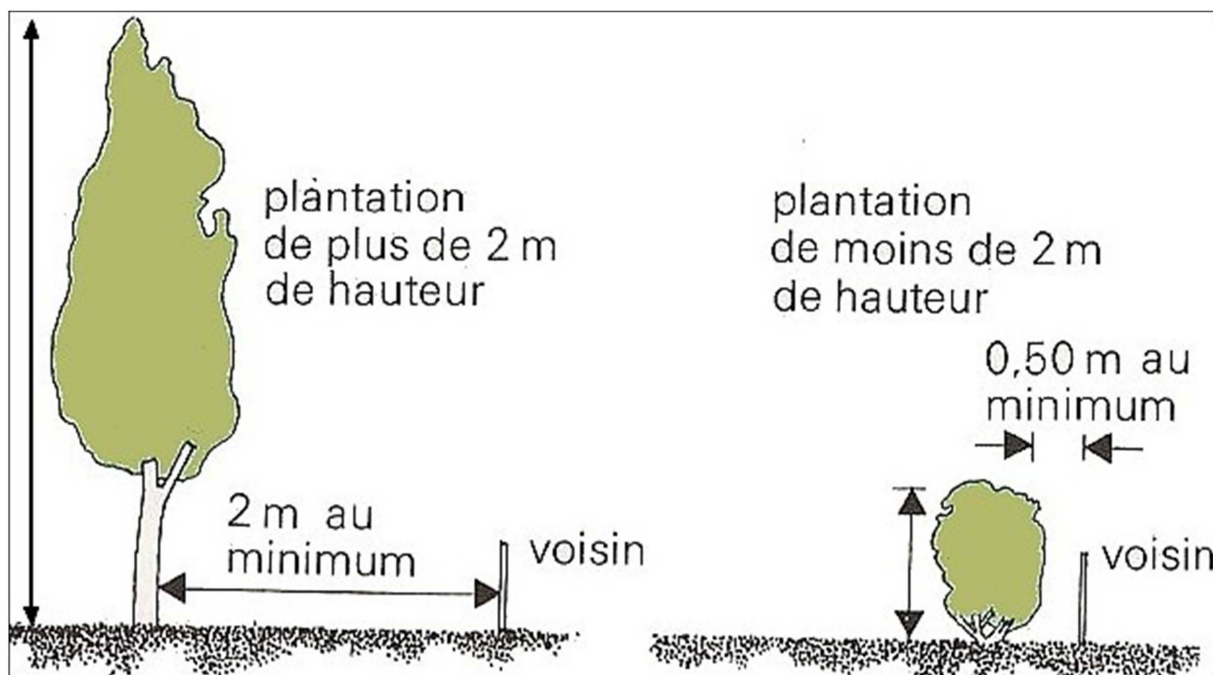
LES HAIES ET LA LOI

En France, les plantations de voisinage sont soumises à une réglementation définie par le code civil :

D'après l'article 671 du code civil : « Il n'est permis d'avoir des arbres, arbrisseaux et arbustes près de la limite de la propriété voisine qu'à la distance prescrite par les règlements particuliers actuellement existants, ou par des usages constants et reconnus et, à défaut de règlements et usages, qu'à la distance de deux mètres de la ligne séparative des deux héritages pour les plantations dont la hauteur dépasse deux mètres, et à la distance d'un demi-mètre pour les autres plantations. »

D'après l'article 672 du code civil : « Le voisin peut exiger que les arbres, arbrisseaux et arbustes, plantés à une distance moindre que la distance légale, soient arrachés ou réduits à la hauteur déterminée dans l'article précédent, à moins qu'il n'y ait titre, destination du père de

famille ou prescription trentenaire. Si les arbres meurent ou s'ils sont coupés ou arrachés, le voisin ne peut les remplacer qu'en observant les distances légales. »



Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/143/CM

Consignation des fonds destinés au financement des travaux pour la mise en sécurité des façades de la Résidence Plombières sise 27 boulevard de la Révolution 13003 Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Monétaire et Financier, notamment les articles L. 518-17 et L.518-23 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEVT 003-4209/18/CM relative à l'approbation d'une convention de financement d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat ;
- L'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriété (OPAH Copropriété), dont la Métropole assure la maîtrise d'ouvrage sur la Résidence Plombières - 27 boulevard de la Révolution – 13003 Marseille, ainsi que la convention d'OPAH copropriété correspondante approuvées par la délibération n° DEVT 005-1840/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017.

CONSIDÉRANT

- Qu'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriété (OPAH Copropriété), dont la Métropole assure la maîtrise d'ouvrage sur la Résidence Plombières sise 27 boulevard de la Révolution 13003 Marseille, ainsi que la convention Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriété (OPAH Copropriété), correspondante ont été approuvées par la délibération n° DEVT 005-1840/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 ;
- Que parmi les objectifs de cette OPAH-Copropriété figure notamment la réalisation de travaux sur les parties communes dont des travaux de mise en sécurité des façades ;
- Que la convention de financement commune prévoit la consignation des fonds pour la gestion de leurs financements auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC).

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Août 2018

ARRETE

Article 1 :

Les parties à la convention de financement susvisée et les contributeurs sont autorisés à consigner à la Caisse des Dépôts et Consignations, à hauteur de leurs contributions respectives, à savoir :

- Ville de Marseille : 23 906 euros
- Métropole Aix-Marseille-Provence : 349 899 euros

Cette somme totale de 373 805 euros correspond aux contributions destinées à financer les travaux de mise en sécurité des façades de la Résidence Plombières – 27 boulevard de la Révolution à Marseille, au profit final des bénéficiaires désignés par la convention de financement commune susvisée.

La somme est versée sur un compte de consignation intitulé « OPAH – Copropriété Résidence Plombières – Travaux de mise en sécurité des façades » qui a pour objet de recueillir les contributions financières visées aux articles 6 intitulé « Financement des travaux de sécurité en façade » et 7 « Gestion des financements », de la convention financière commune susvisée.

Article 2 :

Sur la base du présent arrêté, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera chargé de faire les appels de fonds aux contributeurs, pour leur versement à la Caisse des Dépôts et Consignations en vue de leur consignation.

Une fois la contribution versée, la Caisse des Dépôts et Consignations fournira à chaque financeur un récépissé de déclaration de consignation attestant du versement des sommes dues par les parties au titre de la convention de financement commune susvisée.

Article 3 :

La déconsignation des fonds vers les bénéficiaires définis dans la convention de financement commune susvisée sera effectuée par la Caisse des Dépôts et Consignations, dans un délai de dix jours ouvrés à compter de la date de réception de la demande, sur la base d'un courrier du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et selon les modalités précisées dans la convention de financement commune susvisée.

Article 4 :

Les consignations à la Caisse des Dépôts et Consignations portent intérêt à un taux fixé par arrêté du Directeur Général de la Caisse des Dépôts et Consignations, conformément aux dispositions du Code Monétaire et Financier.

Les intérêts produits seront déconsignés selon les modalités prévues à l'article 7 « Gestion des financements », alinéas 4 et 8 de la convention de financement commune susvisée.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 30 août 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Août 2018

DÉCISIONS

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/356/D

Approbation d'une convention avec l'organisme Ingesurf, pour l'action de formation intitulée "La gestion des eaux pluviales" d'un montant de 5 064 euros TTC

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 8 et 25 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que pour répondre au besoin de formation des agents de la Métropole exerçant leurs fonctions au sein de la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une convention de formation professionnelle avec l'organisme « INGESURF » relative à l'action de formation intitulée « La Gestion des eaux pluviales » est nécessaire ;
- Que l'objectif de cette action est de répondre aux attentes des agents des services Planification Urbaine et Application droit des sols, en matière de connaissances techniques et réglementaires pour valider les travaux réalisés par les bureaux d'études en charge des PLU ;
- Que cette formation est indispensable pour faire face à l'élaboration des documents d'urbanisme et à l'instruction des autorisations d'urbanisme ;

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Juillet 2018

- Qu'au regard du catalogue 2018 proposé par les organismes de formation, seul ce dernier est susceptible de répondre aux besoins recensés pour des raisons techniques eu égard à l'accompagnement nécessaire ;

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'organisme INGESURF relative à l'action de formation intitulée «La gestion des eaux pluviales».

Article 2 :

Est approuvée la participation d'environ 20 agents à cette formation, d'une durée de 2 jours sur l'année 2018 qui se déroulera à Istres.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 011, nature 6184.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/394/D

Approbation de la convention tripartite entre la Métropole Aix-Marseille-Provence - ESCOTA - Sociétés Public Local Eaux des collines portant rétablissement des réseaux d'eaux usées, section Pas de Trets - Pont de l'Etoile - Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Les dispositions de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d’ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d’ouvrage privée ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président ;
- Les dispositions de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession (notamment son article 55) et les articles 36 et 37 du décret n°2016-86 du 1er février 2016 ;
- Les dispositions de l'article 36 du contrat portant gestion déléguée du service public d'assainissement collectif des communes d'Aubagne, Auriol, La Penne-sur-Huveaune, Roquevaire, Saint-Zacharie et Cuges-les-Pins à la S.P.L « L'Eau des Collines ».

CONSIDÉRANT

- Que, par contrat du 24 septembre 2015 visé en Préfecture des Bouches-du-Rhône le 6 octobre 2015, la Communauté d’Agglomération du Pays d’Aubagne et de l’Etoile a confié à la Société Public Local “L’Eau des Collines”, dont elle est actionnaire, l’exploitation de la gestion de la station d’épuration (STEP) d’Auriol, de Cuges-les-Pins et du collecteur de transfert de Saint-Zacharie à compter du 1er août 2016, ainsi que la gestion du service public de collecte et de transport des eaux usées des communes d’Aubagne, Auriol, La Penne-sur-Huveaune, Roquevaire, Saint-Zacharie et Cuges-les-Pins à compter du 1er janvier 2017.

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Juillet 2018

Le tout en intégrant une période de tuilage comprise entre la notification du contrat à la Société Public Local "L'eau des Collines" (soit le 1er novembre 2015) et la date de prise d'effet de la gestion de ces composantes respectives du service assainissement telle que définie ci-dessus ;

- Que parallèlement, les lois n°2014-58 du 27 janvier 2014 portant modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et n°2015-991 du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République, ont créé la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2016 qui se substitue dans les droits et obligations de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- Que depuis cette date l'exécution du contrat est donc poursuivie par la Métropole ;
- Qu'à ce jour, le projet d'élargissement de l'autoroute A52 porté par ESCOTA se situant sur le territoire des communes de Roquevaire, de La Destrousse, de Peypin, d'Auriol et de La Bouilladisse sur lesquelles opère L'eau des Collines en tant que gestionnaire des réseaux d'assainissement intercepte des réseaux d'eaux usées de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Que les trois parties sont convenues des conditions et modalités de réalisation des études et des travaux de rétablissement de ces réseaux rendus nécessaires par la réalisation du projet d'élargissement de l'autoroute A52 ;
- Que la Métropole par un accord de principe de la Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile – Madame Sylvia Barthelemy du 21 novembre 2017 accepte d'une part : que Escota s'engage à rembourser à cette dernière et son gestionnaire des réseaux d'assainissement – la Société Public Local "l'eau des Collines" – les dépenses réelles exposées par elle pour la réalisation des travaux de déplacement des ouvrages d'eaux usées impactés par la réalisation de l'élargissement de l'A52 sur le tronçon Pas-de-Trets – Pont de l'Etoile et de tous éléments rendus nécessaires à cet effet et d'autre part, que commencent les travaux de dévoiement – nonobstant l'approbation préalable de la convention tripartite liant les parties et ce pour des raisons calendaires contraignant les opérations d'Escota.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention tripartite portant "rétablissement des réseaux d'eaux usées de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/395/D

Décision d'ester en justice - Désignation de Maître Régis Serpentier pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la société SMA Environnement dans le cadre de l'exploitation des déchets sur le site de la Vautubière

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision du Conseil d'Etat n°404410 du 4 mai 2018 annulant le jugement du Tribunal administratif du 7 juillet 2016 ayant mis à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence, venant aux droits de la Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence, les cotisations de taxe foncière au titre des années 2010 à 2015 dans le cadre de l'exploitation d'un centre d'enfouissement technique des déchets sur le site de la Vautubière et renvoyant l'affaire au Tribunal administratif de Marseille ;

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par Maître Régis Serpentier domicilié 849 rue Favre de Saint Castor 34184 Montpellier.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Régis Serpentier pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/396/D

Décision d'ester en justice. Désignation de Maître Patrice Ibanez pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Josette Chauvin.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 1804216 présentée par Madame Josette Chauvin devant le Tribunal administratif de Marseille et tendant, d'une part, à l'annulation de la décision du 12 décembre 2017 par laquelle la commune de Trets a adopté son Plan Local d'Urbanisme, en tant qu'il classe la parcelle AE n° 193 en zone UD, et grève cette parcelle d'un emplacement réservé n° 4 et n° 84, d'autre part, à l'annulation de la décision tacite par laquelle la commune a rejeté sa demande de retrait de cette décision, enfin, à ce qu'une somme de 3 600 euros soit mise à la charge de la commune de Trets sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par Maître Patrice Ibanez – 46 cours Mirabeau – 13100 Aix-en-Provence.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Patrice Ibanez pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/397/D

Décision d'ester en justice. Désignation de Maître Patrice Ibanez pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Patricia Marie Laget.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 1801143 présentée par Madame Patricia Marie Laget devant le Tribunal administratif de Marseille et tendant, d'une part, à l'annulation de la décision du 12 décembre 2017 par laquelle la commune de Trets a adopté son Plan Local d'Urbanisme en tant qu'il classe les parcelle AP n° 117 en zone A et section BH n° 136 et 137, section AI n° 321, 329 et 330 en zone N2, d'autre part, à ce qu'une somme de 3 000 euros soit mise à la charge de la commune de Trets sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par Maître Patrice Ibanez – 46 cours Mirabeau – 13100 Aix-en-Provence.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Patrice Ibanez pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/398/D

Convention de mise à disposition d'un terrain dans la Zone d'Aménagement Concerté du Petit Arbois

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté portant dissolution-liquidation du Syndicat Mixte d'étude, d'aménagement, d'équipement et de gestion de l'Europôle Méditerranéen de l'Arbois en date du 29 Mai 2017 ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° 2015-043 du 1 décembre 2015 du Comité Syndical du Syndicat Mixte de l'Arbois actant l'autorisation de la construction d'un local de découpe sur un terrain mis à disposition.

CONSIDÉRANT

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée consent une mise à disposition d'une parcelle d'environ 100 m² dans la Zone d'Aménagement Concerté du Petit Arbois,
- Qu'un permis de construire a été accordé à Aix Marseille Université pour la construction d'un local de découpe de roche pour les besoins du CEREGE,
- Que l'ensemble des travaux sera pris en charge par Aix Marseille Université.

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Juillet 2018

DECIDE

Article 1 :

Est signée la convention de mise à disposition d'une parcelle de terrain dans la Zone d'Aménagement Concerté du Petit Arbois aux fins de construction d'un module préfabriqué pour accueillir des outils de sciage de roches.

Article 2 :

La présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/399/D

**Implantation et développement des organismes et des entreprises sur
le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° ECO 012-3237/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2018.

CONSIDÉRANT

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés ;
- Que les entreprises XRAPID France, CLEVER BEAUTY, WATEREEN, IDEOOWEB, INERIS, AGRIVOLTA viennent d'intégrer le Technopôle de l'Arbois et qu'en conséquence il convient de régulariser ces implantations par des titres d'occupation.

DECIDE

Article 1 :

Est autorisée l'implantation des entreprises :

- XRAPID France,
- CLEVER BEAUTY,
- WATEREEN, IDEOOWEB,
- INERIS,
- AGRIVOLTA.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°6 – section de fonctionnement – nature 752 Fonction 61 et nature 752 Fonction 61 Code Activité 11.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/400/D

Occupation temporaire du Domaine Public pour toutes structures associatives ou non associatives pour des activités de développement personnel et de bien-être sur le Technopôle de l'Environnement pour l'année 2018

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° ECO 012-3237/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière d'occupation temporaire du Domaine Public applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2018.

CONSIDÉRANT

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée met à disposition des espaces dédiés pour des associations ou des structures non associatives, afin d'exercer des activités de développement personnel et de bien-être.
- Que les structures non associatives, représentées par :
 - Madame Karine Ranciat – massage Thaï
 - Madame Nathalie Excoffon — activités gymniques
 - Madame Joëlle Cavallieri - sophrologieEt les associations :
 - Taekwondo du Pays d'Aix
 - YAGANATURO

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Juillet 2018

Occupent, selon un planning hebdomadaire défini, des espaces dédiés sur le domaine du Technopôle de l'Arbois et qu'en conséquence il convient de régulariser la pratique de ces activités par des titres d'occupation pour l'année 2018.

DECIDE

Article 1 :

Est autorisée l'occupation temporaire des espaces dédiés sur le domaine du Technopôle de l'Arbois pour l'année 2018 :

Les structures non associatives, représentées par :

- Madame Karine Ranciat – massage Thaï
- Madame Nathalie Excoffon – activités gymniques
- Madame Joëlle Cavalieri - sophrologie

Et les associations :

- Taekwondo du Pays d'Aix
- YAGANATURO

Article 2 :

Les conventions établies pour les structures non associatives sont consenties moyennant une redevance de 5 euros par journée d'activité. Gratuité pour les associations.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°6 – section de fonctionnement – nature 70328 Fonction 61.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Juillet 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/401/D

Implantation et développement des organismes et des entreprises sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° ECO 012-3237/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2018.

CONSIDÉRANT

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés.
- Que les entreprises SAS BSL, SAS ATOLL ENERGY, SAS ALLO VITRES, Société ENTENT, Société ALTO SOLUTION, SAS AGRIVOLTA viennent d'intégrer le Technopôle de l'Arbois et qu'en conséquence il convient de régulariser ces implantations par des titres d'occupation.

DECIDE

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Juillet 2018

Article 1 :

Est autorisée l'implantation des entreprises :

- SAS BSL
- SAS ATOLL ENERGY
- SAS ALLO VITRES
- Société ENTENT
- Société ALTO SOLUTION
- SAS AGRIVOLTA

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°6 – section de fonctionnement – nature 752 Fonction 61 et nature 752 Fonction 61 Code Activité 11.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/402/D

**Implantation et développement des organismes et des entreprises sur
le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La délibération N° ECO 012-3237/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2018.

CONSIDÉRANT

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés.
- Que les entreprises Société PLANED, SAS XRAPID France, SAS TECHNO BAM déjà implantées sur le Technopôle de l'Arbois et souhaitant louer des locaux supplémentaires.
- En conséquence il convient de régulariser ces occupations de surfaces supplémentaires par des avenants.

DECIDE

Article 1 :

Sont signés les avenants des entreprises :

- Société PLANED,
- SAS XRAPID France,
- SAS TECHNO BAM

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°6 – section de fonctionnement – nature 752 Fonction 61 et nature 752 Fonction 61 Code Activité 11.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/403/D

Occupation temporaire du Domaine Public par des commerces alimentaires ambulants de type « Food Truck » sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée pour l'année 2018

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération N° ECO 012-3237/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière d'occupation temporaire du Domaine Public applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2018.

CONSIDÉRANT

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée autorise une occupation partielle d'une parcelle d'environ 10m² de la ZAC du Petit Arbois afin que des prestataires puissent installer leurs véhicules alimentaires afin de compléter l'offre alimentaire de la ZAC du Petit Arbois ;
- Que les commerces alimentaires ambulants de type « Food Truck » : Cuisine à Bord, Marmite Street, ABC Pizza M. SIEGWALD, Los Amigos, Fred Coquillages, NLTE Cuisine Nomade, Original'S Truck, Au Poids Chiche, Chifoumi, Douce Heure des Mets, occupent, selon un planning journalier défini, l'espace public du Technopôle de l'Arbois et qu'en conséquence il convient de régulariser ces exploitations par des titres d'occupation pour l'année 2018.

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Juillet 2018

DECIDE

Article 1 :

Est autorisée l'occupation temporaire de l'espace public des Food Truck pour l'année 2018 :

Cuisine à Bord, Marmite Street, ABC Pizza M. Siegwald, Los Amigos, Fred Coquillages, NLTE Cuisine Nomade, Original'S Truck, Au Poids Chiche , Chifoumi, Douce Heure des Mets

Article 2 :

Les conventions sont consenties moyennant une redevance de 15 euros par journée d'occupation.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°6 – section de fonctionnement – nature 70328 Fonction 61.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/409/D

Décision d'ester en justice - Désignation de Maître Olivier Burtez-Doucede pour représenter les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre d'une procédure d'expropriation dans la Zone d'Aménagement Concerté Empallières sur la commune de Saint-Victoret

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Les jugements rendus par le Juge de l'expropriation, le 16 mai 2018, fixant les indemnités revenant aux locataires des terrains cadastrés section AI n°67, n°69, n°11 (SARL Transports Muscat) et section AI n°20 et n°73 (SARL Sud Est TP Groupe), titulaires d'un bail commercial sur la commune de Saint-Victoret.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour d'appel d'Aix-en-Provence et d'être représenté dans ces affaires par Maître Olivier Burtez-Doucede, 69 A rue Sainte 13001 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Olivier Burtez-Doucede pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ces dossiers sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/410/D

Approbation d'une d'autorisation d'occupation temporaire, à titre précaire et révocable des parcelles cadastrées section AE n° 58 et 64, sises ZAC de la plateforme Clesud à Miramas, au bénéfice de l'EPAD Ouest Provence, pour procéder à des travaux de viabilisation qui doivent être effectués à partir de la voirie, préalablement à la vente du lot n° 26B, cadastrée section AE n° 17.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire des parcelles cadastrées section AE n° 58 et 64 sises ZAC de la plateforme Clesud à Miramas, constituant une partie de la voirie de ladite ZAC ;
- Que les biens immobiliers du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peuvent faire l'objet que d'une autorisation temporaire d'occupation à caractère précaire et révocable ;
- Que l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence (EPAD Ouest Provence), préalablement à toute vente de lot et en sa qualité d'aménageur de la ZAC de la plateforme Clesud, doit mettre à disposition de tout futur acquéreur l'ensemble des équipements nécessaires au bon fonctionnement du terrain.

- Qu'à ce titre, l'EPAD Ouest Provence sollicite l'occupation temporaire des parcelles cadastrées section AE n° 58 et 64 pour faire procéder à des travaux de viabilisation qui doivent être effectués à partir de la voirie, préalablement à la vente du lot n° 26B, cadastré section AE n° 17.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée l'autorisation d'occupation temporaire à titre précaire, révocable et gratuit des parcelles cadastrées section AE n° 58 et 64, sises ZAC de la plateforme Clesud à Miramas, au bénéfice de l'EPAD Ouest Provence, pour faire procéder à des travaux de viabilisation qui doivent être effectués à partir de la voirie, préalablement à la vente du lot n° 26B, cadastré section AE n° 17.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée unilatéralement dans le cadre du régime de l'occupation temporaire du domaine public. En conséquence, le bénéficiaire ne pourra en aucun cas se prévaloir des dispositions relatives à toute autre réglementation susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux ou tout autre droit sur le bien.

Article 3 :

La présente autorisation est valable à compter de sa notification et uniquement pour la durée nécessaire à la réalisation des travaux de viabilisation. À son terme, la présente autorisation ne sera susceptible d'aucune reconduction.

Article 4 :

Le bénéficiaire est responsable de tous les accidents et dommages pouvant résulter des agissements exécutés au titre de la présente autorisation soit de son fait, soit de celui des personnes agissant pour son compte ou autorisées ou invitées par lui à se trouver sur les lieux. Il contractera à cet effet la ou les polices d'assurance garantissant les risques inhérents à son activité et de responsabilité civile en général.

Le bénéficiaire renonce à tout recours contre le propriétaire ou le gestionnaire en cas de survenance d'un sinistre dans le cadre de la présente autorisation.

Article 5 :

Le bénéficiaire est tenu d'utiliser les lieux et équipements mis à disposition conformément à l'objet visé à l'article 1.

Toute utilisation non conforme audit objet entraînera de fait, et sans indemnité, l'annulation de la présente autorisation.

Le bénéficiaire s'engage à utiliser les lieux et à les conserver en bon état d'usage et de propreté au terme de leur utilisation.

Si le bénéficiaire estime nécessaire l'utilisation d'équipements et matériels autres que ceux mis à sa disposition, il devra lui-même, après accord express de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en effectuer, à ses frais, la location ou l'achat, le transport, l'assurance, la mise en place et l'enlèvement ainsi que tous les contrôles réglementaires ou obligatoires nécessaires à leur installation et utilisation.

Article 6 :

La présente autorisation est incessible et intransmissible. Elle est accordée intuitu personae. Le bénéficiaire ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

Article 7 :

La présente autorisation d'occupation domaniale est délivrée à titre gratuit.

Article 8 :

Tout différend relatif à l'exécution de la présente autorisation sera soumis à la juridiction du Tribunal Administratif de Marseille dont le siège est situé 22-24 rue Breteuil 13006 Marseille.

Article 9 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/411/D

Délégation du droit de préemption urbain à la commune de Miramas pour l'acquisition d'un bien immobilier situé avenue Daniel Paul, quartier Saint-Suspi à Miramas, cadastré section AO n° 46 appartenant à la SCI SYLAN

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° 117-2013 du Conseil Municipal de la commune de Miramas du 5 juin 2013, instituant le droit de préemption urbain sur la commune ;
- La délibération n° 118-2013 du Conseil Municipal de la commune de Miramas du 5 juin 2013, instituant le droit de préemption urbain renforcé sur la commune ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Miramas le 11 juin 2018 enregistrée sous le n° IA 013 063 18 M0167 portant aliénation d'un local commercial cadastré section AO n° 46 sise avenue Daniel Paul, quartier Saint-Suspi appartenant à la SCI SYLAN représentée par Madame Annie Clément.

CONSIDÉRANT

- Qu'il convient de ne pas freiner la réalisation, dans l'intérêt général, d'actions ou d'opérations d'aménagement de compétence communale ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation situé sur la commune de Miramas sur la parcelle cadastrée section AO numéro 46 classée en zone UDb du Plan Local d'Urbanisme de la commune approuvé le 5 juillet 2017, ne présente pas d'enjeu pour la Métropole mais pourrait permettre la mise en oeuvre d'une opération communale (création d'espaces publics partagés, d'une aire de jeu, d'un espace de loisirs, l'ensemble devant constituer un parcours familial accessible à tous) ;

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Miramas pour l'acquisition d'un local commercial cadastré section AO n° 46 sis avenue Daniel Paul, quartier Saint-Suspi à Miramas appartenant à la SCI SYLAN représentée par Madame Annie Clément.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/412/D

Approbation de la convention d'occupation temporaire à titre onéreux du terrain sis complexe sportif Parsemain à Fos-sur-Mer au chemin du Mazet et cadastré section B n° 2825, au bénéfice de la société ORANGE, dans le cadre de l'exploitation d'un relais de radiocommunication.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L.2122-11 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 503/10 du 19 novembre 2010 de Ouest-Provence du 5 décembre 2016 relative à la convention d'occupation temporaire à titre onéreux d'une durée de huit ans, au bénéfice de la société Orange France pour l'exploitation de ses équipements techniques implantés sur le terrain cadastré section B n° 2825 sis complexe sportif Parsemain à Fos-sur-Mer.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de son activité d'opérateur de téléphonie mobile, et pour ses besoins d'exploitation de son réseau, la société Orange a installé, exploité et entretenu une station relais sur la parcelle anciennement cadastrée section B n° 2825 depuis devenue cadastrée section B n° 3156 sis complexe sportif Parsemain - Allée de la Girelle 13270 Fos-sur-Mer, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en vertu d'une convention d'occupation temporaire conclu le dont le terme arrive à échéance le 1^{er} décembre 2018 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Juillet 2018

- Que la société Orange a fait part à la Métropole Aix-Marseille-Provence de son souhait de reconduire l'occupation dudit immeuble et qu'il a été convenu de conclure une nouvelle convention d'occupation temporaire du domaine public à compter du 1^{er} décembre 2018 pour une durée de dix ans.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention d'occupation temporaire à titre onéreux du terrain sis à Fos-sur-Mer, complexe sportif Parsemain, cadastré section B n° 3156 propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au bénéfice de la société Orange dans le cadre de l'exploitation d'un relais de radiocommunication.

Article 2 :

La présente convention est conclue pour une durée de dix ans à compter du 1^{er} décembre 2018 et jusqu'au 30 novembre 2028.

Article 3 :

La présente convention est conclue à titre onéreux moyennant le paiement d'une redevance semestrielle de 8 500 euros Hors Taxes.

Article 4 :

La recette correspondante est constatée au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 75, nature 7083.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/413/D

Délégation du droit de préemption urbain à la commune de Port-de-Bouc pour l'acquisition d'un bien immobilier situé 12 rue Fernand Bonnet appartenant à la SA Crédit Lyonnais

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° 2008-53 du 23 mai 2008 du conseil municipal de la commune de Port-de-Bouc instituant le droit de préemption ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Port-de-Bouc le 4 juillet 2018 enregistrée sous le n° IA 013 077 18 M 0106 portant aliénation de la parcelle de terrain bâtie cadastrée AC 83 sise 12 rue Fernand Bonnet, d'une superficie utile ou habitable de 200.39 m² et de surface de terrain de 140 m² appartenant à la SA Crédit Lyonnais au prix de vente de 70 000 euros.

CONSIDÉRANT

- Qu'il convient de ne pas freiner la réalisation, dans l'intérêt général, d'actions ou d'opérations d'aménagement de compétence communale, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite déléguer, comme l'y autorise les articles L 211-2 et L 213-3 du Code de l'Urbanisme, l'exercice de son droit de préemption urbain ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation situé sur la commune de Port-de-Bouc sur la parcelle de terrain bâtie cadastrée section AC numéro 83, classée en zone UA du plan local d'urbanisme de la commune approuvé le 25 juin 2013, ne présente pas d'intérêt Métropolitain mais un intérêt pour la commune de Port-de-Bouc. En effet, ce bien lui permettrait de réhabiliter cet immeuble en vue de créer et gérer une offre de logement destinée à la location dans le centre-ville.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Port-de-Bouc pour l'acquisition de la parcelle bâtie, cadastrée AC 83 sise 12 rue Fernand Bonnet, d'une superficie utile ou habitable de 200.39 m² et de surface de terrain de 140 m² appartenant à la SA Crédit Lyonnais.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/414/D

Travaux de cheminement doux et de sécurisation dans la Zone Industrielle des Paluds : validation de l'Avant-Projet et approbation de l'avenant au contrat de maîtrise d'œuvre

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n°18/240/D du 17 mai 2018 du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant approbation du mandat de travaux et cheminements doux et de sécurisation dans la ZI des Paluds.

CONSIDÉRANT

- Le dossier Avant-Projet (AVP) remis le 23 mai 2018 par le maître d'œuvre MG Concept Ingenierie respectant le coût prévisionnel des travaux à 90.000 euros hors taxes,
- Les dispositions réglementaires de la loi du 12 juillet 1985, dite loi MOP, qui nécessite, à l'approbation de l'avant-projet, la passation d'un avenant au contrat du maître d'œuvre afin de fixer sa rémunération définitive et d'arrêter le coût prévisionnel des travaux sur lequel il s'engage,
- Le projet d'avenant au marché de maîtrise d'œuvre entérinant le coût d'objectif à 90 000 euros hors taxes et arrêtant sa rémunération définitive, sans modification de montant, à 8 225 euros hors taxes.

DECIDE

Article 1 :

Est validé l'Avant-Projet (AVP) pour un montant prévisionnel des travaux de 90 000 euros hors Taxes.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant au contrat de maîtrise d'œuvre entérinant le coût d'objectif à 90 000 euros hors Taxes et arrêtant ses honoraires définitifs, sans modification de montant, à 8 225 euros hors Taxes.

Article 3 :

Est autorisé le directeur général de la SPL Façonéo, mandataire, à signer l'avenant précité ainsi que tous documents s'y rapportant.

Article 4 :

Est acté le lancement de la consultation des entreprises de travaux en procédure adaptée.

Article 5 :

Est donné délégation à Madame la Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile pour désigner et retenir les entreprises de travaux.

Article 6 :

Est autorisé, le directeur général de la SPL Façonéo, mandataire, à signer les marchés de travaux, et tous documents s'y rapportant, après attribution des marchés par Madame la Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile.

Article 7 :

Est délégué à Madame la Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, sur cette opération, toute décision concernant l'exécution des marchés de travaux, de fournitures et de services et les éventuels avenants à ces marchés dans la limite de l'enveloppe prévisionnelle de l'opération fixée à 157 500 euros hors taxes soit 189 000 euros toutes taxes comprises.

Article 8 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Juillet 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/415/D

Convention d'exploitation de certaines données du fichier National des accidents corporels au titre de la gestion et de l'exploitation de voiries

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREAMBULE

Le service Etudes et Déplacements du Pôle Voirie Espace Public du Conseil de Territoire de Marseille s’investit dans la lutte contre l’insécurité routière, via la conduite d’études d’accidentologie.

Dans le cadre de ces études, le service accède depuis 2015 aux données du Fichier national des accidents corporels, administré par l’Observatoire National Interministériel de la Sécurité Routière, au travers d’une convention d’exploitation des données.

La précédente convention signée en décembre 2015 est valable 3 ans, sera prochainement caduque.

Aussi, afin de permettre à notre collectivité de poursuivre les actions engagées en faveur de la sécurité routière, il est important de renouveler cette convention pour une nouvelle durée de 3 ans.

Cette convention n’engendre pas de coût financier pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Juillet 2018

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence doit renouveler, pour une durée de 3 ans, la convention d'exploitation de certaines données du fichier national des accidents corporels au titre de la gestion et de l'exploitation de voiries avec l'Observatoire National de la Sécurité Routière.

DECIDE

Article 1 :

Est signée, pour une durée de 3 ans, une Convention d'exploitation de certaines données du fichier national des accidents corporels au titre de la gestion et de l'exploitation de voiries avec l'Observatoire National de la Sécurité Routière.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/416/D

Délégation du droit de délaissement à la Soleam pour d'acquisition d'un bien situé 135 boulevard Camille Flammarion à Marseille 4ème arrondissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 230-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant les délégations des missions foncières du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau ;
- La délibération n° URB 046-4204/18/CM du 28 juin 2018 portant délégation de l'exercice du droit de délaissement au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence du bien situé 135 boulevard Camille Flammarion 13004 Marseille ;
- La mise en demeure d'acquiescer du 28 mars 2018 reçue le 3 avril 2018 ;
- La demande de délégation de la ville de Marseille au profit de la Soleam du 12 avril 2018.

CONSIDÉRANT

- Que par courrier du 12 avril 2018, la ville de Marseille a demandé la délégation du droit de délaissement au profit de la Soleam, aménageur et concessionnaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que cette délégation permettra à la Soleam d'acquiescer le bien situé 135 boulevard Camille Flammarion.

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Juillet 2018

DECIDE

Article 1 :

Est délégué le droit de délaissement à la Soleam pour l'acquisition du bien situé 135 boulevard Camille Flammarion 13004 Marseille, cadastré sous le numéro 817 E 49.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 juillet 2018

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/417/D

Décision d'ester en justice. Désignation de la SELAS Adamas Affaires Publiques pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Jombart Anthony

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°RG F 18/00337 présentée par Monsieur Anthony Jombart devant le Conseil de Prud'hommes de Martigues le 19 juin 2018, tendant notamment, à titre principal, à la requalification de son contrat d'accompagnement dans l'emploi en contrat de travail à durée indéterminée, à la reconnaissance du caractère sans cause et réelle de son licenciement, à la condamnation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à lui verser diverses sommes à titre indemnitaire, et à titre subsidiaire, à la reconnaissance du caractère abusif de la rupture de son contrat de travail et à la condamnation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à lui verser diverses sommes à titre indemnitaire ;
- La convocation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'audience du Bureau de jugement du Conseil de Prud'hommes de Martigues du 13 novembre 2018.

CONSIDÉRANT

Qu'il convient d'assurer la défense des intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre du litige qui l'oppose à Monsieur Anthony Jombart.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Conseil de Prud'hommes de Martigues dans le dossier n°RG F 18/00337 et d'être représenté dans cette affaire par la SELAS Adamas Affaires Publiques, cabinet d'avocats, 55 boulevard des Brotteaux, 69455 Lyon Cedex 06.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELAS Adamas Affaires Publiques pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/418/D

Convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société A&J INVEST

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 035-2205/17/BM du 13 juillet 2017 du Conseil de la Métropole portant acquisition de parcelles pour la réalisation du projet de Val'Tram ;
- La délibération n° URB 023-2938/17/BM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole portant acquisition de parcelles complémentaires de l'ancienne voie de Valdonne ;
- Le projet de convention d'occupation temporaire entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société A&J INVEST.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a acquis les parcelles composant l'ancienne voie de Valdonne, anciennement propriétés de la SNCF ;
- Que le projet de la société A&J INVEST est compatible avec le projet d'aménagement de la voie de Valdonne ;

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Juillet 2018

- Que à compter de la signature de la convention d'occupation, la Métropole Aix-Marseille-Provence mettra à disposition de la société A&J INVEST, pour une durée de 4 mois, des parcelles non bâties situées sur la commune de Roquevaire. Cette convention d'occupation temporaire permettra à la société A&J INVEST de circuler, d'entreposer des matériaux et de la terre, sur l'ancienne voie de Valdonne.

DECIDE

Article 1 :

Est autorisée la signature d'une convention d'occupation temporaire entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société A&J INVEST dans le cadre du projet de terrassement et de construction d'une bâtisse sur la commune de Roquevaire.

Article 2 :

Aucune redevance n'est exigée de la société A&J INVEST.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/419/D

Autorisation d'occupation du Domaine Public - Parking du Rouet Carry-le-Rouet

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREAMBULE

La Métropole Aix Marseille Provence est propriétaire à Carry le Rouet, en bordure de la plage du Rouet, d'un parc de stationnement public en surface comportant 480 places réparties en deux zones distinctes dont l'une de 450 places environ équipée de matériel de péage et de système de contrôle d'accès, et l'autre de 30 places environ, librement accessible jour et nuit.

Les sociétés les Trois Cals et PSCB, propriétaire d'un établissement hôtelier, ont sollicité la Métropole pour l'occupation de 17 places de parking sur la zone libre stationnement.

La Métropole autorise l'occupation dans les conditions suivantes :

- 17 places de stationnement signalées par des sabots métalliques, à la charge du Preneur
- Redevance : 660 euros Toutes Taxes Comprises par an
- Durée : 3 ans, à compter rétroactivement du 26 mai 2018.

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Juillet 2018

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille Provence autorise les sociétés les Trois Cals et PSBC à occuper 17 places de parking situées Parking du Rouet à Carry le Rouet pour une durée de 3 ans.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une autorisation d'occupation du domaine public, pour les places de parking ci-dessus mentionnées pour une durée de 3 ans.

Article 2 :

Cette occupation est autorisée moyennant une redevance annuelle de 660 euros toutes taxes comprises par an, payable par les sociétés à l'émission du titre de recette par la Métropole.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 26 juillet 2018

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/420/D

Décision d'ester en justice. Désignation de la SCP Gobert et associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence suite à l'assignation en référé expertise délivrée à la requête de Madame Betty Grac

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'assignation en référé expertise devant le Tribunal de Grand Instance d'Aix-en-Provence, délivrée à la Métropole Aix-Marseille-Provence le 6 juillet 2018 à la requête de Madame Betty Grac, agent de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et tendant à la désignation d'un médecin expert aux fins de déterminer si l'aggravation de son état de santé est bien la conséquence de l'accident de trajet qu'elle a subi le 7 janvier 2012, causé par Mme Camille Chiron, assurée Générali France.

CONSIDÉRANT

- Qu'il convient d'assurer la défense des intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans cette affaire.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice suite à l'assignation en référé expertise délivrée à la requête de Madame Betty Grac, et d'être représenté dans cette affaire par la SCP Gobert et associés, 32 rue Grignan, 13001 Marseille.

Reçu au Contrôle de légalité le 25 Juillet 2018

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Gobert et associés, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/421/D

Décision d'ester en justice. Désignation de Maître Gilbert Sindres pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose aux sociétés SMA Environnement et SMA Vautubière.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le jugement n° 1208229 rendu par le Tribunal Administratif de Marseille le 14 juin 2016 rejetant la requête présentée par les sociétés SMA Environnement et SMA Vautubière ;
- La requête déposée par les sociétés SMA Environnement et SMA Vautubière devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille (n° 1603299) demandant l'annulation du jugement susvisé.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille dans le dossier n° 1603299 et d'être représenté dans cette affaire par Maître Gilbert Sindres, SELARL Sindres, 40 rue Edouard Delanglade, 13006 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Gilbert Sindres (SELARL Sindres), pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 27 Juillet 2018

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays Salonais.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Ancien Ministre
Vice-Président honoraire du Sénat
Maire de Marseille

Décision n° 18/422/D

Convention occupation précaire - Salle Frioul Palais du Pharo

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREAMBULE

Dans le cadre d'une séance préparatoire du Conseil Métropolitain le 19 septembre 2018 la Métropole Aix Marseille Provence a sollicité la Ville de Marseille pour la location de la Salle Frioul au Palais du Pharo. Il y a donc lieu de signer une convention d'occupation précaire avec la Ville de Marseille dans les conditions suivantes :

- **Désignation** : Salle Frioul située au Palais du Pharo - 13007 Marseille
- **Durée** : 1 journée le 19 septembre 2018
- **Montant de la location** : 1250 euros Hors Taxes, soit 1600 euros toutes taxes comprises.

CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu de signer une convention d'occupation précaire avec la Ville de Marseille pour la location de la salle Frioul au Palais du Pharo.

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Juillet 2018

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention d'occupation précaire, pour la journée du 19 septembre 2018 avec la Ville de Marseille pour la location de la salle Frioul, aux conditions ci-avant exposées.

Article 2 :

Les crédits nécessaires au règlement des dépenses correspondantes sont inscrits au budget principal centralisé de la Métropole – Sous politique A 130 – Nature 6132 – Chapitre 011 - Fonction 022

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 31 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/423/D

Délégation du droit de préemption urbain au profit de la SOLEAM d'un bien situé 3 place du Lycée à Marseille 1er arrondissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210.1 et suivants ainsi que l'article L300.1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°87/291/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération URB 024-2782/14/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions foncières ;
- La concession d'aménagement opération d'aménagement "Grand Centre Ville" n° 11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Marseille le 22 juin 2018 enregistrée sous le n° IA 013201 18 M0343 portant aliénation de l'immeuble situé 3 place du Lycée à Marseille 1er arrondissement, cadastré 806 C 238 appartenant à la SARL Jac Réalisations.

Reçu au Contrôle de légalité le 27 Juillet 2018

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché du bien ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ces biens entrent dans le champ de l'opération « Grand Centre Ville » de compétence métropolitaine concédée à la Soleam, cette opération visant le renouvellement urbain d'îlots obsolètes et la requalification du tissu ancien dégradé par restructurations d'immeubles en vue de produire 1 500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés, ainsi que 20 000 m² de locaux d'activités et d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la Soleam pour l'acquisition de l'immeuble situé 3 place du Lycée à Marseille 1^{er} arrondissement, cadastré 806 C 238 appartenant à la SARL Jac Réalisations.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/424/D

Délégation du droit de préemption urbain au profit de la Ville de Marseille d'un bien situé 15 rue saint Saens à Marseille 1er arrondissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210.1 et suivants ainsi que l'article L300.1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n° 87/291/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération URB 024-2782/14/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions foncières ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Marseille le 18 juin 2018 enregistrée sous le n° IA 013201 18 M0325 portant aliénation du lot n° 1 dépendant de l'immeuble situé 1 rue Saint Saëns à Marseille 1er arrondissement, cadastré 804 B 339 appartenant à Monsieur Michel Salvetti.

CONSIDÉRANT

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il convient de ne pas freiner la réalisation, dans l'intérêt général, d'action ou d'opérations d'aménagement de compétence communale. La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite déléguer, comme l'y autorise les articles L211-2 et L213-3 du Code de l'Urbanisme, l'exercice de son droit de préemption urbain.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Marseille pour l'acquisition du lot 1 dépendant de l'immeuble situé 15 rue Saint Saëns à Marseille 1^{er} arrondissement, cadastré 804 B 339 appartenant à Monsieur Michel Salvetti.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 27 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 27 Juillet 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/429/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de l'Etablissement Public Foncier d'un bien situé 30 rue Estelle à Marseille 6ème arrondissement appartenant à la SCI Estelle 30.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210.1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n° 87/291/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Mission Foncières ;
- La délibération URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La convention d'intervention foncière sur les périmètres "Grand Centre Ville" n° 17/0196 du 13 mars 2017 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner du 18 juin 2018 enregistrée sous le numéro IA 013 206 18 M0232 portant aliénation d'un immeuble situé 30 rue Estelle 6ème arrondissement, appartenant à la SCI Estelle 30 cadastré 827 A 0090 d'une superficie cadastrale de 247 m².

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Juillet 2018

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien par l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur s'inscrit dans le cadre de la convention d'intervention foncière sur le périmètre Grand Centre Ville qui doit permettre, par la requalification du bâti existant, de répondre aux objectifs de l'opération Grand Centre Ville afin d'améliorer l'offre en logements, en locaux d'activités ou d'équipements, l'attractivité résidentielle, économique et culturelle.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur pour l'acquisition d'une bien situé 30 rue Estelle (lot n° 8 à créer) à Marseille 6^{ème} arrondissement, cadastré 827 A 90, d'une superficie cadastrale de 247 m².

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 31 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/430/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de l'Etablissement Public Foncier d'un bien situé 30 rue Estelle à Marseille 6ème arrondissement appartenant à la SCI Estelle 30.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210.1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la ville de Marseille n° 87/291/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La délibération n° URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La convention d'intervention foncière sur le périmètre "Grand Centre Ville" n° 17/196 du 13 mars 2017 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner du 15 juin 2018 enregistrée sous le numéro IA 013 206 18 M0226 portant aliénation d'un immeuble situé 30 rue Estelle à Marseille 6ème arrondissement, appartenant à la SCI ESTELLE 30, cadastré 827 A 90 d'une superficie cadastrale de 247 m².

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Juillet 2018

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien par l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur s'inscrit dans le cadre de la convention d'intervention foncière sur le périmètre Grand Centre Ville qui doit permettre, par la requalification du bâti existant, de répondre aux objectifs de l'opération Grand Centre Ville afin d'améliorer l'offre en logements, en locaux d'activités ou d'équipements, l'attractivité résidentielle, économique et culturelle.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur pour l'acquisition d'un bien situé 30 rue Estelle – Lot 11 à créer à Marseille 6^{ème} arrondissement, cadastré 827 A 90 d'une superficie cadastrale de 247 m².

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 31 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/431/D

Décision du Président de la Métropole de contracter un emprunt de 50M€ auprès du Crédit Lyonnais

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La délibération n°HN013-146/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation d’attribution au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d’emprunt ;
- La délibération n°FAG 031-3050/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant le budget primitif pour l’année 2018 ;
- L’arrêté n°16/119/CM du 8 avril 2016 donnant délégation de fonction à Monsieur Roland Blum, 14ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L’arrêté n°18/117/CM donnant délégation de fonction à Monsieur Guy Januel, Chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence Finances et Budget.

CONSIDÉRANT

Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance de tous les termes de l’offre de financement en date du 23 juillet 2018 établie par Le Crédit Lyonnais-CACIB, pour assurer la réalisation du programme d’investissement 2018.

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Juillet 2018

DECIDE

Article 1 :

Est signé le contrat de prêt avec Le Crédit Lyonnais-CACIB dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Objet	Financement du programme d'investissements 2018
Score Gissler	1A
Montant du prêt	50 000 000 €
Durée	20 ans
Versement des fonds	29/08/2018
Taux d'intérêt trimestriel	Taux fixe maximum de 1,55%
Périodicité	Trimestrielle
Mode d'amortissement	Linéaire
Base de calcul	Exact / 360
Remboursement anticipé	Possible à une date d'échéance d'intérêts moyennant le paiement d'une indemnité de marché (type actuarielle).
Commissions d'engagement	0,06% du montant du contrat

Article 2 :

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 50 000 000 euros au financement des investissements du Budget Principal de la Métropole.

Article 3 :

Est donnée à Monsieur Roland Blum, Vice-président aux Finances, ou bien à Monsieur Guy Januel, Directeur Général Adjoint Finances et Budget, délégation pour toper les conditions définitives du tirage à « Taux fixe de marché » visées à l'article 1 de la présente décision ainsi que pour signer les confirmations correspondantes.

Le contrat sera signé par le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence, Monsieur Jean-Claude Gaudin.

Article 4 :

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt.

Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les frais liés à l'emprunt seront imputés au compte 627.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/432/D

Préemption d'un bien immobilier non bâti cadastré AI 55 d'une superficie de 15a 80ca sis les Barrales et le Cade sur la commune de La Fare-les-Oliviers au prix révisé d'un montant de 33 500 euros

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°HN01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération du 26 juin 2000 instituant le droit de préemption sur la commune de La Fare-les-Oliviers ;
- La délibération du 23 novembre 2007 modifiant le périmètre du droit de préemption sur la commune de La Fare-les-Oliviers ;
- La délibération du 24 juin 2010 modifiant la délibération du 23 novembre 2017 dans son 3^{ème} visa et 3^{ème} alinéa ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de La Fare-les-Oliviers le 11 mai 2018 enregistrée sous le n° 01303718F0058 portant aliénation d'un bien immobilier non bâti d'une superficie de 15a 80ca cadastré AI n°55 sis les Barrales et le Cade appartenant à Madame Patricia Figulini épouse Adam et Monsieur Jean-Philippe Aillaud, pour un montant de 35 000 euros ;

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Juillet 2018

- La demande de communication de documents complémentaires à la DIA formulée le 22 juin 2018 à Maître Olivier Rebufat, Madame Patricia Figulini épouse Adam, Monsieur Jean-Philippe Aillaud ;
- La réception des documents complémentaires du 2 juillet 2018 ayant pour effet la reprise du délai d'instruction porté au 2 août 2018 ;
- La saisine de Monsieur le Maire de La Fare les Oliviers du 17 mai 2018 sur l'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de préempter le bien susvisé.

CONSIDÉRANT

- Que le bien immobilier non bâti est situé dans le périmètre d'une zone de développement économique de la commune de La Fare-les-Oliviers ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de développement économique ;
- Qu'à ce titre, le développement de cette zone est une opportunité pour la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que la réalisation d'opération d'aménagement à caractère économique répond à un intérêt général ;
- Qu'il apparaît opportun pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'exercer son droit de préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a exercé, par décision n°18/227/D en date du 24 avril 2018, son droit de préemption sur le bien immobilier non bâti d'une superficie de 23a57ca cadastré AI56 pour un prix révisé de 50 000 euros appartenant à Madame Patricia Figulini épouse Adam et Monsieur Jean-Philippe Aillaud ;
- Que le bien concerné par la présente, est situé à proximité immédiate du bien pour lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence a précédemment exercé son droit de préemption ;
- Que cette proximité justifie l'intérêt à se porter acquéreur de ce bien ;
- Que le prix proposé dans la présente ne saurait se situer que dans les valeurs de référence.

DECIDE

Article 1

Est exercé son droit de préemption urbain sur le bien immobilier non bâti d'une superficie de 15a 80ca cadastré AI n°55 sis les Barrales et le Cade à La Fare les Oliviers appartenant à Madame Patricia Figulini épouse Adam et Monsieur Jean-Philippe Aillaud, et d'acquérir ce bien au prix révisé de 33 500 euros soit 21,20 euros le m².

Article 2 :

Est notifiée la décision d'acquérir le bien ci-dessus désigné au notaire Maître Olivier Rebufat domicilié 141 avenue du Prado Marseille 8, et aux propriétaires domiciliés à la Verdière (83560) route de Saint Julien 485B la Mourotte pour Madame Patricia Figulini épouse Adam, et à Cadenet (84160) 1bis rue du Bœuf pour Monsieur Jean-Philippe Aillaud.

Article 3 :

Est désignée l'étude notariale de Maîtres Didier Bessat Christophe Dasi Vincent Colonna, sise 112 avenue de Lattre de Tassigny CS 20312 13667 Salon-de-Provence Cedex, pour la rédaction de l'acte authentique.

Article 4 :

Les propriétaires disposent d'un délai de deux mois, à compter de la présente décision pour faire connaître à la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- soit leur accord d'offre de prix, dans ce cas, un acte authentique sera dressé par un des notaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- soit leur décision de maintenir le prix fixé par la déclaration d'intention d'aliéner, dans ce cas, la Métropole Aix-Marseille-Provence peut décider de faire fixer le prix du bien par le juge d'expropriation,
- soit leur renonciation à l'aliénation du bien.

Le défaut de réponse de leur part est considéré comme une renonciation.

Article 5 :

Est adressée une copie de la décision d'acquérir au domicile de l'acquéreur.

Article 6 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

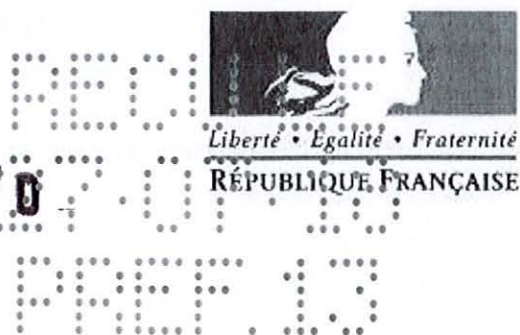
Article 7 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 31 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

18 / 4 3 3 / 0



DECISION DE FINANCEMENT CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2012130550032_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
060804770

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. LOGIREM

111 bd national
BP 204

13003 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500061

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13203 Marseille - 3e arrondissement

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PLUS - LES DOCKS LIBRES
Rue René Cassin Bld National
13003 Marseille 3e

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

17/12/2012

N° de décision

20121305500089

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme,...)

S.A. LOGIREM

SA HLM / ESH

Code bénéficiaire : 060804770

Adresse :

111 bd national

BP 204

Ville :

13003 Marseille

Exercice :

2012

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 41)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

5 200 670,84 €

5 337 508,37 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 82 000,00 €

(B) 82 000,00 €

Montant des acomptes versés

(C) 53 300,00 €

Solde à verser

(B-C) 28 700,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 26 JUL. 2018

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlotte FRUCTUS

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	82 000,00	1,34%
Surcharge foncière	82 000,00	1,34%
Ville de Marseille	205 000,00	3,34%
Sous-total Subventions	369 000,00	6,02%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	3 418 542,00	55,78%
Prêt CDC foncier	1 453 858,00	23,72%
Sous-total Prêts	4 872 400,00	79,50%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	887 704,35	14,48%
Sous-total Fonds Propres	887 704,35	14,48%
Total du Financement (I + II + III)	6 129 104,35	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	6 129 104,35	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 5 337 508,37 €

Aide : PLUS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

41

2 969,36 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	41	2 969,36 m²
Assiette *	:	5 337 508,37 €
Taux de subvention	:	1,54 %
SUBVENTION	:	82 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 41	Surface utile :	2 969,36 m²
Assiette : 5 337 508,37 €	SUBVENTION :	82 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	1,54 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

Surface utile totale	:	2 969,36 m²
Assiette de subvention	:	1 404 920,83 €
Taux de subvention	:	5,84 %
Montant de subvention	:	82 000,00 €

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 164 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	1 728 996,83 €
Coût du bâtiment ou des travaux	3 892 614,10 €
Prestations intellectuelles et frais	187 966,64 €
Prix de Revient H.T.	5 809 577,57 €
Montant de la TVA	319 526,78 €
Prix de revient TTC	6 129 104,35 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	2 064,12 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	82 000,00	5,84%
Ville de Marseille	205 000,00	14,59%
Sous-total Subventions	287 000,00	20,43%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 117 920,83	79,57%
Sous-total Prêts	1 117 920,83	79,57%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	1 404 920,83	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 404 920,83	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	445 404,00 €
Surface utile totale	2 969,36 m²
Dont SU Collectif	2 969,36
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	1 728 996,83 €
Assiette de subvention (dépassement)	1 404 920,83 €
Taux de la subvention	5,84 %

DECISION DE FINANCEMENT CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2011130550049_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
060804770

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. LOGIREM

111 bd national
BP 204

13003 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500068

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13203 Marseille - 3e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice
2018

Opération :
PLUS/ PLAI LE PHOCEEN - EF
32, rue de Crimée
13003 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

21/12/2011

N° de décision

20111305500153

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

S.A. LOGIREM

SA HLM / ESH

Code bénéficiaire : 060804770

Adresse :

111 bd national

BP 204

Ville :

13003 Marseille

Exercice :

2011

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 47)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

4 083 789,24 €

4 161 270,63 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 2,00 €

(B) 2,00 €

Montant des acomptes versés

(C) 0,00 €

Solde à verser

(B-C) 2,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 26 JUL. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	1,00	0,00%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	36 000,00	3,25%
Conseil Régional	80 287,00	7,26%
Sous-total Subventions	116 288,00	10,51%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	602 952,00	54,51%
Prêt CDC foncier	323 169,00	29,22%
Sous-total Prêts	926 121,00	83,73%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	63 686,00	5,76%
Sous-total Fonds Propres	63 686,00	5,76%
Total du Financement (I + II + III)	1 106 095,00	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	1,00	0,00%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	105 000,00	4,47%
Conseil Régional	213 960,37	9,12%
Sous-total Subventions	318 961,37	13,59%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 621 931,00	69,11%
Prêt CDC foncier	120 139,00	5,12%
Sous-total Prêts	1 742 070,00	74,23%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	285 813,46	12,18%
Sous-total Fonds Propres	285 813,46	12,18%
Total du Financement (I + II + III)	2 346 844,83	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	141 000,00	4,08%
Conseil Régional	294 247,37	8,52%
Subvention Etat	2,00	0,00%
Sous-total Subventions	435 249,37	12,61%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 224 883,00	64,43%
Prêt CDC foncier	443 308,00	12,84%
Sous-total Prêts	2 668 191,00	77,27%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	349 499,46	10,12%

Sous-total Fonds Propres	349 499,46	10,12%
Total du Financement (I+ II + III)	3 452 939,83	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	3 452 939,83	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 4 161 270,63 €

Aide : PLUS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	35	1 813,94 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	35	1 813,94 m²
Assiette *	:	3 039 794,15 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	1,00 €

Aide : PLA-I

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	12	669,22 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	12	669,22 m²
Assiette *	:	1 121 476,48 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	1,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 47	Surface utile :	2 483,16 m²
Assiette : 4 161 270,63 €	SUBVENTION :	2,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 2,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	1 877 703,50 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 049 827,77 €
Prestations intellectuelles et frais	428 095,38 €
Prix de Revient H.T.	3 355 626,65 €
Montant de la TVA	97 313,18 €
Prix de revient TTC	3 452 939,83 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	1 390,54 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2018130550022

N° SIREN du maître d'ouvrage

330881814

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. NOUVEAU LOGIS PROVENCAL

Les Loges du Stade

22, Allée Ray Grassi

CS 90030

13272 Marseille cedex 08

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500067

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13001 Aix-en-Provence

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération :

Domaine des Cavaliers

Acquisition VEFA de 22 logements locatifs sociaux

1290 route des Milles

13100 Aix-en-Provence

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence, en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008.1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 22 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 22 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 16 logements PLUS
- 6 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. NOUVEAU LOGIS PROVENCAL (n° SIREN : 330881814).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 58 800,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :

26 JUL. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	58 800,00	6,61%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	64 354,00	7,24%
Sous-total Subventions	123 154,00	13,85%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	308 841,00	34,74%
Prêt CDC foncier	286 933,00	32,28%
1%.	120 000,00	13,50%
Sous-total Prêts	715 774,00	80,52%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	50 000,00	5,62%
Sous-total Fonds Propres	50 000,00	5,62%
Total du Financement (I + II + III)	888 928,00	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	146 931,00	5,63%
Sous-total Subventions	146 931,00	5,63%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	474 189,00	18,19%
Prêt CDC foncier	842 298,00	32,30%
1%.	320 000,00	12,27%
Sous-total Prêts	1 636 487,00	62,76%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	824 115,00	31,61%
Sous-total Fonds Propres	824 115,00	31,61%
Total du Financement (I + II + III)	2 607 533,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	211 285,00	6,04%
Subvention Etat	58 800,00	1,68%
Sous-total Subventions	270 085,00	7,72%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	783 030,00	22,39%
Prêt CDC foncier	1 129 231,00	32,30%
1%.	440 000,00	12,58%
Sous-total Prêts	2 352 261,00	67,28%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	874 115,00	25,00%

Sous-total Fonds Propres	874 115,00	25,00%
Total du Financement (I + II + III)	3 496 461,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	3 496 461,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 2 418 577,52 €

Aide : PLUS

Logements « Collectif »	16
Logements « Individuel »	

Surface utile
1 049,54 m²

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	16		1 049,54 m²
Assiette *	:		1 804 028,12 €
Taux de subvention	:		0,00 %
SUBVENTION	:		0,00 €

Aide : PLA-I

Logements « Collectif »	6
Logements « Individuel »	

Surface utile
357,53 m²

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	6		357,53 m²
Assiette *	:		614 549,40 €
Taux de subvention	:		9,57 %
SUBVENTION	:		58 800,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 22	Surface utile :	1 407,07 m²
Assiette : 2 418 577,52 €	SUBVENTION :	58 800,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,43 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 58 800,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 095 842,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 021 515,00 €
Prestations intellectuelles et frais	57 352,00 €
Prix de revient H.T.	3 174 709,00 €
Montant de la TVA	321 752,00 €
Prix de revient TTC	3 496 461,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 484,92 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



18 / 4 3 6 / D

REC 18
27 07 18
PREF 13

DECISION DE CLOTURE POUR SURCHARGE FONCIERE

Numéro d'opération :
2012130550032_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
060804770

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. LOGIREM

111 bd national
BP 204

13003 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500060

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13203 Marseille - 3e arrondissement

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération :
PLUS - LES DOCKS LIBRES
Rue René Cassin Bld National
13003 Marseille 3e

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

17/12/2012

N° de décision

20121305500090

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

S.A. LOGIREM

SA HLM / ESH

Code bénéficiaire : 060804770

Adresse :

111 bd national

BP 204

Ville :

13003 Marseille

Exercice :

2012

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 41)

Assiette de subvention

A la date de la DF

Recalculée

1 427 804,50 €

1 404 920,83 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

82 000,00

82 000,00

Montant des acomptes versés

(C) 65 600,00 €

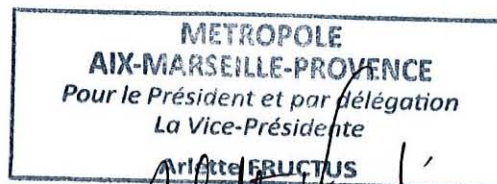
Solde à verser

(B-C) 16 400,00 €

Fait à MARSEILLE

le :

26 JUL. 2018



C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	82 000,00	5,84%
Ville de Marseille	205 000,00	14,59%
Sous-total Subventions	287 000,00	20,43%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 117 920,83	79,57%
Sous-total Prêts	1 117 920,83	79,57%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	1 404 920,83	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 404 920,83	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	445 404,00 €
Surface utile totale	2 969,36 m²
Dont SU Collectif	2 969,36
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	1 728 996,83 €
TVA de la charge foncière	121 328,00 €
Charge foncière TTC	1 850 324,83 €
Assiette de subvention (dépassement)	1 404 920,83 €
Taux de la subvention	5,84 %

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/437/D

Autorisation à la Société du Canal de Provence et d'aménagement de la Région Provençale (SCP) d'exploiter, à titre précaire et révocable, dans la galerie de la Batarelle appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, un fourreau d'une longueur de 795 ml et de 12 cm de diamètre contenant un câble électrique HTA et d'un demi caniveau d'évacuation des eaux de vidange de la réserve Vallon Dol et d'évacuation des eaux de lavage de la station de traitement de Vallon Dol

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence autorise la Société du Canal de Provence et d'aménagement de la Région Provençale (SCP) d'exploiter, à titre précaire et révocable, dans la galerie de la Batarelle appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, un fourreau d'une longueur de 795 ml et de 12 cm de diamètre contenant un câble électrique HTA et d'un demi caniveau d'évacuation des eaux de vidange de la réserve Vallon Dol et d'évacuation des eaux de lavage de la station de traitement de Vallon Dol.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention d'exploitation d'un câble électrique et d'un demi-caniveau dans la galerie de la Batarelle entre la Société du Canal de Provence d'aménagement de la Région Provençale et la Métropole Aix- Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2029.

Article 2 :

Cette exploitation est soumise au paiement d'une redevance annuelle de Société du Canal de Provence d'aménagement de la Région Provençale à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'utilisation d'un câble électrique et d'un demi-caniveau dans la galerie de la Batarelle par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Les recettes seront constatées au budget annexe de l'eau, sous-politique F 170, nature 7588.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 31 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/438/D

Autorisation à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'exploiter à titre précaire et révocable, dans la galerie de Valtrède appartenant à la Société du Canal de Provence et d'aménagement de la Région Provençale (SCP)

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que le Syndicat Intercommunal de l'Ouest de Marseille a implanté dans les années soixante, une canalisation d'eau potable dans la galerie de Valtrède. La Société Canal de Provence a exploité pour le compte du Syndicat Intercommunal de l'Ouest de Marseille cette galerie. Cette solution a permis au Syndicat Intercommunal de l'Ouest de Marseille, de différer la mise en œuvre d'une solution alternative définitive qui aurait entraîné des investissements onéreux. La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole s'est substituée au Syndicat Intercommunal de l'Ouest de Marseille en 2007, puis la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Communauté Urbaine au 1^{er} janvier 2016, avec le transfert de la compétence Eau. La convention n° 7766 du 14 juin 2000 et son avenant du 17 juillet 2007 étant venus à expiration, il convient de renouveler les accords antérieurs.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention d'exploitation d'une canalisation d'eau potable dans la galerie Valtrède entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société Canal de Provence à compter du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2029.

Article 2 :

Cette exploitation est soumise au paiement d'une redevance annuelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Société Canal de Provence d'aménagement de la Région Provençale, pour l'utilisation d'une canalisation d'eau potable dans la galerie Valtrède par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Les dépenses seront constatées au budget annexe de l'eau, sous-politique F 170, nature 658.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 31 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/439/D

Décision d'ester en justice - Désignation du Groupement SCP D'avocats Vedesi/SELARL Sindres pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Bertrand Nuret

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La requête N°1803446-1 déposée par Monsieur Bertrand Nuret devant le Tribunal Administratif de Marseille le 28 avril 2018, sollicitant l'annulation du tableau d'avancement au grade d'attaché territorial principal de l'année 2009, d'enjoindre la Métropole Aix-Marseille-Provence à publier un nouveau tableau d'avancement pour l'année 2009, comprenant Monsieur Nuret et la restitution de sa carrière depuis l'année 2009 ainsi que la condamnation de la Métropole à lui verser la somme de 20 000 euros en réparation du préjudice subi.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le tribunal administratif de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par le Groupement SCP d'Avocats Vedesi / SELARL Sindres, domicilié 28 rue d'Enghien à Lyon 69002.

Article 2 :

Les honoraires dus au Groupement SCP d'Avocats Vedesi / SELARL Sindres pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 31 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/440/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Camille Mialot Avocat pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Société Provençale Immobilière et Commerciale

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1605079-5 déposée le 16 juin 2016 devant le Tribunal Administratif de Marseille sollicitant l'annulation de l'arrêté de cessibilité n°2016-12 du 17 mars 2016, portant sur un ensemble d'immeubles nécessaires à la réalisation de la ZAC des Aiguilles sur le territoire des communes d'Ensuès-La-Redonne, Gignac-La-Nerthe et Châteauneuf-Les-Martigues.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le tribunal administratif de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par la SELARL Camille Mialot Avocat, domiciliée 71 boulevard Saint-Michel 75005 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Camille Mialot Avocat pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 31 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/441/D

Décision d'ester en justice - Désignation de Maître Gilbert Sindres dans les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SAS Agius et Midi Travaux au titre de l'opération Rousselot sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La requête n°1710149 du 21 décembre 2017 déposée devant le Tribunal administratif par la SAS AGILIS et SAS Midi Travaux, aux fins de condamnation in solidum de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du maître d'ouvrage délégué la SEM Faconéo au titre du marché lot 1 VRD, génie civil dans le cadre de l'opération Rousselot lancée en septembre 2011.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par Maître Gilbert Sindres domicilié 40 rue Edouard Delanglade 13006 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Gilbert Sindres pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 31 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/442/D

Décision d'ester en justice - Désignation de Maître Sophie Semeriva pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Alexandre Diacurachi

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête en référé suspension n°1805196-1 et la requête au fond n°1805195-1 déposées devant le Tribunal Administratif de Marseille le 4 juillet 2018, contre l'arrêté DRH 2018-3626-CT1 du 29 mai 2018 prononçant la révocation de Monsieur Alexandre Diacurachi à compter du 1^{er} juillet 2018.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le tribunal administratif de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par Maître Sophie Semeriva, domiciliée 2 Place de la Corderie 13007 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Sophie Semeriva pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 31 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/443/D

Décision d'ester en justice - Désignation de SBKG et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire concernant le syndicat secondaire des copropriétaires des garages du Parc Corot

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Qu'il convient de saisir le Tribunal de Grande Instance de Marseille aux fins de solliciter la mise sous administration judiciaire du Syndicat secondaire des copropriétaires des garages du Parc Corot dans le 13^{ème} arrondissement de Marseille.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le tribunal administratif de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par SBKG et Associés, domicilié 3-5 rue Gilbert Dru 13002 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à SBKG et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 31 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/444/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à l'Association Groupe Scolaire BNEI Elazar

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête en référé n°1805487-11 déposée par l'Association Groupe Scolaire BNEI Elazar devant le Tribunal administratif de Marseille le 11 juillet 2018 demandant d'enjoindre la Métropole Aix-Marseille-Provence à réaliser des travaux de sécurisation des abords de l'école BNEI Elazar située 50-52 Boulevard de la Gaye dans le 9ème arrondissement de Marseille.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par la SCP Charrel et Associés, domiciliée 5 rue Boissairolles 34000 Montpellier.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Août 2018

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 31 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Août 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/445/D

Décision d'ester en justice- Désignation de la SCP Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Minassian Migran

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1803668-5 déposée par Monsieur Minassian Migran à l'encontre de la décision de l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat du 2 mars 2018, confirmant la décision de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 8 septembre 2016 rejetant sa demande de subvention et la décision du 30 novembre 2016 rejetant son recours gracieux à l'encontre de cette décision.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par la SCP Charrel et Associés, domiciliée 5 rue Boissairolles 34000 Montpellier.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 31 juillet 2018

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/446/D

Décision d'ester en justice-Désignation de Maître Alain Xoual pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SCI Mermoz et à Monsieur Fourneron

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le mémoire en fixation d'indemnités déposé par la Monsieur Fourneron devant la juridiction de l'expropriation le 27 avril 2018, suite à mise en demeure d'acquiescer du 23 janvier 2017, adressée à la Métropole pour un bien cadastré 849 K n°34 situé traverse la seigneurie 13009 Marseille ;
- Le mémoire en fixation d'indemnités déposé par la SCI Mermoz devant la juridiction de l'expropriation le 11 mai 2018, suite à mise en demeure d'acquiescer du 3 février 2017, adressée à la Métropole pour un bien cadastré 849 K n°113 et 115 situé traverse la seigneurie 13009 Marseille.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la juridiction de l'expropriation de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par Maître Alain Xoual, domicilié 49 rue de la Paix 13001 Marseille

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Alain Xoual pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 31 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/447/D

Décision d'ester en justice - Désignation du Groupement SCP d'Avocats Vedesil / SELARL Sindres pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Ahmed Heddadi

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La requête N°1805410-1 déposée le 10 juillet 2018 par Monsieur Ahmed Heddadi devant le Tribunal administratif de Marseille sollicitant l'annulation de l'arrêté portant sanction disciplinaire du 17 avril 2018.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représenté dans cette affaire le Groupement SCP d'Avocats Vedesi / SELARL Sindres, 28, rue d'Enghien 69002 Lyon.

Article 2 :

Les honoraires dus au Groupement SCP d'Avocats Vedesi / SELARL Sindres pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 31 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/448/D

Décision d'ester en justice- Désignation du Cabinet Seban et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Société Bronzo

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1804472-3 déposée par la Société Bronzo en opposition à titres exécutoires relatifs à des pénalités appliquées dans le cadre du marché T170026MA de collecte des déchets ménagers et assimilés.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par le Cabinet Seban et Associés, domiciliée 282 Bd Saint Germain 75007 Paris

Article 2 :

Les honoraires dus au Cabinet Seban et Associés, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision

Article 2 :

Fait à Marseille, le 31 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/449/D

Décision d'ester en justice. Désignation de la SCP Vedesi pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose aux syndicats SNT CFE-CGC de la Métropole Aix-Marseille-Provence, FSU Territoriale des Bouches-du-Rhône, FAFPT de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La requête déposée devant le Tribunal administratif de Marseille le 7 juin 2018 (N°1804509-1) par les syndicats SNT CFE-CGC de la Métropole Aix-Marseille-Provence, FSU Territoriale des Bouches-du-Rhône, FAFPT de la Métropole Aix-Marseille-Provence demandant l'annulation de la délibération du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative au dispositif Compte-Epargne-Temps.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par la SCP Vedesi, Cabinet d'avocats, 28 rue d' Enghien 69002 Lyon.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Vedesi, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 31 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/450/D

Décision d'ester en justice. Désignation de Maître Gilbert Sindres pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Société SMA Environnement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°18MA03420 présentée par la Société SMA Environnement devant la Cour administrative d'appel de Marseille le 20 juillet 2018, demandant l'annulation du jugement n°1506957 rendu par le Tribunal administratif de Marseille le 23 mai 2018, relatif à la réparation du préjudice subi suite à la cessation de l'exploitation d'un centre de stockage et d'enfouissement de déchets sur le site du Mentaure.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour administrative d'appel de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par Maître Gilbert Sindres, (SELARL Sindres), 40 rue Edouard Delanglade – 13006 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Gilbert Sindres (SELARL Sindres), pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Août 2018

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 31 juillet 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/451/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé à la commune de La Ciotat pour l'acquisition d'un bien situé 2 rue des Frères Blanchard à La Ciotat appartenant à Madame Gisèle Saint-André

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 5217-1 et suivants ainsi que les articles L 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que les articles L 300-1 et L 324-1 modifié par ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 article 5 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° URB 025-2783/17/CM du 19 octobre 2017 approuvant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé sur le territoire de la ville de La Ciotat ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de La Ciotat le 13 juin 2018 enregistrée sous le numéro 13028 18 0256 portant aliénation des lots de copropriété numéros 1 et 2 appartenants à Madame Gisèle Saint-André, dépendant de l'immeuble sis 2 rue des Frères Blanchard à La Ciotat, cadastré AD 0247.

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Août 2018

CONSIDÉRANT

- Que cette acquisition à l'intérieur du centre ancien de La Ciotat permettra de répondre au projet de revitalisation du cœur de la ville par le renforcement de l'accessibilité et de l'attractivité du centre ancien en matière d'habitat, d'activités commerciales, économiques et de vie sociale.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la commune de La Ciotat pour l'acquisition des lots de copropriété n° 1 et 2 dépendants de l'immeuble situé 2 rue des Frères Blanchard à La Ciotat, cadastrés Section AD 0247 appartenant à Madame Gisèle Saint-André.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 03 août 2018

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/452/D

Autorisation à la Société du Canal de Provence et d'aménagement de la Région Provençale d'occuper, à titre précaire et révocable, 13 sites du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence inventoriés dans le tableau joint en annexe 1 et exploités par la Société des Eaux de Marseille Métropole

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention ci-annexée.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence autorise la Société du Canal de Provence et d'aménagement de la Région Provençale d'occuper 13 sites du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence inventoriés dans le tableau joint en annexe 1 et exploités par la Société Eau de Marseille Métropole.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention d'occupation de 13 sites du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence inventoriés dans le tableau joint en annexe 1 et exploités par la Société Eau de Marseille Métropole, entre la Société du Canal de Provence et d'aménagement de la Région Provençale, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société Eau de Marseille Métropole à compter du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2029.

Article 2 :

Cette occupation est soumise au paiement d'une redevance annuelle de la Société Eau de Marseille Métropole à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'occupation de 13 sites.

Article 3 :

Les recettes seront constatées au budget annexe de l'eau, sous-politique F 170, nature 7588.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 août 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/453/D

Décision d'ester en justice. Désignation de Maitre Nicolas Charrel pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Gilbert Laurent

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La requête enregistrée auprès du Tribunal Administratif de Marseille le 29 mai 2018 (dossier TA n° 1804254-2) ;

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n° 1804254-2 et d'être représenté dans cette affaire par Maitre Nicolas Charrel, SCP Charrel et Associés, 5 rue Boussairolles – 34 000 Montpellier dans le cadre du marché n°Z1849.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maitre Nicolas Charrel pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Août 2018

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait à Marseille, le 07 août 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/454/D

Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet Leonardi Catsicalis Peltier Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Mademoiselle Mélanie Quittard et Monsieur Rémy Jacquier

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'assignation en référé expertise devant le Tribunal de Grand Instance d'Aix-en-Provence, délivrée à la Métropole Aix-Marseille-Provence le 3 avril 2018, à la requête de Mademoiselle Mélanie QUITTARD et Monsieur Rémy JACQUIER, tendant à ce que les opérations d'expertises ordonnées par l'ordonnance du 30 janvier 2018 (minute n°18/76, dossier n°17/01633 – 17/1720) soient rendues opposables à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à ce que cette ordonnance soit déclarée commune et exécutoire ;

DECIDE

Article 1 :

D'assurer la défense des intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence suite à l'assignation en référé expertise délivrée à la requête de Mademoiselle Mélanie Quittard et Monsieur Rémy Jacquier, et d'être représenté dans cette affaire par le Cabinet Léonardi Catsicalis Peltier Avocats, 15, Avenue Victor Hugo – 13100 Aix-en-Provence.

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Août 2018

Article 2 :

La prise en charge des honoraires dus au Cabinet Léonardi Catsicalis Peltier Avocats, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 août 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/455/D

Clôture de la régie d'avance du service évènementiel du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence autorisant le Président à créer des régies comptables ;
- La décision n° 17/056/D du 29 mars 2017 du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence instituant une régie d'avance du service évènementiel du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 31 octobre 2017 ;

CONSIDÉRANT

- Qu'il est nécessaire de clôturer la régie d'avance du service évènementiel du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence au vu de sa dissolution depuis le 1^{er} janvier 2018 ;

DECIDE

Article 1 :

Sont approuvées la clôture de la régie d'avance du service évènementiel du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence et par conséquent l'abrogation de la décision n° 17/056/D du 29 mars 2017 au 31 décembre 2017.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 août 2018

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/456/D

Cloture de la régie d'avance du service culturel d'Istres, Cornillon-Confoux, Port- Saint-Louis-du-Rhône et Grans du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence autorisant le Président à créer des régies comptables ;
- La décision n° 17/057/D du 24 mars 2017 du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence instituant une régie d'avance du service culturel d'Istres, Cornillon-Confoux, Port-Saint-Louis-du-Rhône et Grans du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 31 octobre 2017 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Août 2018

CONSIDÉRANT

- Qu'il est nécessaire de clôturer la régie d'avance du service culturel d'Istres, Cornillon-Confoux, Port-Saint-Louis-du-Rhône et Grans du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence à compter du 1^{er} juillet 2018.

DECIDE

Article 1 :

Sont approuvées la clôture de la régie d'avance du service culturel d'Istres, Cornillon-Confoux, Port-Saint-Louis-du-Rhône et Grans du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence et par conséquent l'abrogation de la décision n° 17/057/D du 24 mars 2017 au 30 juin 2018.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 10 août 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/457/D

Cloture de la régie d'avance mission promotion et communication du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence autorisant le Président à créer des régies comptables ;
- La décision n° 368/13 du 26 avril 2013 du SAN Ouest Provence instituant une régie d'avance mission promotion et communication ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 2 mai 2018 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Août 2018

CONSIDÉRANT

- Qu'il est nécessaire de clôturer la régie d'avance du service mission promotion et communication du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence à compter du 1^{er} juin 2018 ;

DECIDE

Article 1 :

Sont approuvées la clôture de la régie d'avance du service mission promotion et communication du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence et par conséquent l'abrogation de la décision n° 368/13 du 26 avril 2013 au 31 mai 2018.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 10 août 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/458/D

**Approbation d'une convention avec l'organisme de formation Ponts formation
Conseil relative à l'action de formation « conception générale des ponts »**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 8 et 25 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence pour répondre au besoin de formation d'un agent de la Métropole exerçant ses fonctions au sein de la Direction des Infrastructures de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une convention de formation professionnelle avec la société Ponts Formation Conseil relative à l'action de formation intitulée «conception générale des ponts » est nécessaire ;

- Que l'objectif de cette action est de connaître les différents types d'ouvrages, leur conception ainsi que leur esthétique ;
- Qu'au regard du catalogue 2018 proposé par les organismes de formation, seul ce dernier est susceptible de répondre aux besoins recensés pour des raisons techniques eu égard à l'accompagnement nécessaire ;

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Ponts Formation Conseil relative à l'action de formation intitulée «conception générale des ponts ».

Article 2 :

Est approuvée la participation d'un agent de la Direction des Infrastructures à cette formation, d'une durée de trois jours, du 18 septembre au 20 septembre 2018, et se déroulant à Paris.

Article 3 :

Les crédits nécessaires d'un montant de 2018,88 € TTC sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 011, nature 6184.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 août 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/459/D

Approbation d'une convention avec l'organisme de formation Wall Street Institute relative à l'action de formation « TOEIC et Pack de préparation TOEIC »

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 8 et 25 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence pour répondre au besoin de formation d'un agent de la Métropole exerçant ses fonctions au sein du Cabinet du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une convention de formation professionnelle avec la société Wall Street Institute relative à l'action de formation intitulée «TOEIC et Pack de préparation TOEIC » est nécessaire ;
- Que l'objectif de cette action est de permettre à l'agent d'optimiser le nombre de points au TOEIC afin de bénéficier d'une formation en anglais pour acquérir autonomie et aisance lors de discussions plus directes ;

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Août 2018

- Qu'au regard du catalogue 2018 proposé par les organismes de formation, seul ce dernier est susceptible de répondre aux besoins recensés pour des raisons techniques eu égard à l'accompagnement nécessaire ;

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Wall Street Institute relative à l'action de formation intitulée «TOEIC et Pack de préparation TOEIC ».

Article 2 :

Est approuvée la participation d'un agent du Cabinet du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette formation, d'une durée de 120 heures du 6 juillet 2018 au 31 juillet 2019 et se déroulant à Marseille.

Article 3 :

Les crédits nécessaires d'un montant de 3180.00 € TTC sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 011, nature 6184.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 août 2018

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Ancien Ministre
Vice-Président honoraire du Sénat
Maire de Marseille

Décision n° 18/460/D

Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet PARME pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose au Préfet des Bouches-du-Rhône concernant le déferé déposé le 26 juillet 2018 N°1804870-2.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le déferé préfectoral déposé le 26 juillet 2018 devant le Tribunal Administratif de Marseille, enregistré au greffe sous le numéro 1804870-2 à l'encontre de la délibération du 15 décembre 2017 du Conseil Municipal de la Commune de Martigues approuvant la révision de son P.L.U.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par le Cabinet Parme domicilié 12 Boulevard de Courcelles 75017 PARIS dans le cadre du marché n°Z18149.

Article 2 :

Les honoraires dus au Cabinet PARME pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – État Spécial du Territoire du Pays de Martigues – S/Pol A330 Nature 6227 fonction 020.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 août 2018

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/461/D

Approbation d'une convention avec l'organisme de formation Institut National de Formation à la Sécurité relative à l'action de formation : CQP - Agent de Prévention et de Sécurité.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 8 et 25 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que pour répondre au besoin de formation d'un agent de la Métropole exerçant ses fonctions au sein du secteur 9/10 collecte nuit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une convention de formation professionnelle avec l'Institut National de Formation à la Sécurité relative à l'action de formation intitulée « CQP-APS, SST-CQP » est nécessaire ;

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Août 2018

- Que l'objectif de cette action est de permettre à l'agent d'obtenir la qualification réglementaire relative à l'Aptitude Professionnelle obligatoire afin de s'insérer dans les métiers de la sécurité ;
- Qu'au regard du catalogue 2018 proposé par les organismes de formation, seul ce dernier est susceptible de répondre aux besoins recensés pour des raisons techniques eu égard à l'accompagnement nécessaire ;

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Institut National de Formation à la Sécurité relative à l'action de formation intitulée « CQP – ASP, SST-CQP ».

Article 2 :

Est approuvée la participation d'un agent du secteur 9/10 collecte nuit de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette formation, d'une durée de 175 heures du 6 septembre 2018 au 11 octobre 2018 et se déroulant à Marseille.

Article 3 :

Les crédits nécessaires d'un montant de 950.00 € TTC sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 011, nature 6184.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

.

Fait à Marseille, le 30 août 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/462/D

Approbation d'une convention avec l'organisme de formation Institut National de Formation à la Sécurité relative à l'action de formation : CQP - Agent de Prévention et de Sécurité.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 8 et 25 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que pour répondre au besoin de formation d'un agent de la Métropole exerçant ses fonctions au sein de la Division Exploitation de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une convention de formation professionnelle avec l'Institut National de Formation à la Sécurité relative à l'action de formation intitulée « CQP-Agent de Prévention et de Sécurité » est nécessaire ;

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Août 2018

- Que l'objectif de cette action est de permettre à l'agent d'obtenir la qualification réglementaire relative à l'Aptitude Professionnelle obligatoire afin de s'insérer dans les métiers de la sécurité ;
- Qu'au regard du catalogue 2018 proposé par les organismes de formation, seul ce dernier est susceptible de répondre aux besoins recensés pour des raisons techniques eu égard à l'accompagnement nécessaire ;

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Institut National de Formation à la Sécurité relative à l'action de formation intitulée « CQP – Agent de Prévention et de Sécurité ».

Article 2 :

Est approuvée la participation d'un agent de la Division Exploitation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette formation, d'une durée de 175 heures du 6 septembre 2018 au 11 octobre 2018 et se déroulant à Marseille.

Article 3 :

Les crédits nécessaires d'un montant de 950.00 € TTC sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 011, nature 6184.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 août 2018

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/463/D

Droit de préemption sur un terrain situé La Haute Bédoule à Septème-les-Vallons, cadastré AV 100 -117-119 et 95, appartenant à la SCI MEYGO

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 5217-1 et suivants ainsi que les articles L 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que les articles L 300-1 et L 324-1 modifié par ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 article 5 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 008-1161/07/CC du 17 décembre 2007 du Conseil de communauté Urbaine Marseille Provence Métropole portant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain sur le territoire de la commune de Septèmes-les-Vallons ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Septèmes-les-Vallons le 22 mai 2018, pour le bien situé la Haute Bédoule à Septèmes-les-Vallons 13240, cadastré AB 100 – 117 – 119 et 95 pour une superficie totale de 5 982 m².

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Août 2018

CONSIDÉRANT

- Que l'étude sur le foncier économique menée en 2015 par CMN Partner pour la Métropole Aix-Marseille-Provence fait ressortir un déficit de 1450 ha pour répondre à la pluralité des besoins de l'économie productive ;
- Que dans le cadre de la mise en œuvre de son Agenda du Développement Economique, la Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé la construction de son schéma de l'offre foncière et immobilière pour les entreprises, schéma ayant pour objectif de programmer les opérations susceptibles de fournir aux entreprises une offre foncière adaptée à leurs besoins ;
- Que ce schéma de production a pour objectif la définition de la programmation de sites à développer à moyen terme (5 à 10 ans), avec des critères de priorisation détaillés ;
- Que ce schéma est parvenu en phase finale d'élaboration avec un comité technique de validation intervenu le 13 Juillet 2018 ;
- Que la requalification du site de la Haute Bédoule pour une superficie de 0,7 ha a bien été recensée comme prioritaire dans ce schéma pour répondre au besoin de foncier pour les TPE-PME avec des micro-lots sur le secteur de Marseille-Nord ;
- Que l'opération de requalification de la zone d'activités de la Haute Bédoule constitue donc un potentiel de développement économique intéressant pour la Métropole et un enjeu de revitalisation pour la zone d'activités de la commune de Septèmes-les-Vallons.

DECIDE

Article 1 :

Est décidé d'exercer au nom et pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence le droit de préemption qui lui est ouvert, et ainsi d'acquérir le bien situé dans le périmètre soumis au droit de préemption urbain sur le territoire de la commune de Septèmes-les-Vallons ci-dessous désigné, moyennant une indemnité de 329 000 euros.

PARCELLES	AB 100 – AB 117 – AB 119 – AB 95
CONTENANCE	5 982 M2
SITUATION	Haute Bédoule – 13240 Septèmes-les-Vallons
PROPRIETAIRE	SCI MEYGO
MISE EN VENTE	629 000 euros dont 9 120 euros commission à la charge du vendeur
PRIX DE L'IMMEUBLE	619 880 €
PRIX FRANCE DOMAINE	329 000 €

Ce bien est acquis libre de toute occupation ou location comme indiqué dans la déclaration d'intention d'aliéner.

Article 2 :

La décision d'acquérir le bien ci-dessus désigné est notifiée par la Métropole Aix-Marseille-Provence au propriétaire domicilié chez Maître Laurent CIAVATTI – 52 rue Saint Ferréol – 13484 Marseille cedex 20.

Article 3 :

- A compter de la réception de l'offre d'acquérir faite en application des articles R.213-8 (c) ou R. 213-9 (b), le propriétaire dispose d'un délai de deux mois pour notifier au titulaire du droit de préemption :
- a) Soit qu'il accepte le prix ou les nouvelles modalités proposées en application des articles R. 213-8 (c) ou R. 213-9 (b) ;
- b) Soit qu'il maintient le prix ou l'estimation figurant dans sa déclaration et accepte que le prix soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation ;
- c) Soit qu'il renonce à l'aliénation.

Le silence du propriétaire dans le délai de deux mois mentionné au présent article équivaut à une renonciation d'aliéner.

Article 4 :

Le prix de l'acquisition, les frais d'actes seront payés sur les crédits de la Métropole Aix-Marseille-Provence, soit opération 2015/00104 – sous politique C 130 – chapitre 21 – fonction 588.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 août 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Août 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/465/D

Zone d'Aménagement Concerté de la cité de la Méditerranée - avenant 3 à la convention de participation avec la SAS SUEDE - 29 boulevard de Dunkerque 13002 Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.311-4 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole au Président ;
- L'arrêté préfectoral du 30 décembre 2005 portant création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Cité de la Méditerranée ;
- Les délibérations du 5 octobre 2006 et du 14 décembre 2007 du conseil d'administration de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) approuvant le dossier de réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté de la Cité de la Méditerranée.

CONSIDÉRANT

- Que La ZAC Cité de la Méditerranée s'inscrit dans les opérations menées par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) dans le cadre de l'Opération d'Intérêt National ;
- Que L'EPAEM est chargé, en tant qu'aménageur de la ZAC, de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone ;

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Août 2018

- Que le Préfet a décidé, par arrêté de création du 30 décembre 2005, d'exclure du champ d'application de la taxe locale d'équipement (TLE) les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC ;
- Que la SAS SUEDE, propriétaire d'un ensemble immobilier situé à Marseille (2^e arrondissement) 2 quai d'Arenc, a déposé le 15 juin 2018 une demande de permis de construire modificatif n° PC 013055 07 L1447 M07 pour la création d'une surface de plancher de 13 212 m² pour le bâtiment C;
- Que le terrain est situé dans le périmètre de la ZAC de la Cité de la Méditerranée et est compris dans la zone Uzciad du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille ;
- Que le terrain situé à Marseille (2^e arrondissement) 2 quai d'Arenc, cadastré 814 D 155 d'une superficie de 10116 m² n'a pas fait l'objet d'une cession, location ou concession d'usage consentie par l'aménageur de la zone ;
- Que la convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire et qu'elle doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SAS SUEDE ;
- Que les équipements publics correspondants à la participation sont financés et réalisés par l'EPAEM.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant 3 de la convention de participation constructeur au coût des équipements publics de la ZAC qui porte à un montant de 2 805 568,20 euros HT la participation financière relative au bâtiment C.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant ;

Article 3 :

La participation constructeur sera versée directement à l'EPAEM pour être inscrite en recettes au bilan de la ZAC Cité de la Méditerranée ;

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 août 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Août 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/466/D

Délégation du droit de préemption urbain à l'Etablissement Public Foncier pour l'acquisition du bien cadastré AB 182, 188 et 210 à Aubagne

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que les articles L 300-1 et L 324-1 modifié par ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 article 5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie d'Aubagne le 2 juillet 2018 enregistrée sous le numéro DA 246-18 portant aliénation d'un bien appartenant à Monsieur Alain Rigaud, 2 rue du Docteur Barthélémy à Aubagne cadastré section AB n° 182, 188 et 210 .

CONSIDÉRANT

- Que cette acquisition s'inscrit dans le cadre de la convention d'intervention foncière sur le centre-ville d'Aubagne et permettra de répondre aux objectifs de revitalisation du cœur de ville par le renforcement de l'attractivité du centre ancien en matière d'habitat, d'activités commerciales, économiques et de vie sociale.

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Août 2018

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à l'Etablissement Public Foncier Provence- Alpes- Côte-d'Azur pour l'acquisition d'une parcelle d'une superficie bâtie totale de 690.15 m² comprenant des locaux commerciaux ainsi que des appartements, 2 rue du Docteur Barthélémy à Aubagne cadastré section AB n° 182, 188 et 210 appartenant à Monsieur Alain Rigaud.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 août 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/467/D

Décision d'ester en justice. Désignation de Maître Patrice Ibanez pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire N°1805395 qui l'oppose à Monsieur Georges Arnoux

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 1805395 présentée par Monsieur Georges Arnoux devant le Tribunal administratif de Marseille tendant, d'une part, à l'annulation de la décision du 17 décembre 2017 par laquelle la commune de Trets a approuvé son plan local d'urbanisme, d'autre part, à l'annulation du classement de la parcelle du requérant en zone agricole, enfin, à ce que soit prononcé le classement de celle-ci en zone constructible.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par Maître Patrice Ibanez – 46 cours Mirabeau – 13100 Aix-en-Provence.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Patrice Ibanez pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 août 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/468/D

Décision d'ester en justice. Désignation de la Selas Adamas Affaires Publiques pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les affaires N°1806549-1 et N°1806550-1 qui l'opposent à Monsieur Charles Valentin

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête en annulation N°1806549-1 et la requête en référé suspension N° 1806550-1 déposées devant le Tribunal Administratif de Marseille le 13 août 2018, contre la décision en date du 24 juillet 2018 informant Monsieur Charles Valentin de sa nouvelle affectation pour occuper un emploi d'agent technique polyvalent, à compter du 1er septembre 2018.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représenté dans les affaires N°1806549-1 et N° 1806550-1 par la Selas Adamas Affaires Publiques, cabinet d'avocats domicilié 55 boulevard des Brotteaux 69455 Lyon Cedex 06.

Article 2 :

La prise en charge des honoraires dus à la Selas Adamas Affaires Publiques pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ces dossiers.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 août 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre
Vice-Président honoraire du Sénat
Maire de Marseille

Décision n° 18/469/D

Mission Elu : Monsieur Alexandre Gallèse - Réunion sur pactes ZFE (Zones Faibles Emissions) - 31 août 2018 - Paris

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux frais de remboursement des membres du Bureau.

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Alexandre Gallèse est membre du Bureau, délégué à la Stratégie environnement, Plan climat et Prévention des Risques.

DECIDE

Article 1 :

Monsieur Alexandre Gallèse se rendra le 31 août 2018 à Paris pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence à une réunion organisée par France Urbaine concernant le projet de signatures des pactes ZFE (Zones Faibles Emissions), avec le ministère de l'Environnement et des Transports.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 août 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Août 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/471/D

Approbation d'une convention d'occupation avec la commune de Martigues pour des locaux à usage de bureaux à : Le Bateau Blanc Bâtiment D, sis Chemin de Paradis à Martigues

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a exprimé un besoin en locaux à usage de bureaux pour le fonctionnement de ses services sur le Conseil de Territoire du Pays de Martigues, eu égard à la démutualisation des services avec la Commune de Martigues ;
- Que dans l'attente de la réalisation des travaux des locaux situés au bâtiment B chemin de paradis 13500 Martigues, une solution provisoire doit être envisagée ;
- Que la Commune de Martigues propriétaire de bureaux situés immeuble le Bateau Blanc-chemin de paradis 13500 Martigues au 2^{ème} étage du bâtiment D, consent une mise à disposition gracieuse des locaux de la parcelle cadastrée section AO n°283 ;
- Qu'il est proposé de conclure une convention d'occupation desdits locaux avec la Commune de Martigues à titre gracieux hors charges.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention d'occupation avec la commune de Martigues pour des locaux à usage de bureaux dans l'ensemble immobilier dénommé le bateau blanc, sis, chemin de paradis, d'une superficie de 172m².

Article 2 :

La présente convention sera conclue à compter du 1^{er} mai 2018 jusqu'au 31 décembre 2018.

Article 3 :

La convention d'occupation est conclue à titre gratuit.

Les charges s'élèvent à 150 euros par mois.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 5:

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 31 août 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/472/D

Approbation d'un Bail professionnel avec la Société d'Economie Mixte Immobilière de la Ville de Martigues concernant des locaux à usage de bureaux, Le Bateau Blanc - Batiment B, sis Chemin de Paradis - Martigues

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a exprimé un besoin en locaux à usage de bureaux pour le fonctionnement de ses services sur le Conseil de Territoire du Pays de Martigues, eu égard à la démutualisation des services avec la Commune de Martigues.
- Que la Société d'Economie Mixte Immobilière de la Ville de Martigues est propriétaire de bureaux situés immeuble le Bateau Blanc-Chemin de Paradis 13500 Martigues d'une superficie de 450 m² au 3^{ème} étage du bâtiment B.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité prendre à bail lesdits locaux et s'est, à cette fin, rapprochée de la Société d'Economie Mixte Immobilière de la Ville de Martigues.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé le bail professionnel avec la Société d'Economie Mixte Immobilière de la Ville de Martigues, pour la location des locaux à usage de bureaux dans l'ensemble immobilier dénommé le bateau blanc sis, Chemin de Paradis, d'une superficie de 450 m².

Article 2 :

Le présent bail est conclu pour une durée de 12 ans.

Article 3 :

Le bail est conclu moyennant un loyer annuel de 88 900 euros HT révisé tous les ans selon l'indice des loyers d'activités tertiaires (ILAT).

La provision annuelle au titre des charges est fixée pour la première année à 10 500 euros auquel il convient d'ajouter les frais liés à la gestion et à la maintenance des installations de climatisation.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 5:

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 31 août 2018

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/473/D

Approbation d'une convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable de l'immeuble, sis 3 rue Gabriel Péri à Miramas au bénéfice de l'association le Secours Catholique.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la propriété des personnes publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence .

CONSIDÉRANT

- Que par acte notarié des 27 avril et 2 mai 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est portée acquéreur de l'immeuble sis 3 rue Gabriel Péri à Miramas, sur la parcelle cadastrée section BT n° 226, dans le cadre de la réalisation du projet « coeur de ville » de Miramas ;
- Que de par son statut de réserve foncière, cet immeuble est susceptible d'un changement de destination en vue de la réalisation de futures opérations d'aménagement ;
- Que l'article L 221-2 du Code de l'Urbanisme, dispose que les immeubles acquis pour la constitution de réserves foncières ne peuvent faire l'objet que de concessions temporaires, qui ne confèrent au preneur aucun droit à se maintenir dans les lieux lorsque l'immeuble est repris en vue de son utilisation définitive ;

- Que dans ce cadre, le Secours Catholique a sollicité la Métropole pour occuper temporairement l'immeuble précité ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a répondu favorablement à la demande du Secours Catholique approuvant une convention d'occupation à titre précaire et révocable à son profit.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable de l'immeuble, sis 3 rue Gabriel Péri à Miramas, sur la parcelle cadastrée section BT n° 226, au bénéfice du Secours Catholique.

Article 2 :

La présente convention est conclue dans le cadre du régime de l'occupation temporaire du domaine privé de la Métropole Aix-Marseille-Provence. En conséquence, le bénéficiaire ne pourra en aucun cas se prévaloir des dispositions relatives à toute réglementation susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux ou tout autre droit sur le bien.

Article 3 :

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de sa date de signature et pourra être renouvelée pour la même durée, sur demande expresse du bénéficiaire, dans la limite de trois années au delà de la durée initiale.

Article 4 :

La redevance d'occupation annuelle est fixée à 1000 euros TTC.

Article 5 :

La recette correspondante sera imputée au budget de la Métropole, chapitre 75, nature 7588.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 31 août 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Août 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/475/D

Mise à disposition du Quai de déchargement à Cassis au profit du Syndicat de défense et de gestion de l'Appellation Cassis

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREAMBULE

Le syndicat de défense et de gestion de l'Appellation Cassis a pour objet la défense des intérêts viticoles et la promotion des vins d'appellation Cassis ;

Dans le cadre de son activité il a besoin d'un quai pour que les producteurs viennent décharger le marc de vin dans leur benne ;

En conséquence, le syndicat a sollicité la Métropole-Aix-Marseille-Provence pour la mise à disposition du quai de déchargement situé dans l'enceinte de l'antenne de Cassis.

Les conditions de la mise à disposition sont les suivantes :

- parcelle cadastrée section AM numéro 9 sise Le Vallon des Anglais à Cassis (13260)
- Mise à disposition à titre gratuit
- Durée : Du 27 août 2018 au 28 septembre 2018.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence met à disposition le quai de déchargement susnommé au syndicat de défense et de gestion de l'Appellation Cassis ;
- Qu'à cette fin une convention de mise à disposition à titre gratuit doit être conclue.

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Août 2018

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention à titre gratuit pour la mise à disposition d'un quai de déchargement situé dans l'enceinte de l'antenne de Cassis, du 27 août 2018 au 28 septembre 2018, au profit du Syndicat de défense et de gestion de l'appellation Cassis aux conditions ci-avant exposées.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 31 août 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/478/D

Approbation d'une convention d'occupation précaire - Tournage sur le site 500 avenue du pic de bertagne à Gémenos à 13420 Gémenos

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire du bien sis 500 avenue du Pic de Bertagne ZA de la Plaine de Jouques à 13420 Gémenos.

-Dans le cadre du tournage de la série « Soupçons », Elephant Story a sollicité la Métropole pour l'occupation pendant 14 jours des anciens locaux administratifs et d'une partie du parking.

Les conditions d'occupation sont les suivantes :

Durée : 14 jours du 24 septembre 2018 au 11 octobre 2018, dont 8 jours de tournage.

Redevance : 224 euros TTC par jour d'occupation soit pour les 14 jours 3136 euros TTC.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre du tournage de la série « Soupçons » par Elephant Story, il y a lieu de signer une convention d'occupation précaire ;
- Que la Métropole Aix-Marseille Provence autorise cette occupation pour une durée de 14 jours, du 24 septembre 2018 au 11 octobre 2018.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention d'occupation précaire avec Elephant Story du 24 septembre 2018 au 11 octobre 2018, dont 8 jours de tournage de 8h à 18h pour l'occupation des locaux sis 500 avenue du Pic de Bertagne ZA de la Plaine de Jouques à Gémenos.

Article 2 :

Cette convention est conclue moyennant une redevance de 224 euros TTC par jour soit 3136 euros TTC, payable à réception du titre de recettes émis par la Métropole.

Article 3 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence autorise la Société Coopérative Ouvrière Provencale de Thés et Infusion à donner son accord pour l'occupation précaire de Elephant Story aux conditions ci-avant énoncées.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 31 août 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

18 / 479 / D

DECISION D'ANNULATION
D'UNE DECISION DE FINANCEMENT

Numéro d'opération :
2017130550208

N° SIREN du maître d'ouvrage
966802381

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

Logeo Méditerranée

72 av de toulon
BP 89

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500078
Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration
Commune (Insee)
13074 Peyrolles-en-Provence

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice
2018

A - DECISION FAVORABLE	B - OPERATION INITIALE
<p>Date de la décision favorable 21/12/2017</p> <p>N° de la décision favorable 20171305500260</p> <p>Exercice 2017</p>	<p>PEYROLLES</p> <p>6 logements en acquisition-amélioration</p> <p>6 Avenue Charles de Gaulle</p> <p>13860 Peyrolles-en-Provence</p>

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu les décisions référencées ci-dessus,

Vu le code de la construction, et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 R.381-1 à R.381-6 ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu la convention de délégation de compétences en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

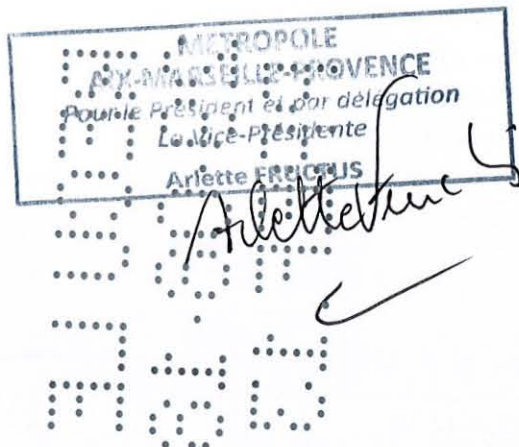
Vu le refus du permis de construire par l'architecte des Bâtiments de France

DECIDE :

- ARTICLE 1.** Est annulée la décision favorable ci-dessus accordée au bénéficiaire : Logeo Méditerranée (n°SIREN : 966802381).
pour un prêt d'un montant maximum de : 579 508,00 €
pour une subvention d'un montant maximum de : 60 400,00 €
nécessaire à la construction ou à l'amélioration de : 6 logement(s) locatif(s)
à réaliser à : Peyrolles-en-Provence.
- ARTICLE 2.** La totalité des acomptes déjà payés au bénéficiaire de la subvention devront être reversés par celui-ci au Trésor Public.
- ARTICLE 3.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés , chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 24 AOUT 2018



DECISION D'ANNULATION
D'UNE DECISION DE FINANCEMENT

Numéro d'opération :
2017130550017

N° SIREN du maître d'ouvrage

966802381

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

Logeo Méditerranée

72 av de toulon

BP 89

13006 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500077

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13074 Peyrolles-en-Provence

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2018

A - DECISION FAVORABLE	B - OPERATION INITIALE
<p>Date de la décision favorable 21/12/2017</p> <p>N° de la décision favorable 20171305500259</p> <p>Exercice 2017</p>	<p>PEYROLLES EN PROVENCE - CAVE COOPÉRATIVE</p> <p>176 Avenue Charles de Gaulle</p> <p>13860 13860</p>

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu les décisions référencées ci-dessus,

Vu le code de la construction, et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 R.381-1 à R.381-6 ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu la convention de délégation de compétences en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

Vu le refus du permis de construire par l'architecte des Bâtiments de France

DECIDE :

- ARTICLE 1.** Est annulée la décision favorable ci-dessus accordée au bénéficiaire : Logeo Méditerranée (n°SIREN : 966802381).
pour un prêt d'un montant maximum de : 2 115 481,00 €
pour une subvention d'un montant maximum de : 68 600,00 €
nécessaire à la construction ou à l'amélioration de : 20 logement(s) locatif(s)
à réaliser à : Peyrolles-en-Provence.
- ARTICLE 2.** La totalité des acomptes déjà payés au bénéficiaire de la subvention devront être reversés par celui-ci au Trésor Public.
- ARTICLE 3.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés , chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 24 AOUT 2018



DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550028

N° SIREN du maître d'ouvrage
330881814

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. NOUVEAU LOGIS PROVENCAL

Les Loges du Stade
22, Allée Ray Grassi
CS 90030

13272 Marseille cedex 08

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500090

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13001 Aix-en-Provence

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A



Opération : Domaine Victoria-28Plus-15Plai
2865 route d'Eguilles
13100 Aix-en-Provence

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 43 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 43 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 28 logements PLUS

- 15 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. NOUVEAU LOGIS PROVENCAL (n° SIREN : 330881814).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 147 000,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 28 AOUT 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	147 000,00	5,35%
Subvention EPCI	277 715,00	10,12%
Sous-total Subventions	424 715,00	15,47%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 269 483,00	46,24%
Prêt CDC foncier	861 340,00	31,37%
Sous-total Prêts	2 130 823,00	77,61%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	190 000,00	6,92%
Sous-total Fonds Propres	190 000,00	6,92%
Total du Financement (I + II + III)	2 745 538,00	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	185 631,00	3,70%
Sous-total Subventions	185 631,00	3,70%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 419 305,00	28,32%
Prêt CDC foncier	1 656 786,00	33,06%
Sous-total Prêts	3 076 091,00	61,39%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 749 087,00	34,91%
Sous-total Fonds Propres	1 749 087,00	34,91%
Total du Financement (I + II + III)	5 010 809,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	147 000,00	1,90%
Subvention EPCI	463 346,00	5,97%
Sous-total Subventions	610 346,00	7,87%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 688 788,00	34,67%
Prêt CDC foncier	2 518 126,00	32,47%
Sous-total Prêts	5 206 914,00	67,13%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 939 087,00	25,00%
Sous-total Fonds Propres	1 939 087,00	25,00%
Total du Financement (I + II + III)	7 756 347,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	7 756 347,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 5 236 125,97 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	28	1 978,70 m ²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	28	1 978,70 m ²
Assiette *	:	3 447 426,24 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	15	1 026,65 m ²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	15	1 026,65 m ²
Assiette *	:	1 788 699,73 €
Taux de subvention	:	8,22 %
SUBVENTION	:	147 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 43	Surface utile :	3 005,35 m ²
Assiette : 5 236 125,97 €	SUBVENTION :	147 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,81 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 147 000,00 €

II - Caracteristiques financieres (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	2 401 588,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	4 496 365,67 €
Prestations intellectuelles et frais	139 796,00 €
Prix de revient H.T.	7 037 749,67 €
Montant de la TVA	718 597,33 €
Prix de revient TTC	7 756 347,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	2 580,85 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

18 / 483 / D _

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2018130550072

N° SIREN du maître d'ouvrage

330881814

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. NOUVEAU LOGIS PROVENCAL

Les Loges du Stade

22, Allée Ray Grassi

CS 90030

13272 Marseille cedex 08

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500091

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13001 Aix-en-Provence

Exercice

2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

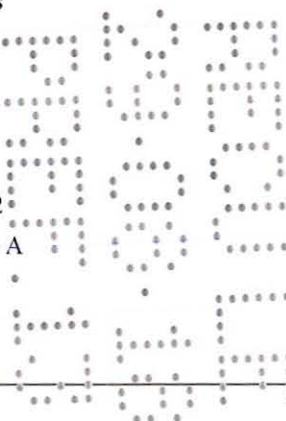
Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : Domaine victoria-8 Pls
2865 route d'Eguilles
13100 Aix-en-Provence



Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 8 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 8 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 8 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. NOUVEAU LOGIS PROVENCAL (n° SIREN : 330881814).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

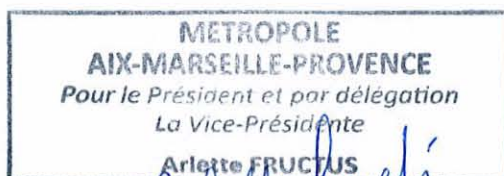
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 28 AOUT 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	27 555,00	2,71%	
Sous-total Subventions	27 555,00	2,71%	
II - Partie Prêts			
Prêt CDC logement	405 335,00	39,91%	2,16%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	328 772,00	32,37%	2,16%
Sous-total Prêts	734 107,00	72,29%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	253 887,00	25,00%	
Sous-total Fonds Propres	253 887,00	25,00%	
Total du Financement (I + II + III)	1 015 549,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	1 015 549,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	8	403,24 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLS »	8	403,24 m²
--	---	-----------

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 8

Assiette : 0,00 €

Surface utile :	403,24 m²
SUBVENTION :	0,00 €
Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

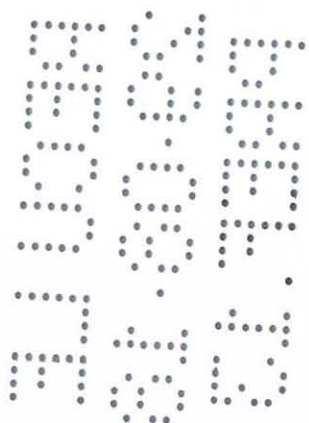
SUBVENTION :	0,00 €
---------------------	---------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	314 526,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	588 870,33 €
Prestations intellectuelles et frais	18 309,00 €
Prix de revient H.T.	921 705,33 €
Montant de la TVA	93 843,67 €
Prix de revient TTC	1 015 549,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 518,47 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



18 / 484 / D3

DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2010130550027_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
060804770

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
S.A. LOGIREM

111 bd national
BP 204

13003 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500065

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13202 Marseille - 2e arrondissement

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PLUS - PLAI - 10 rue Pontèves
10 rue Pontèves
13002 Marseille 2e

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention d'équipement versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	02/11/2010	20101305500061
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
S.A. LOGIREM		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 060804770		
Adresse :		
	111 bd national	
	BP 204	
Ville :	13003 Marseille	
Exercice :	2010	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 8)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	619 083,96 €	645 085,88 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 56 500,00 €	(B) 56 500,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 16 950,00 €
Solde à verser		(B-C) 39 550,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 28 AOUT 2010



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	36 000,00	9,87%
Surcharge foncière	10 629,24	2,91%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	9 000,00	2,47%
Ville de Marseille	24 000,00	6,58%
Conseil Régional	18 164,47	4,98%
Sous-total Subventions	97 793,71	26,81%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	185 526,00	50,86%
Prêt CDC foncier	31 438,00	8,62%
Sous-total Prêts	216 964,00	59,48%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	49 998,44	13,71%
Sous-total Fonds Propres	49 998,44	13,71%
Total du Financement (I + II + III)	364 756,15	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	20 500,00	3,33%
Surcharge foncière	17 970,76	2,92%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	15 000,00	2,44%
Ville de Marseille	40 000,00	6,49%
Conseil Régional	30 710,53	4,99%
Sous-total Subventions	124 181,29	20,16%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	348 183,00	56,53%
Prêt CDC foncier	59 001,00	9,58%
Sous-total Prêts	407 184,00	66,11%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	84 531,95	13,73%
Sous-total Fonds Propres	84 531,95	13,73%
Total du Financement (I + II + III)	615 897,24	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	24 000,00	2,45%
Conseil Régional	48 875,00	4,98%
Ville de Marseille	64 000,00	6,53%
Subvention Etat	56 500,00	5,76%
Surcharge foncière	28 600,00	2,92%
Sous-total Subventions	221 975,00	22,64%

II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	533 709,00	54,42%
Prêt CDC foncier	90 439,00	9,22%
Sous-total Prêts	624 148,00	63,65%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	134 530,39	13,72%
Sous-total Fonds Propres	134 530,39	13,72%
Total du Financement (I + II + III)	980 653,39	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	980 653,39	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 645 085,88 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	5	255,92 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	5	255,92 m²
Assiette *	:	405 338,65 €
Taux de subvention	:	5,06 %
SUBVENTION	:	20 500,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	3	151,37 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	3	151,37 m²
Assiette *	:	239 747,23 €
Taux de subvention	:	15,02 %
SUBVENTION	:	36 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 8	Surface utile :	407,29 m²
Assiette : 645 085,88 €	SUBVENTION :	56 500,00 €
	Taux moyen de subvention :	8,76 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

Surface utile totale	:	407,29 m²
Assiette de subvention	:	512 269,89 €
Taux de subvention	:	5,58 %
Montant de subvention	:	28 600,00 €

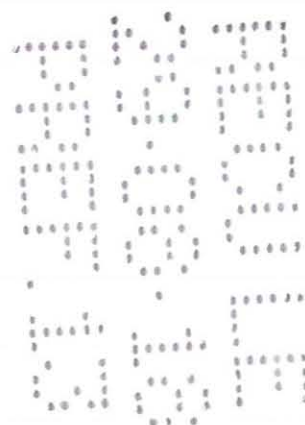
TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION	:	85 100,00 €
------------	---	-------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	435 897,06 €
Coût du bâtiment ou des travaux	386 864,22 €
Prestations intellectuelles et frais	124 251,71 €
Prix de Revient H.T.	947 012,99 €
Montant de la TVA	33 640,40 €
Prix de revient TTC	980 653,39 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	2 407,75 €

Type d'opération : Hors opération spécifique



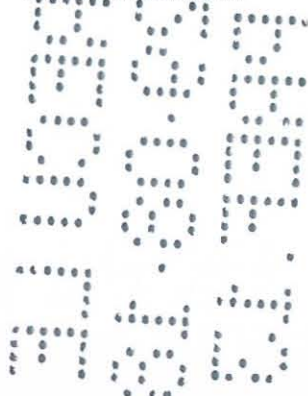
C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	28 600,00	5,58%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	24 000,00	4,69%
Ville de Marseille	64 000,00	12,49%
Conseil Régional	48 875,00	9,54%
Sous-total Subventions	165 475,00	32,30%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	90 439,00	17,65%
Prêt CDC logement	121 825,50	23,78%
Sous-total Prêts	212 264,50	41,44%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	134 530,39	26,26%
Sous-total Fonds Propres	134 530,39	26,26%
Total du Financement (I + II + III)	512 269,89	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	512 269,89	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	468 383,50 €
Surface utile totale	407,29 m²
Dont SU Collectif	407,29
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	435 897,06 €
Assiette de subvention (dépassement)	512 269,89 €
Taux de la subvention	5,58 %



DECISION DE CLOTURE
POUR SURCHARGE FONCIERE

Numéro d'opération :
2010130550027_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
060804770

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. LOGIREM

111 bd national
BP 204

13003 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500064

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13202 Marseille - 2e arrondissement

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PLUS - PLAI - 10 rue Pontèves
10 rue Pontèves
13002 Marseille 2e

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention d'équipement versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	02/11/2010	20101305500062
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
S.A. LOGIREM		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 060804770		
Adresse :		
	111 bd national	
	BP 204	
Ville :	13003 Marseille	
Exercice :	2010	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 8)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	417 739,50 €	512 269,89 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	28 600,00	28 600,00
Montant des acomptes versés		(C) 18 418,40 €
Solde à verser		(B-C) 10 181,60 €

Fait à MARSEILLE

le : 28 AOUT 2018



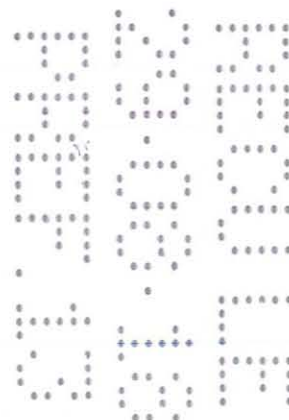
C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : **Surcharge foncière**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	28 600,00	5,58%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	24 000,00	4,69%
Ville de Marseille	64 000,00	12,49%
Conseil Régional	48 875,00	9,54%
Sous-total Subventions	165 475,00	32,30%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	90 439,00	17,65%
Prêt CDC logement	121 825,50	23,78%
Sous-total Prêts	212 264,50	41,44%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	134 530,39	26,26%
Sous-total Fonds Propres	134 530,39	26,26%
Total du Financement (I + II + III)	512 269,89	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	512 269,89	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	468 383,50 €
Surface utile totale	407,29 m²
Dont SU Collectif	407,29
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	435 897,06 €
TVA de la charge foncière	0,00 €
Charge foncière TTC	435 897,06 €
Assiette de subvention (dépassement)	512 269,89 €
Taux de la subvention	5,58 %



DECISION DE FINANCEMENT

CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :

2010130550028_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

060804770

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. LOGIREM

111 bd national

BP 204

13003 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500063

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13202 Marseille - 2e arrondissement

Exercice

2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PLUS - PLAI - 12 rue Pontèves
12 rue Pontèves
13002 Marseille 2e

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention d'équipement versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

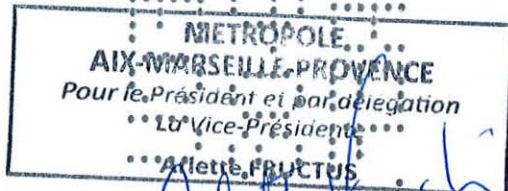
Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	02/11/2010	20101305500063
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
S.A. LOGIREM		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 060804770		
Adresse :		
	111 bd national	
	BP 204	
Ville :	13003 Marseille	
Exercice :	2010	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 13)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	1 125 639,55 €	1 130 756,67 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 69 100,00 €	(B) 69 100,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 20 730,00 €
Solde à verser		(B-C) 48 370,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 28 AOUT 2010



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	24 000,00	9,10%
Surcharge foncière	7 142,31	2,71%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	6 000,00	2,28%
Ville de Marseille	14 000,00	5,31%
Conseil Régional	13 378,00	5,07%
Sous-total Subventions	64 520,31	24,47%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	28 311,00	10,74%
Prêt CDC logement	111 095,00	42,13%
Prêts Autres	13 027,11	4,94%
Sous-total Prêts	152 433,11	57,80%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	46 757,89	17,73%
Sous-total Fonds Propres	46 757,89	17,73%
Total du Financement (I + II + III)	263 711,31	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	45 100,00	3,10%
Surcharge foncière	39 332,69	2,70%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	33 000,00	2,27%
Ville de Marseille	77 000,00	5,29%
Conseil Régional	74 209,00	5,10%
Sous-total Subventions	268 641,69	18,46%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	173 593,00	11,93%
Prêt CDC logement	681 187,00	46,82%
Prêts Autres	72 262,89	4,97%
Sous-total Prêts	927 042,89	63,71%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	259 371,45	17,83%
Sous-total Fonds Propres	259 371,45	17,83%
Total du Financement (I + II + III)	1 455 056,03	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	39 000,00	2,27%
Conseil Régional	87 587,00	5,10%
Ville de Marseille	91 000,00	5,29%
Subvention Etat	69 100,00	4,02%

Surcharge foncière	46 475,00	2,70%
Sous-total Subventions	333 162,00	19,38%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	792 282,00	46,10%
Prêt CDC foncier	201 904,00	11,75%
Prêts Autres	85 290,00	4,96%
Sous-total Prêts	1 079 476,00	62,81%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	306 129,34	17,81%
Sous-total Fonds Propres	306 129,34	17,81%
Total du Financement (I + II + III)	1 718 767,34	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 718 767,34	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 130 756,67 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	11	622,22 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	11	622,22 m²
Assiette *	:	958 046,02 €
Taux de subvention	:	4,71 %
SUBVENTION	:	45 100,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	2	112,17 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	2	112,17 m²
Assiette *	:	172 710,65 €
Taux de subvention	:	13,90 %
SUBVENTION	:	24 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 13	Surface utile :	734,39 m²
Assiette : 1 130 756,67 €	SUBVENTION :	69 100,00 €
	Taux moyen de subvention :	6,11 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

Surface utile totale	:	734,39 m²
Assiette de subvention	:	874 218,84 €
Taux de subvention	:	5,32 %
Montant de subvention	:	46 475,00 €

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 115 575,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	986 791,95 €
Coût du bâtiment ou des travaux	521 279,23 €
Prestations intellectuelles et frais	167 171,45 €
Prix de Revient H.T.	1 675 242,63 €
Montant de la TVA	43 524,71 €
Prix de revient TTC	1 718 767,34 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	2 340,40 €

Type d'opération : Hors opération spécifique



C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	46 475,00	5,32%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	39 000,00	4,46%
Ville de Marseille	91 000,00	10,41%
Conseil Régional	87 587,00	10,02%
Sous-total Subventions	264 062,00	30,21%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	201 904,00	23,10%
Prêt CDC logement	102 123,50	11,68%
Sous-total Prêts	304 027,50	34,78%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	306 129,34	35,02%
Sous-total Fonds Propres	306 129,34	35,02%
Total du Financement (I + II + III)	874 218,84	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	874 218,84	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	844 548,50 €
Surface utile totale	734,39 m²
Dont SU Collectif	734,39
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	986 791,95 €
Assiette de subvention (dépassement)	874 218,84 €
Taux de la subvention	5,32 %

DECISION DE CLOTURE
POUR SURCHARGE FONCIERE

Numéro d'opération :
2010130550028_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
060804770

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. LOGIREM

111 bd national
BP 204

13003 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500062

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13202 Marseille - 2e arrondissement

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PLUS - PLAI - 12 rue Pontèves
12 rue Pontèves
13002 Marseille 2e

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention d'équipement versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

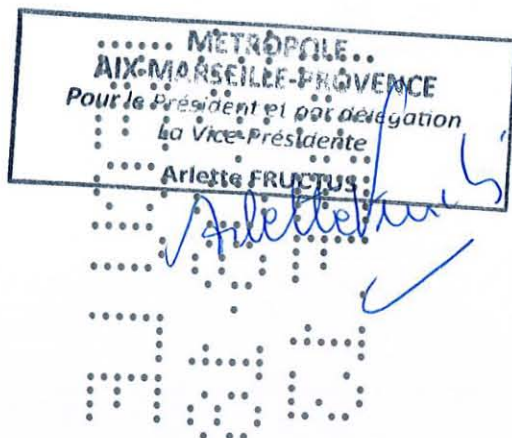
Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	02/11/2010	20101305500064
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
S.A. LOGIREM		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 060804770		
Adresse :		
	111 bd national	
	BP 204	
Ville :	13003 Marseille	
Exercice :	2010	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 13)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	559 475,50 €	874 218,84 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	46 475,00	46 475,00
Montant des acomptes versés		(C) 17 985,82 €
Solde à verser		(B-C) 28 489,18 €

Fait à MARSEILLE

le : 28 AOUT 2018



C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	46 475,00	5,32%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	39 000,00	4,46%
Ville de Marseille	91 000,00	10,41%
Conseil Régional	87 587,00	10,02%
Sous-total Subventions	264 062,00	30,21%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	201 904,00	23,10%
Prêt CDC logement	102 123,50	11,68%
Sous-total Prêts	304 027,50	34,78%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	306 129,34	35,02%
Sous-total Fonds Propres	306 129,34	35,02%
Total du Financement (I + II + III)	874 218,84	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	874 218,84	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile

Surface utile totale

Dont SU Collectif

Dont SU Individuel

Charge foncière HT

TVA de la charge foncière

Charge foncière TTC

Assiette de subvention (dépassement)

Taux de la subvention

844 548,50 €

734,39 m²

734,39

0,00

986 791,95 €

0,00 €

986 791,95 €

874 218,84 €

5,32 %

DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
 2009130550072_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
 782855696

Famille d'organisme
 Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

13 HABITAT

80 r albe
 BP 31

13004 Marseille

Décisionnaire
 Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
 20181305500070

Nature de l'opération
 Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
 13205 Marseille - 5e arrondissement

Exercice
 2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PLUS/PLAI 131 RUE AUGUSTE BLANQUI/RUE ST PIERRE---
 131, rue Auguste Blanqui et
 92, rue Saint Pierre
 13005 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention d'équipement versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

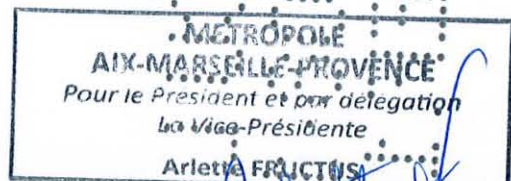
Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	22/12/2009	20091305500101
Bénéficiaire		
13 HABITAT		
Office public HLM(OPH)		
Code bénéficiaire : 782855696		
Adresse :		
	80 r albe	
	BP 31	
Ville :	13004 Marseille	
Exercice :	2009	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 23)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	1 490 560,07 €	1 490 560,07 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'État à l'EPCI.	(A) 149 600,00€	(B) 149 600,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 119 840,00 €
Solde à verser		(B-C) 29 760,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 28 AOUT 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	65 600,00	3,50%
Surcharge foncière	52 848,61	2,82%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	69 000,00	3,68%
Sous-total Subventions	187 448,61	10,00%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	180 382,00	9,62%
Prêt CDC foncier	1 373 066,00	73,22%
Sous-total Prêts	1 553 448,00	82,84%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	134 307,00	7,16%
Sous-total Fonds Propres	134 307,00	7,16%
Total du Financement (I + II + III)	1 875 203,61	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	84 000,00	29,18%
Surcharge foncière	29 376,39	10,20%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	113 376,39	39,38%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	115 750,00	40,21%
Prêt CDC foncier	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	115 750,00	40,21%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	58 760,00	20,41%
Sous-total Fonds Propres	58 760,00	20,41%
Total du Financement (I + II + III)	287 886,39	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	69 000,00	3,19%
Subvention Etat	149 600,00	6,92%
Surcharge foncière	82 225,00	3,80%
Sous-total Subventions	300 825,00	13,91%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	296 132,00	13,69%
Prêt CDC foncier	1 373 066,00	63,48%
Sous-total Prêts	1 669 198,00	77,17%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	193 067,00	8,93%

Sous-total Fonds Propres	193 067,00	8,93%
Total du Financement (I + II + III)	2 163 090,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 163 090,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 490 560,07 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	16	512,00 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	16	512,00 m²
Assiette *	:	958 030,07 €
Taux de subvention	:	6,85 %
SUBVENTION	:	65 600,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	7	284,60 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	7	284,60 m²
Assiette *	:	532 530,00 €
Taux de subvention	:	15,77 %
SUBVENTION	:	84 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 23	Surface utile :	796,60 m²
Assiette : 1 490 560,07 €	SUBVENTION :	149 600,00 €
	Taux moyen de subvention :	10,04 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles

Surcharge foncière

Surface utile totale	:	796,60 m²
Assiette de subvention	:	1 247 000,00 €
Taux de subvention	:	6,59 %
Montant de subvention	:	82 225,00 €

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	231 825,00 €
---------------------	---------------------

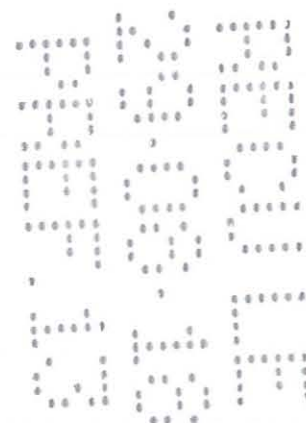
II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	1 798 264,09 €
Coût du bâtiment ou des travaux	299 378,40 €
Prestations intellectuelles et frais	54 682,39 €
Prix de Revient H.T.	2 152 324,88 €
Montant de la TVA	10 765,12 €
Prix de revient TTC	2 163 090,00 €

Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)

2 715,40 €

Type d'opération : Hors opération spécifique



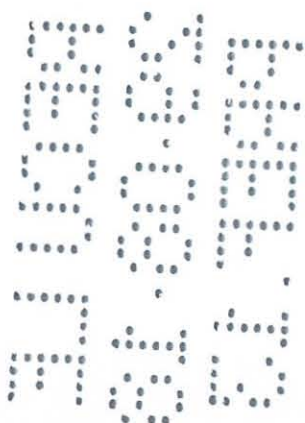
C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	82 225,00	6,59%
Conseil Général	103 149,00	8,27%
Sous-total Subventions	185 374,00	14,87%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 061 626,00	85,13%
Sous-total Prêts	1 061 626,00	85,13%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	1 247 000,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 247 000,00	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	916 090,00 €
Surface utile totale	796,60 m²
Dont SU Collectif	796,60
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	1 798 264,09 €
Assiette de subvention (dépassement)	1 247 000,00 €
Taux de la subvention	6,59 %



DECISION DE FINANCEMENT

CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :

2013130550014_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

782855696

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

13 HABITAT

80 r albe

BP 31

13004 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500072

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13026 Châteauneuf-les-Martigues

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2018

Opération : 26 PLUS/12 PLAI/ Les Fourneilliers/13 Habitat

Les Paradis Les Fourneilliers

13220 Châteauneuf Les Martigues

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	13/11/2013	20131305500088
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
13 HABITAT		
Office public HLM (OPH)		
Code bénéficiaire : 782855696		
Adresse :		
	80 r albe	
	BP 31	
Ville :	13004 Marseille	
Exercice :	2013	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 38)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	4 749 323,09 €	4 788 937,52 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 167 800,00 €	(B) 163 400,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 104 707,20 €
Solde à verser		(B-C) 58 692,80 €

Fait à MARSEILLE

le : 28 AOUT 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	140 400,00	6,50%
Surcharge foncière	20 839,55	0,96%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	36 000,00	1,67%
Conseil Général	301 728,00	13,97%
Subvention PEEC	64 600,00	2,99%
Sous-total Subventions	563 567,55	26,09%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	888 421,00	41,13%
Prêt CDC foncier	481 503,00	22,29%
Sous-total Prêts	1 369 924,00	63,43%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	226 398,94	10,48%
Sous-total Fonds Propres	226 398,94	10,48%
Total du Financement (I + II + III)	2 159 890,49	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	23 000,00	0,55%
Surcharge foncière	43 760,45	1,05%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	78 000,00	1,88%
Conseil Général	644 750,00	15,54%
Subvention PEEC	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	789 510,45	19,02%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 865 574,00	44,95%
Prêt CDC foncier	1 011 097,00	24,36%
Sous-total Prêts	2 876 671,00	69,32%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	483 782,52	11,66%
Sous-total Fonds Propres	483 782,52	11,66%
Total du Financement (I + II + III)	4 149 963,97	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Conseil Général	946 478,00	15,00%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	114 000,00	1,81%
Subvention PEEC	64 600,00	1,02%
Subvention Etat	163 400,00	2,59%
Surcharge foncière	64 600,00	1,02%
Sous-total Subventions	1 353 078,00	21,44%

II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 753 995,00	43,65%
Prêt CDC foncier	1 492 600,00	23,66%
Sous-total Prêts	4 246 595,00	67,30%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	710 181,46	11,26%
Sous-total Fonds Propres	710 181,46	11,26%
Total du Financement (I + II + III)	6 309 854,46	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	6 309 854,46	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 4 788 937,52 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	26	1 901,74 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	26	1 901,74 m²
Assiette *	:	3 262 270,81 €
Taux de subvention	:	0,71 %
SUBVENTION	:	23 000,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	12	889,97 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	12	889,97 m²
Assiette *	:	1 526 666,71 €
Taux de subvention	:	9,20 %
SUBVENTION	:	140 400,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 38	Surface utile :	2 791,71 m²
Assiette : 4 788 937,52 €	SUBVENTION :	163 400,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,41 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

Surface utile totale	:	2 791,71 m²
Assiette de subvention	:	1 548 264,99 €
Taux de subvention	:	4,17 %
Montant de subvention	:	64 600,00 €

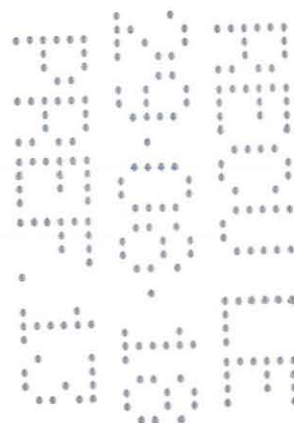
TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	228 000,00 €
---------------------	---------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	1 866 255,33 €
Coût du bâtiment ou des travaux	3 356 101,44 €
Prestations intellectuelles et frais	763 516,43 €
Prix de Revient H.T.	5 985 873,20 €
Montant de la TVA	323 981,26 €
Prix de revient TTC	6 309 854,46 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	2 260,21 €

Type d'opération : accord Action Logement 2013-2015



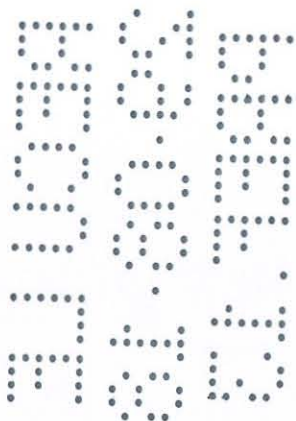
C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	64 600,00	4,17%
Subvention PEEC	64 600,00	4,17%
Sous-total Subventions	129 200,00	8,34%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 061 249,29	68,54%
Sous-total Prêts	1 061 249,29	68,54%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	357 815,70	23,11%
Sous-total Fonds Propres	357 815,70	23,11%
Total du Financement (I + II + III)	1 548 264,99	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 548 264,99	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	418 756,50 €
Surface utile totale	2 791,71 m²
Dont SU Collectif	2 791,71
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	1 866 255,33 €
Assiette de subvention (dépassement)	1 548 264,99 €
Taux de la subvention	4,17 %



DECISION DE CLOTURE
POUR SURCHARGE FONCIERE

Numéro d'opération :
2013130550014_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
782855696

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

13 HABITAT

80 r albe
BP 31

13004 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500071

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13026 Châteauneuf-les-Martigues

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

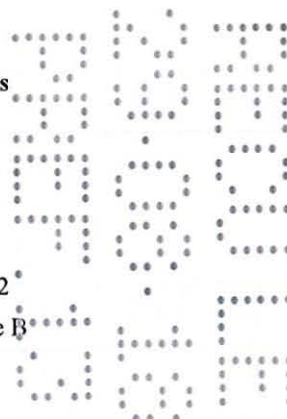
Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B



Opération : 26 PLUS/12 PLAI/ Les Fourneilliers/13 Habitat
Les Paradis Les Fourneilliers
13220 Châteauneuf Les Martigues

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	13/11/2013	20131305500089
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
13 HABITAT		
Office public HLM (OPH)		
Code bénéficiaire : 782855696		
Adresse :		
	80 r albe	
	BP 31	
Ville :	13004 Marseille	
Exercice :	2013	

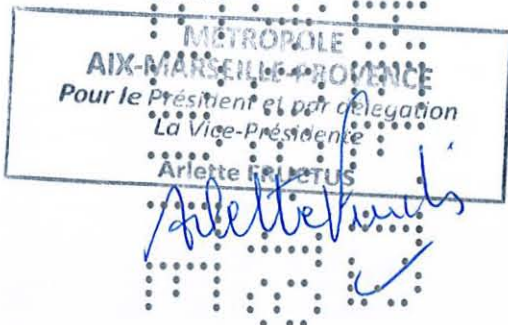
CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 38)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	1 513 590,70 €	1 548 264,99 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	64 600,00	64 600,00
Montant des acomptes versés		(C) 51 680,00 €
Solde à verser		(B-C) 12 920,00 €

Fait à MARSEILLE

le :

28 AOUT 2018



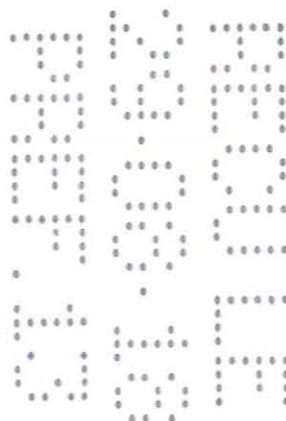
C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	64 600,00	4,17%
Subvention PEEC	64 600,00	4,17%
Sous-total Subventions	129 200,00	8,34%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 061 249,29	68,54%
Sous-total Prêts	1 061 249,29	68,54%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	357 815,70	23,11%
Sous-total Fonds Propres	357 815,70	23,11%
Total du Financement (I + II + III)	1 548 264,99	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 548 264,99	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	418 756,50 €
Surface utile totale	2 791,71 m²
Dont SU Collectif	2 791,71
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	1 866 255,33 €
TVA de la charge foncière	100 766,16 €
Charge foncière TTC	1 967 021,49 €
Assiette de subvention (dépassement)	1 548 264,99 €
Taux de la subvention	4,17 %



DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2012130550010_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
390328623

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
Habitat Marseille Provence AMP Métropole

1 av de frais vallon

13013 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500074

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13203 Marseille - 3e arrondissement

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

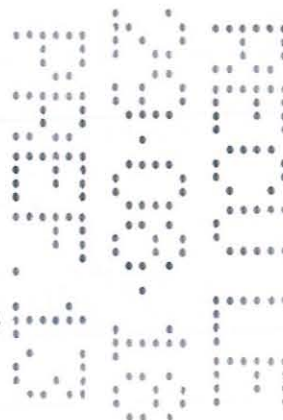
Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B



Opération : PLUS - SAINT CHARLES
16 rue Racati
13003 Marseille 3e

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux organismes publics divers

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	22/08/2012	20121305500040
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
Habitat Marseille Provence AMP Métropole		
Office public HLM (OPH)		
Code bénéficiaire : 390328623		
Adresse :		
1 av de frais vallon		
Ville :	13013 Marseille	
Exercice :	2012	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 14)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	1 409 106,83 €	1 595 223,47 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 28 000,00 €	(B) 28 000,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 18 116,00 €
Solde à verser		(B-C) 9 884,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 28 AOUT 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	28 000,00	1,97%
Surcharge foncière	28 000,00	1,97%
Ville de Marseille	56 639,86	3,98%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	42 000,00	2,95%
Conseil Régional	43 854,32	3,08%
Sous-total Subventions	198 494,18	13,96%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	812 000,00	57,09%
1%.	75 000,00	5,27%
Sous-total Prêts	887 000,00	62,36%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	336 859,65	23,68%
Sous-total Fonds Propres	336 859,65	23,68%
Total du Financement (I + II + III)	1 422 353,83	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 422 353,83	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 595 223,47 €

Aide : PLUS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	14	1 039,23 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	14	1 039,23 m²
Assiette *		1 595 223,47 €
Taux de subvention		1,76 %
SUBVENTION		28 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 14	Surface utile :	1 039,23 m²
Assiette : 1 595 223,47 €	SUBVENTION :	28 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	1,76 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

Surface utile totale	:	1 039,23 m²
Assiette de subvention	:	227 239,33 €
Taux de subvention	:	12,32 %
Montant de subvention	:	28 000,00 €

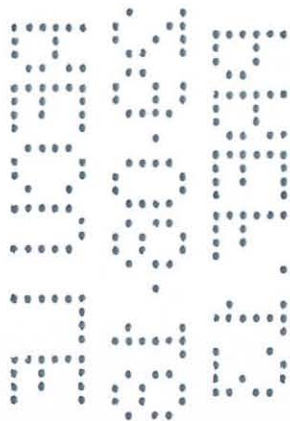
TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 56 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	428 671,68 €
Coût du bâtiment ou des travaux	843 901,31 €
Prestations intellectuelles et frais	103 781,05 €
Prix de Revient H.T.	1 376 354,04 €
Montant de la TVA	45 999,79 €
Prix de revient TTC	1 422 353,83 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	1 368,66 €

Type d'opération : Hors opération spécifique



C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : **Surcharge foncière**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	28 000,00	12,32%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	42 000,00	18,48%
Ville de Marseille	56 639,86	24,93%
Conseil Régional	43 854,32	19,30%
Sous-total Subventions	170 494,18	75,03%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	56 745,15	24,97%
Sous-total Prêts	56 745,15	24,97%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	227 239,33	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	227 239,33	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	1 195 114,50 €
Surface utile totale	1 039,23 m²
Dont SU Collectif	1 039,23
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	428 671,68 €
Assiette de subvention (dépassement)	227 239,33 €
Taux de la subvention	12,32 %



18 / 492 / D

DECISION DE CLOTURE
POUR SURCHARGE FONCIERE

Numéro d'opération :
2012130550010_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
390328623

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
Habitat Marseille Provence AMP Métropole

1 av de frais vallon

13013 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500073

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13203 Marseille - 3e arrondissement

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PLUS - SAINT CHARLES
16 rue Racati
13003 Marseille 3e

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux organismes publics divers

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

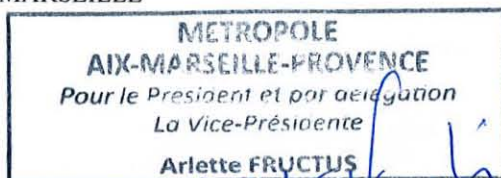
Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	22/08/2012	20121305500041
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
Habitat Marseille Provence AMP Métropole		
Office public HLM (OPH)		
Code bénéficiaire : 390328623		
Adresse :		
1 av de frais vallon		
Ville :	13013 Marseille	
Exercice :	2012	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 14)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	839 022,00 €	227 239,33 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	28 000,00	28 000,00
Montant des acomptes versés		(C) 3 976,00 €
Solde à verser		(B-C) 24 024,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 28 AOUT 2012



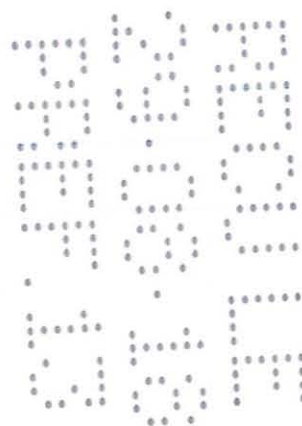
C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	28 000,00	12,32%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	42 000,00	18,48%
Ville de Marseille	56 639,86	24,93%
Conseil Régional	43 854,32	19,30%
Sous-total Subventions	170 494,18	75,03%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	56 745,15	24,97%
Sous-total Prêts	56 745,15	24,97%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	227 239,33	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	227 239,33	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	1 195 114,50 €
Surface utile totale	1 039,23 m²
Dont SU Collectif	1 039,23
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	428 671,68 €
TVA de la charge foncière	0,00 €
Charge foncière TTC	428 671,68 €
Assiette de subvention (dépassement)	227 239,33 €
Taux de la subvention	12,32 %



DECISION DE FINANCEMENT

CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :

2014130550019_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

305918732

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

NEOLIA

NEOLIA

34 Rue de la Combe aux Biches

CS 75267

25200 MONTBELIARD

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500081

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13213 Marseille - 13e arrondissement

Exercice

2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération :

PLS DOMAINE D'HIPPONE MARSEILLE

59, avenue de Saint Just

178, chemin des Chutes Lavies

13013 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	30/12/2014	20141305500190
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
NEOLIA		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 305918732		
Adresse :	NEOLIA	
	34 Rue de la Combe aux Biches	
	CS 75267	
Ville :	25200 MONTBELIARD	
Exercice :	2014	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 45)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	0,00 €	0,00 €
Subvention	Initiale	Recalculée
	(A) 0,00 €	(B) 0,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 0,00 €

Fait à MARSEILLE

le :

28 AOUT 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	1 594 561,00	28,07%	2,11%
CDC foncier PLS	1 896 944,00	33,39%	2,11%
Prêts Autres	1 190 000,00	20,95%	2,36%
Sous-total Prêts	4 681 505,00	82,41%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	999 588,00	17,59%	
Sous-total Fonds Propres	999 588,00	17,59%	
Total du Financement (I + II + III)	5 681 093,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	5 681 093,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

45

2 816,80 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

45

2 816,80 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 45

Assiette : 0,00 €

Surface utile

2 816,80 m²

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT

3 248 828,37 €

Coût du bâtiment ou des travaux

2 041 212,70 €

Prestations intellectuelles et frais

171 235,05 €

Prix de Revient H.T.

5 461 276,12 €

Montant de la TVA

219 816,88 €

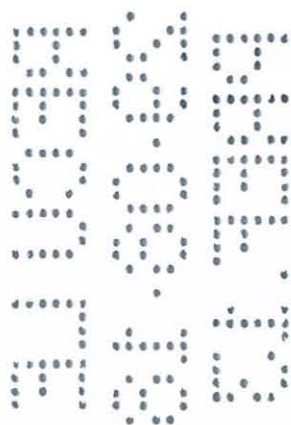
Prix de revient TTC

5 681 093,00 €

Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)

2 016,86 €

Type d'opération : Hors opération spécifique



DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
 2014130550017_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
 305918732

Famille d'organisme
 Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

NEOLIA
 NEOLIA

34 Rue de la Combe aux Biches
 CS 75267

25200 MONTBELIARD

Décisionnaire
 Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
 20181305500080

Nature de l'opération
 Neuf

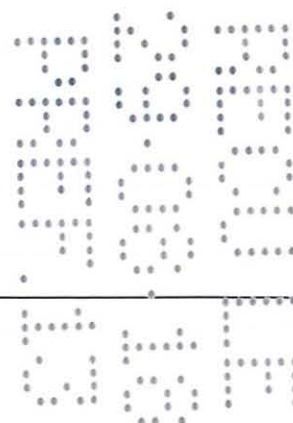
Commune (Insee)
 13213 Marseille - 13e arrondissement

Exercice
 2018

Nature des logements
 Logements ordinaires

Type de bénéficiaire
 Ménages

Zone de prix
 Zonage "123" : Zone 2
 Zonage "ABC" : Zone B



Opération : PLUS/PLAI DOMAINE D'HIPPONE MARSEILLE
 59, avenue de Saint Juste
 178, chemin des Chutes Lavies
 13013 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

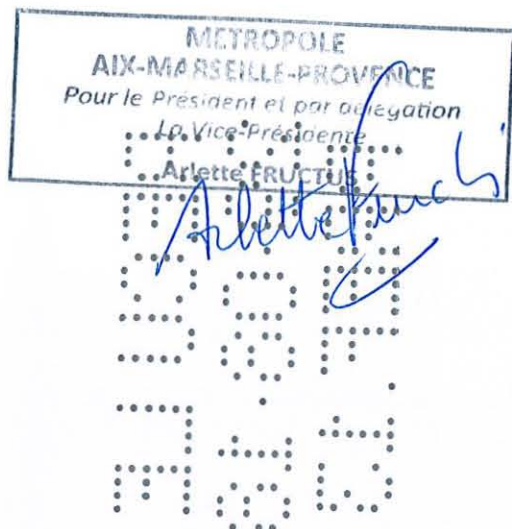
Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	30/12/2014	20141305500181
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
NEOLIA		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 305918732		
Adresse :	NEOLIA	
	34 Rue de la Combe aux Biches	
	CS 75267	
Ville :	25200 MONTBELIARD	
Exercice :	2014	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 22)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	2 328 528,88 €	2 341 395,23 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 84 700,00 €	(B) 84 700,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 84 700,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 28 AOUT 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	10 500,00	0,50%
Surcharge foncière	25 500,00	1,21%
Subvention PEEC 1 pour 1	25 500,00	1,21%
Subvention PEEC	175 000,00	8,32%
Sous-total Subventions	236 500,00	11,24%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	746 855,00	35,51%
Prêt CDC foncier	560 080,00	26,63%
Prêts PEEC	560 000,00	26,62%
Sous-total Prêts	1 866 935,00	88,76%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	2 103 435,00	

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	74 200,00	8,82%
Surcharge foncière	11 900,00	1,41%
Subvention PEEC 1 pour 1	11 900,00	1,41%
Subvention PEEC	100 000,00	11,88%
Sous-total Subventions	198 000,00	23,53%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	450 442,00	53,53%
Prêt CDC foncier	193 047,00	22,94%
Prêts PEEC	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	643 489,00	76,47%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	841 489,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention PEEC 1 pour 1	37 400,00	1,27%
Subvention PEEC	275 000,00	9,34%
Subvention Etat	84 700,00	2,88%
Surcharge foncière	37 400,00	1,27%
Sous-total Subventions	434 500,00	14,75%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 197 297,00	40,66%
Prêt CDC foncier	753 127,00	25,57%

Prêts PEEC	560 000,00	19,02%
Sous-total Prêts	2 510 424,00	85,25%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	2 944 924,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 944 924,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 2 341 395,23 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	15	927,95 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	15	927,95 m²
Assiette *	:	1 678 601,39 €
Taux de subvention	:	0,63 %
SUBVENTION	:	10 500,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	7	366,40 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	7	366,40 m²
Assiette *	:	662 793,84 €
Taux de subvention	:	11,20 %
SUBVENTION	:	74 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 22	Surface utile :	1 294,35 m²
Assiette : 2 341 395,23 €	SUBVENTION :	84 700,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,62 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

Surface utile totale	:	1 294,35 m²
Assiette de subvention	:	865 107,20 €
Taux de subvention	:	4,32 %
Montant de subvention	:	37 400,00 €

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 122 100,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	1 016 859,70 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 725 351,06 €
Prestations intellectuelles et frais	88 764,95 €
Décision No : 20181305500080	Page : 4/6

Prix de Revient H.T.	2 830 975,71 €
Montant de la TVA	113 948,29 €
Prix de revient TTC	2 944 924,00 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	2 275,21 €

Type d'opération : Hors opération spécifique



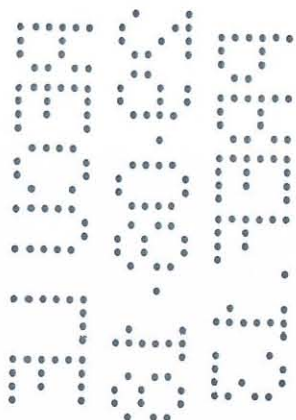
C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	37 400,00	4,32%
Subvention PEEC 1 pour 1	37 400,00	4,32%
Sous-total Subventions	74 800,00	8,65%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	790 307,20	91,35%
Sous-total Prêts	790 307,20	91,35%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	865 107,20	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	865 107,20	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	194 152,50 €
Surface utile totale	1 294,35 m²
Dont SU Collectif	1 294,35
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	1 016 859,70 €
Assiette de subvention (dépassement)	865 107,20 €
Taux de la subvention	4,32 %



DECISION DE CLOTURE
POUR SURCHARGE FONCIERE

Numéro d'opération :
 2014130550017_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
 305918732

Famille d'organisme
 Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

NEOLIA
 NEOLIA

34 Rue de la Combe aux Biches
 CS 75267

25200 MONTBELIARD

Décisionnaire
 Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
 20181305500079

Nature de l'opération
 Neuf

Commune (Insee)
 13213 Marseille - 13e arrondissement

Exercice
 2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PLUS/PLAI DOMAINE D'HIPPONE MARSEILLE
 59, avenue de Saint Juste
 178, chemin des Chutes Lavies
 13013 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

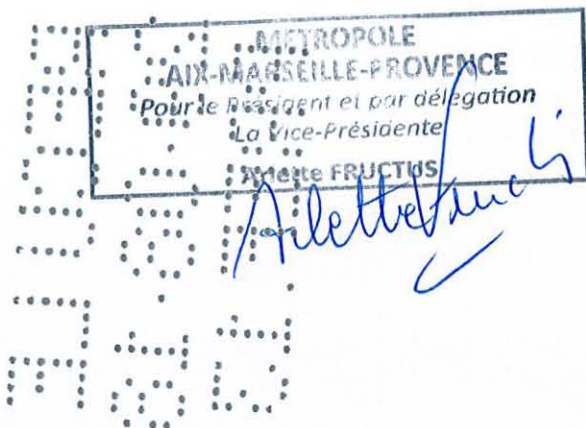
Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	30/12/2014	20141305500182
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
NEOLIA		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 305918732		
Adresse :	NEOLIA	
	34 Rue de la Combe aux Biches	
	CS 75267	
Ville :	25200 MONTBELIARD	
Exercice :	2014	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 22)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	620 687,00 €	865 107,20 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	37 400,00	37 400,00
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 37 400,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 28 AOUT 2018



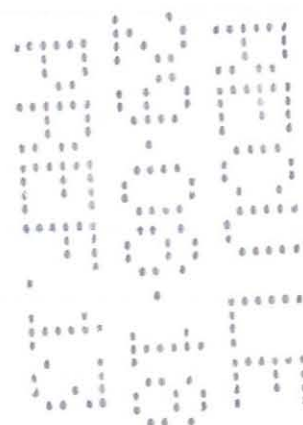
C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	37 400,00	4,32%
Subvention PEEC 1 pour 1	37 400,00	4,32%
Sous-total Subventions	74 800,00	8,65%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	790 307,20	91,35%
Sous-total Prêts	790 307,20	91,35%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	865 107,20	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	865 107,20	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	194 152,50 €
Surface utile totale	1 294,35 m²
Dont SU Collectif	1 294,35
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	1 016 859,70 €
TVA de la charge foncière	42 400,00 €
Charge foncière TTC	1 059 259,70 €
Assiette de subvention (dépassement)	865 107,20 €
Taux de la subvention	4,32 %



DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
 2014130550028_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
 475680815

Famille d'organisme
 Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. VILOGIA

74 rue Jean Jaurès
 BP 10430

59664 VILLENEUVE D'ASCQ

Décisionnaire
 Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
 20181305500085

Nature de l'opération
 Neuf

Commune (Insee)
 13026 Châteauneuf-les-Martigues

Exercice
 2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PLS ROSELIERE IV Chateauneuf_Les_Martigues
 Quartier de l'Afférage
 route de Farren
 Lieudit La Charité
 13220 CHATEAUNEUF_LES_MARTIGUES

FICHE DE FIN D'OPERATION

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

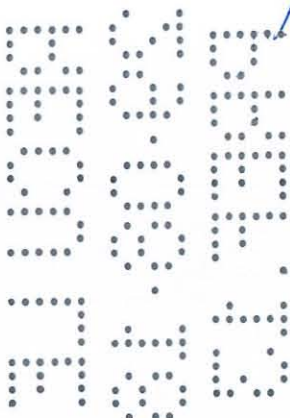
Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	09/12/2014	20141305500105
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
S.A. VILOGIA		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 475680815		
Adresse :		
74 rue Jean Jaurès		
BP 10430		
Ville :	59664 VILLENEUVE D'ASCQ	
Exercice :	2014	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 12)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	0,00 €	0,00 €
Subvention	Initiale	Recalculée
	(A) 0,00 €	(B) 0,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 0,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 28 AOUT 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
Prêt CDC foncier	502 436,00	27,96%	2,11%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	475 690,00	26,47%	2,11%
Prêt complémentaire CDC	568 085,00	31,61%	2,11%
1%.	105 000,00	5,84%	1,00%
Sous-total Prêts	1 651 211,00	91,88%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	145 932,04	8,12%	
Sous-total Fonds Propres	145 932,04	8,12%	
Total du Financement (I + II + III)	1 797 143,04	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	1 797 143,04		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

12

779,28 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

12

779,28 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 12

Assiette : 0,00 €

Surface utile : 779,28 m²

SUBVENTION : 0,00 €

Taux moyen de subvention : 0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT

545 674,37 €

Coût du bâtiment ou des travaux

1 120 130,98 €

Prestations intellectuelles et frais

2 473,73 €

Prix de Revient H.T.

1 668 279,08 €

Montant de la TVA

128 863,96 €

Prix de revient TTC

1 797 143,04 €

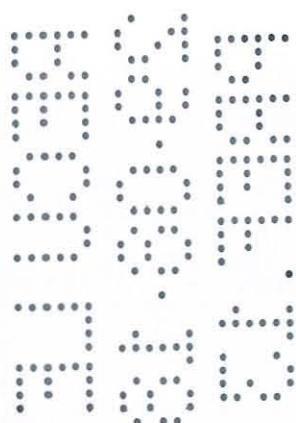
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)

2 306,16 €

Décision No : 20181305500085

Page : 3/4

Type d'opération : Hors opération spécifique



DECISION DE FINANCEMENT CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2014130550026_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
475680815

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. VILOGIA

74 rue Jean Jaurès
BP 10430

59664 VILLENEUVE D'ASCQ

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500084

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13026 Châteauneuf-les-Martigues

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PLUS/PLAI ROSELIERE IV Chateauneuf_Les_Martigues
Quartier l'Afferage
Route de Farren,
lieudit la Charité
13220 CHATEAUNEUF_LES_MARTIGUES

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

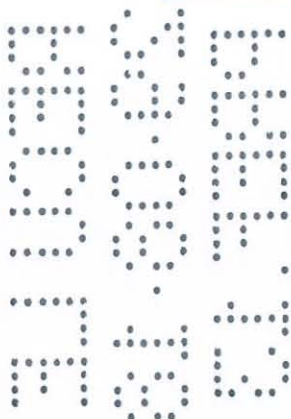
Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	09/12/2014	20141305500106
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
S.A. VILOGIA		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 475680815		
Adresse :		
74 rue Jean Jaurès		
BP 10430		
Ville :	59664 VILLENEUVE D'ASCQ	
Exercice :	2014	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 18)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	2 146 425,00 €	2 333 951,21 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 131 800,00 €	(B) 131 800,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 105 440,00 €
Solde à verser		(B-C) 26 360,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 28 AOUT 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	11 800,00	0,70%
Surcharge foncière	15 318,79	0,90%
Subvention PEEC 1 pour 1	17 000,00	1,00%
Subvention Département	30 000,00	1,77%
Subvention EPCI	30 000,00	1,77%
Sous-total Subventions	104 118,79	6,13%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	477 947,00	28,15%
Prêt CDC logement	821 883,00	48,41%
1%.	35 000,00	2,06%
Prêts Autres	160 000,00	9,42%
Sous-total Prêts	1 494 830,00	88,05%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	98 706,58	5,81%
Sous-total Fonds Propres	98 706,58	5,81%
Total du Financement (I + II + III)	1 697 655,37	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	120 000,00	7,00%
Surcharge foncière	15 281,21	0,89%
Subvention PEEC 1 pour 1	13 600,00	0,79%
Subvention Département	24 000,00	1,40%
Subvention EPCI	24 000,00	1,40%
Sous-total Subventions	196 881,21	11,49%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	476 775,00	27,81%
Prêt CDC logement	882 899,00	51,51%
1%.	35 000,00	2,04%
Prêts Autres	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	1 394 674,00	81,36%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	122 589,19	7,15%
Sous-total Fonds Propres	122 589,19	7,15%
Total du Financement (I + II + III)	1 714 144,40	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention PEEC 1 pour 1	30 600,00	0,90%
Subvention Département	54 000,00	1,58%

Subvention Etat	131 800,00	3,86%
Subvention EPCI	54 000,00	1,58%
Surcharge foncière	30 600,00	0,90%
Sous-total Subventions	301 000,00	8,82%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 704 782,00	49,97%
Prêt CDC foncier	954 722,00	27,98%
Prêts Autres	160 000,00	4,69%
1%.	70 000,00	2,05%
Sous-total Prêts	2 889 504,00	84,69%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	221 295,77	6,49%
Sous-total Fonds Propres	221 295,77	6,49%
Total du Financement (I + II + III)	3 411 799,77	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	3 411 799,77	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 2 333 951,21 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	10	736,14 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	10	736,14 m²
Assiette *	:	1 161 335,68 €
Taux de subvention	:	1,02 %
SUBVENTION	:	11 800,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	8	743,29 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	8	743,29 m²
Assiette *	:	1 172 615,53 €
Taux de subvention	:	10,23 %
SUBVENTION	:	120 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 18	Surface utile :	1 479,43 m²
Assiette : 2 333 951,21 €	SUBVENTION :	131 800,00 €
	Taux moyen de subvention :	5,65 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

Surface utile totale	:	1 479,43 m²
Assiette de subvention	:	866 805,13 €
Taux de subvention	:	3,53 %

Montant de subvention : 30 600,00 €

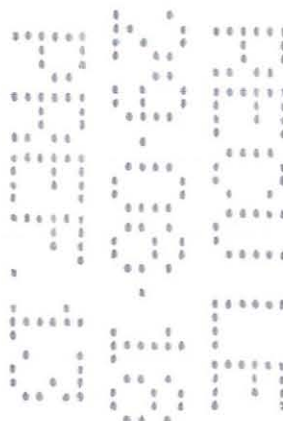
TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 162 400,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	1 035 939,63 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 126 521,12 €
Prestations intellectuelles et frais	4 696,27 €
Prix de Revient H.T.	3 167 157,02 €
Montant de la TVA	244 642,75 €
Prix de revient TTC	3 411 799,77 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	2 306,16 €

Type d'opération : Hors opération spécifique



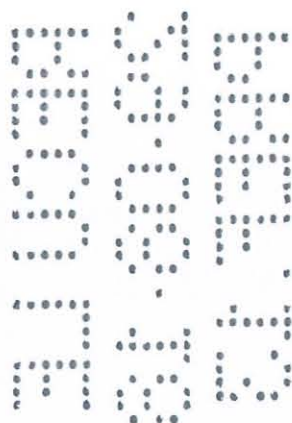
C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	30 600,00	3,53%
Subvention PEEC 1 pour 1	30 600,00	3,53%
Sous-total Subventions	61 200,00	7,06%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	805 605,13	92,94%
Sous-total Prêts	805 605,13	92,94%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	866 805,13	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	866 805,13	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	221 914,50 €
Surface utile totale	1 479,43 m²
Dont SU Collectif	1 479,43
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	1 035 939,63 €
Assiette de subvention (dépassement)	866 805,13 €
Taux de la subvention	3,53 %



18 / 498 / D

DECISION DE CLOTURE
 POUR SURCHARGE FONCIERE

Numéro d'opération :
 2014130550026_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
 475680815

Famille d'organisme
 Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. VILOGIA

74 rue Jean Jaurès
 BP 10430

59664 VILLENEUVE D'ASCQ

Décisionnaire
 Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
 20181305500083

Nature de l'opération
 Neuf

Commune (Insee)
 13026 Châteauneuf-les-Martigues

Exercice
 2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PLUS/PLAI ROSELIERE IV Chateauneuf_Les_Martigues
 Quartier l'Afferage
 Route de Farren,
 lieudit la Charité
 13220 CHATEAUNEUF_LES_MARTIGUES

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	09/12/2014	20141305500104
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
S.A. VILOGIA		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 475680815		
Adresse :		
74 rue Jean Jaurès		
BP 10430		
Ville :	59664 VILLENEUVE D'ASCQ	
Exercice :	2014	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 18)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	790 502,50 €	866 805,13 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	30 600,00	30 600,00
Montant des acomptes versés		(C) 24 480,00 €
Solde à verser		(B-C) 6 120,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 28 AOUT 2018



C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	30 600,00	3,53%
Subvention PEEC 1 pour 1	30 600,00	3,53%
Sous-total Subventions	61 200,00	7,06%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	805 605,13	92,94%
Sous-total Prêts	805 605,13	92,94%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	866 805,13	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	866 805,13	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	221 914,50 €
Surface utile totale	1 479,43 m²
Dont SU Collectif	1 479,43
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	1 035 939,63 €
TVA de la charge foncière	52 780,00 €
Charge foncière TTC	1 088 719,63 €
Assiette de subvention (dépassement)	866 805,13 €
Taux de la subvention	3,53 %

